



**DIAGNOSTIC
TERRITORIAL
DES BESOINS
DES JEUNES DE LA
MISSION LOCALE
DU SUD-OUEST
SEINE-ET-MARNE**

**Restitution et partage
le 7 novembre 2024**

Introduction

Afin d'apporter des réponses cohérentes au public qu'elle accueille, l'association Mission Emploi-Insertion Melun Val de Seine (MEI-MVS) a souhaité réaliser un diagnostic territorial couvrant son périmètre géographique d'intervention et ses différents champs d'action.

Cet exercice permettra de recueillir et analyser des données sur les caractéristiques économiques, sociales, environnementales et culturelles du territoire, offrant ainsi une vision globale de ses forces et faiblesses. Il devrait aider à repérer les problématiques locales, les besoins des jeunes, ainsi que les opportunités de développement et d'amélioration. Les perspectives qui en découleront s'adapteront alors aux réalités locales.

L'association MEI-MVS est l'une des trois structures satellites de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine (CAMVS), présentée comme le bras armé en termes d'emploi, de formation et de développement économique. Elle porte aujourd'hui les activités de la Mission Locale du Sud-ouest Seine-et-Marne et du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Melun Val de Seine.

Depuis la décision de l'Etat de stopper les financements des Maisons de l'Emploi, MEI-MVS a été contraint de réduire ou arrêter certaines des activités qui lui étaient dédiées ; notamment celle de l'observatoire. Les éléments de diagnostic régulièrement extraits grâce à cet observatoire étaient pourtant utiles dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue. Le diagnostic aujourd'hui présenté s'oriente à nouveau vers cette démarche.

Les données ici présentées sont issues de diverses recherches, statistiques et questionnements réalisés auprès des jeunes et des entreprises. Le diagnostic s'appuie principalement sur une présentation d'un état des lieux partagé par la CAMVS et la Communauté de Communes Brie des Rivières et Châteaux (CCBRC) et la Communauté d'Agglomération du Pays de Fontainebleau (CAPF).

En effet, leurs sites Internet respectifs et le diagnostic réalisé dans le cadre du contrat Engagement Quartiers 2030 ont inspiré cet écrit. Les statistiques présentées sont issues de sources reconnues comme l'INSEE, Data emploi ou plus localement à partir d'un requêtage des données des jeunes inscrits à la Mission Locale via le logiciel I-Milo. Des questionnaires ont été menés et analysés auprès du public jeune, des partenaires et des entreprises permettant de recueillir leur avis ou niveau de satisfaction. Des questionnaires sur différentes thématiques comme l'accès au logement ou à la santé ont été utilisés. Les professionnels de MEI-MVS ont également été consultés par questionnaire et lors d'un séminaire d'équipe organisé courant juin 2024.

MEI-MVS fait le choix de présenter de manière globale le territoire sous les volets liés à la situation économique, l'offre de formation du territoire, les infrastructures et la mobilité, le logement, la santé, la culture, les loisirs et l'environnement.

Puis, sera présenté la Mission Locale, les caractéristiques des jeunes qu'elle accompagne, et son offre de services. Ainsi, un parallèle est réalisé entre les atouts et enjeux du territoire et l'intervention de l'association dans son environnement, au service des jeunes. Des perspectives d'orientation sont mentionnées et permettront d'orienter les actions à venir.

Ce diagnostic marque la première pierre d'une démarche qui se veut partagée. Il a pour ambition d'être renouvelé et ajusté tous les ans en lien avec les acteurs locaux.

Il favorisera la participation et l'implication des différents partenaires du territoire (élus, entreprises, associations, habitants), renforçant ainsi la cohésion et la collaboration pour le développement des politiques locales de l'emploi et de l'insertion. Il s'agira ainsi d'une base pour mobiliser les acteurs locaux autour d'un projet de développement commun et durable.

Présentation Générale.....	p.7
Démographie et situation de l'emploi	
a. Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine	p.8
b. Communauté de Communes Brie des Rivières et Châteaux	p.12
c. Communauté d'Agglomération du Pays de Fontainebleau	p.14
c. L'essentiel à retenir et chiffres clés	p.16
Présentation du territoire	
a. Situation économique	p.18
b. Offre de formation	p.28
c. Infrastructures et mobilité	p.31
d. Habitat / Logement	p.33
e. Santé	p.36
f. Culture et Loisirs	p.40
g. Environnement	p.43
h. L'essentiel à retenir et chiffres clés	p.44
Portrait de la Mission Locale du Sud-ouest Seine-et-Marne	
a. Modalités et lieux d'accueil	p.48
b. Caractéristiques des jeunes	p.50
c. Questionnaires de satisfaction réalisé auprès des jeunes	p.54
d. Organisation et partenaires institutionnels.....	p.56
e. L'essentiel à retenir et chiffres clés	p.62
Notre intervention et nos partenaires	
a. L'accompagnement des jeunes de la Mission Locale du Sud-ouest Seine-et-Marne.....	p.64
b. Projet professionnel	p.68
c. La Relation aux entreprises et questionnaire de satisfaction réalisé auprès des jeunes	p.70
d. Notre partenariat dans le domaine de la formation	p.78
e. Infrastructures et mobilité	p.82
f. Habitat / Logement et questionnaire de satisfaction réalisé auprès des jeunes ...	p.84
g. Santé et questionnaire de satisfaction réalisé auprès des jeunes	p.90
h. Culture et loisirs	p.94
i. Environnement	p.96
j. L'essentiel à retenir et chiffres clés	p.98
Conclusion	
a. Les points forts du territoire.....	p.100
b. MEI-MVS : acteur incontournable, un appui indispensable.....	p.100
c. Les besoins des jeunes de la Mission Locale du Sud-ouest Seine-et-Marne	p.101
d. L'essentiel à retenir et chiffres clés du diagnostic territorial	p.108
Sources	p.111



Présentation générale

La Mission Locale du Sud-ouest Seine-et-Marne a été créée à l'automne 1992 et intervient aujourd'hui sur 61 communes.

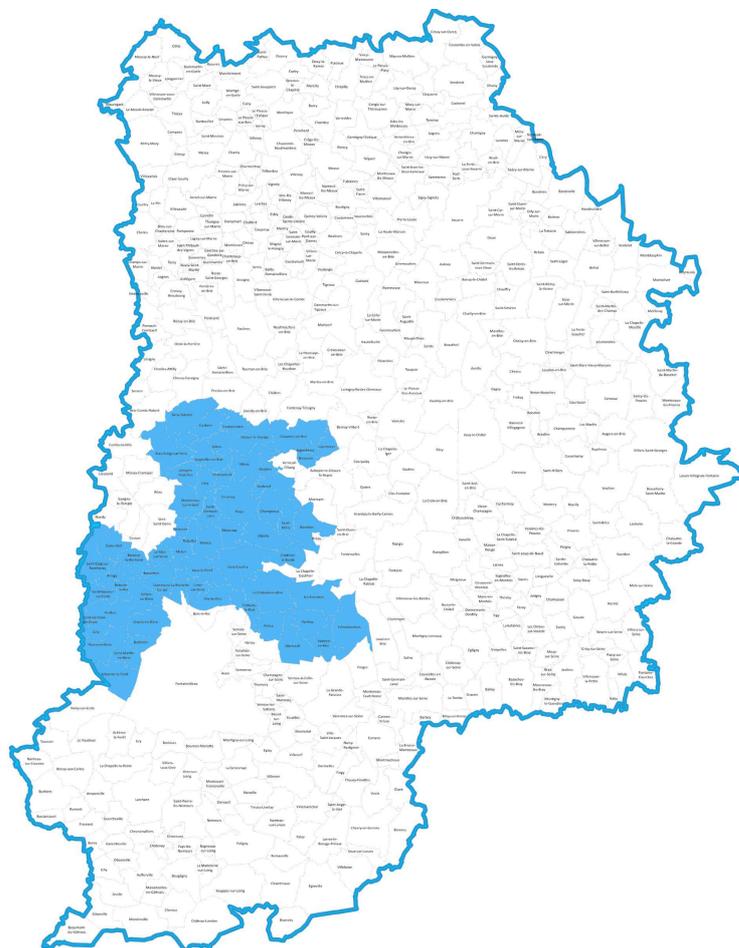
Principalement rattachées à deux EPCI (CAMVS : Communauté d'Agglomération de Melun Val de Seine pour 20 communes et CCBRC : Communauté de Communes Brie des Rivières et Châteaux pour 31 communes), le territoire est alors essentiellement installé sur le Bassin d'Emploi et de Formation Centre 77. Courtomer et neuf communes de la Communauté d'Agglomération du Pays de Fontainebleau complètent le territoire d'intervention de la Mission Locale.

La Mission Locale se situe au cœur du département de la Seine-et-Marne en région Île-de-France, englobant des villes principales telles que Melun, Dammarie-lès-Lys et Le Mée-sur-Seine. Cette zone, bien que diverse, est caractérisée par un mélange d'urbanisation et de vastes espaces naturels, notamment proche de la célèbre forêt de Fontainebleau.

Le mélange de zones urbaines, périurbaines et rurales constitue le paysage du territoire de la CAMVS. La présence de parcs, de forêts et de réserves naturelles à proximité apporte une diversité écologique.

La Seine traverse le territoire, offrant de nombreux espaces verts et des berges aménagées pour les promenades, les activités nautiques et les loisirs en plein air.

Le territoire de la CCBRC est quant à lui traversé par plusieurs cours d'eau, notamment le Réveillon, l'Yerres et la Marsange, qui apportent une richesse écologique et paysagère. Il est caractérisé par un paysage typiquement briard, avec des plaines agricoles, des forêts, des bois et des vallées verdoyantes. Les villages pittoresques et les hameaux ajoutent au charme rural.



Territoire d'intervention de la Mission Locale du Sud-ouest Seine-et-Marne

A proximité de Paris, la CAMVS est située à environ 50 km au sud-est de Paris, la communauté bénéficie de la proximité de la capitale, avec des liaisons de transport bien développées, y compris des lignes de train et d'autoroutes. La CCBRC offre un cadre de vie mixte entre ruralité et influence périurbaine, elle offre un cadre de vie agréable, mêlant patrimoine historique, paysages naturels et vie communautaire active souvent centrée autour des activités locales et des associations.

Démographie et situation de l'emploi

En 2020, la Seine-et-Marne était le 11ème des départements français les plus peuplés et le 3ème département de France métropolitaine le plus jeune avec une démographie correspondant : 33,4% de jeunes de -25 ans.

La population totale du territoire d'intervention de la Mission Locale du Sud-ouest Seine-et-Marne compte 186 000 habitants. Ils résident principalement sur la CAMVS avec 135 000 habitants puis sont répartis sur Le Châtelet-en-Brie (4 400 habitants) et de petites communes dont le nombre varie entre 400 et 2 500 habitants.

L'évolution démographique est d'une croissance modérée avec une augmentation due principalement à l'attraction des villes moyennes et des zones périurbaines.

Concernant le taux de chômage en Seine-et-Marne, il frôle le taux de 7% en 2023 (6,9%), légèrement en dessous de la moyenne nationale qui atteint 7,5%. La CAMVS enregistrait quant à elle 12,9% de chômeurs au dernier recensement de 2021 et la CCBRC, 6,7%.

Le taux augmente nettement pour la tranche d'âge 15-24 ans avec 25,4% pour la CAMVS et 17,8% pour le territoire de la CCBRC.

a. La Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine

Formant un territoire d'une superficie de 153,21 km², la CAMVS compte 20 communes : Boissettes, Boissise-la-Bertrand, Boissise-le-Roi, Dammarie-lès-Lys, La Rochette, Le Mée-sur-Seine, Limoges-Fourches, Lissy, Livry-sur-Seine, Maincy, Melun, Montereau-sur-le-Jard, Pringy, Rubelles, Saint-Fargeau-Ponthierry, Saint-Germain-Laxis, Seine-Port, Vaux-le-Pénil, Villiers-en-Bière et Voisenon.

En 2020, 13% de la population est âgé entre 15 et 24 ans, 33% ont entre 25 à 49 ans et 33% ont 50 ans ou plus.

La CAMVS présente un dynamisme de l'emploi très faible avec 35 000 salariés pour 63 750 actifs et 2 950 établissements/entreprises présents.

La part des jeunes âgés de 15 à 29 ans a diminué passant de 22% en 2009 à 19% en 2020.

Pour la même tranche d'âge, la part des jeunes scolarisés est quant à elle estimée à 46%. Elle passe à 49% pour les jeunes âgés entre 18 et 24 ans avec une majorité de femmes.



	Ensemble	Population scolarisée	Part de la population scolarisée en %		
			Ensemble	Hommes	Femmes
2 à 5 ans	7 999	5 756	72,0	72,8	71,1
6 à 10 ans	10 178	9 866	96,9	96,9	97,0
11 à 14 ans	7 427	7 271	97,7	97,7	98,1
15 à 17 ans	5 499	5 262	95,7	95,0	96,6
18 à 24 ans	11 625	5 692	49,0	44,3	53,5
25 à 29 ans	9 013	647	7,2	6,9	7,4
30 ans et plus	79 265	1 050	1,3	1,3	1,4

Scolarisation selon l'âge et le sexe en 2020

Source : Insee, RP2020 exploitation principale, géographie au 01/01/2023.

Le taux de pauvreté (part de personnes en dessous du seuil de pauvreté = moins de 60% du revenu par unité de consommation médian - soit moins de 1 158 euros pour une personne seule - données de 2021) est de 16,6% sur l'ensemble de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine. A titre de comparaison le taux de pauvreté en France est de 14,5%.

Il y a cependant des disparités pour les résidents des Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville :

Melun : les Mézereaux : 40%, l'Almont : 34,8% et le Plateau de Corbeil – Plein Ciel (dont une petite partie se situe à Le Mée-sur-Seine) : 22,1%, Dammarie-lès-Lys : la Plaine du Lys – Bernard de Poret : 34,7%, Le Mée-sur-Seine : les Courtilleraies – Le Circé : 35,1% (selon l'INSEE, Avril 2023)

Sur l'ensemble de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine, les familles monoparentales représentent quant à elles 19,6% de l'ensemble des familles percevant des allocations familiales en 2022.

Là encore, il y a des disparités pour les résidents des Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville :

Melun : les Mézereaux : 23,9%, l'Almont : 25,4% et le Plateau de Corbeil – Plein Ciel (dont une petite partie se situe à Le Mée-sur-Seine) : 22,1%, Dammarie-lès-Lys : la Plaine du Lys – Bernard de Poret : 23,9%, Le Mée-sur-Seine : les Courtilleraies – Le Circé : 30% (toujours selon l'INSEE, Avril 2023).

Les trois communes principales de la CAMVS concentrent 63% de la population de l'intercommunalité en 2018 et 81% des logements sociaux en 2020.

Les QPV représentent plus du tiers de la population des trois villes, et plus de 30% des habitants de chacune des communes : de 32,5% des habitants de Dammarie-lès-Lys à près de 38% à Le Mée-sur-Seine et à Melun.

Une population plus jeune dans les QPV

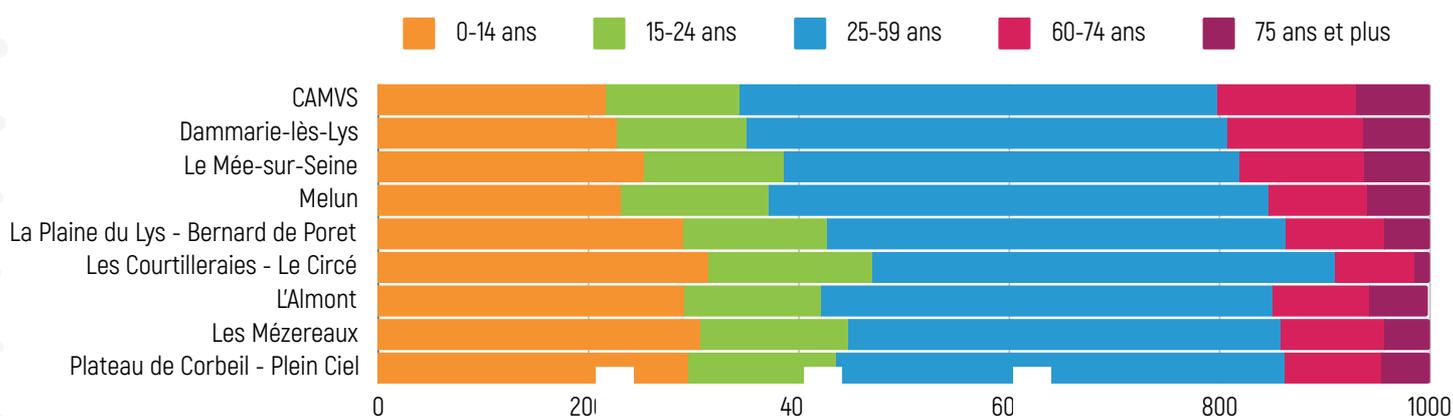
En 2019, 4 habitants des QPV sur 10 avaient moins de 25 ans.

Le quartier des Courtilleiraies - le Circé de Le Mée-sur-Seine est le plus jeune, avec 47% de sa population qui a moins de 25 ans, et 31,4% de moins de 15 ans.

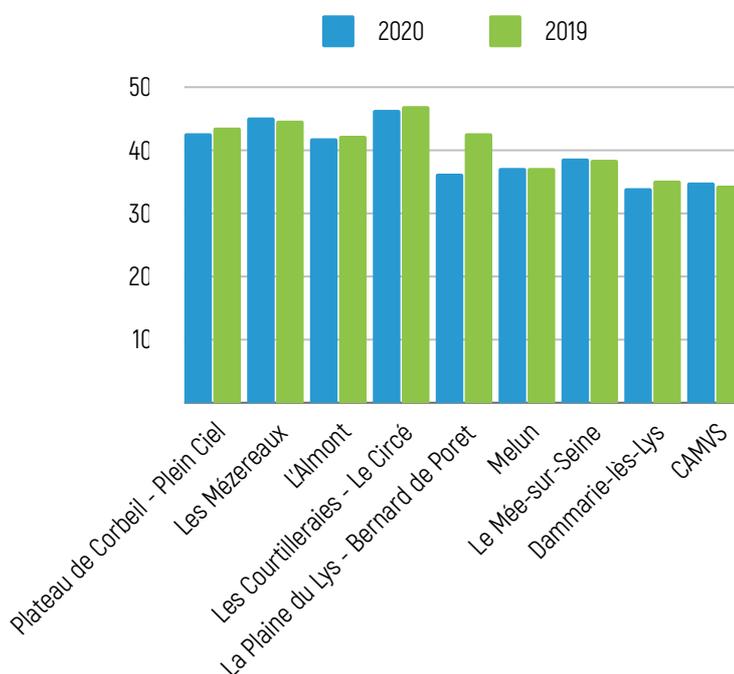
Mais dans l'ensemble, le caractère jeune et familial des QPV reste affirmé, avec environ 30% de la population qui a moins de 15 ans, quel que soit le quartier.

A l'échelle des trois communes, la part des jeunes dans la population est moindre, mais reste importante : les moins de 25 ans représentent un peu plus d'un tiers de la population de chaque commune, et il en est de même à l'échelle de l'agglomération (34,6%, soit environ 10 points de moins que dans les quartiers prioritaires).

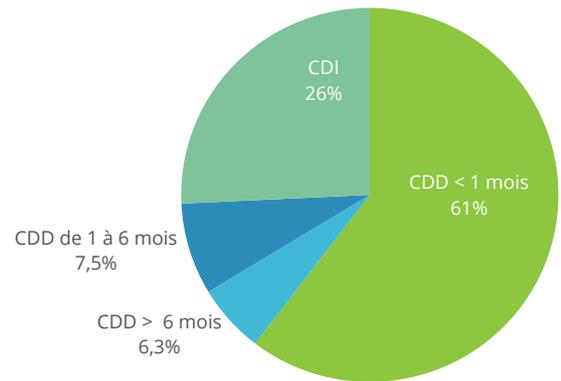
Répartition de la population par tranche d'âge (INSEE RP 2019)



Evolution de la part des moins de 25 ans dans la population (INSEE RP 2010 et 2019)



Sur la CAMVS, 74% des actifs sont âgés entre 25 et 54 ans. Ce taux passe à 11% pour les jeunes âgés de 15 à 24 ans. La CAMVS compte 12 290 Demandeurs d'emploi inscrits dont 7 220 n'exerçant aucun emploi (Catégorie A) en fin d'année 2023. Aussi, 19 000 offres d'emploi ont été diffusées sur le site de France Travail la même année. 33% des demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A ou B retrouvent un emploi de plus d'un mois dans les 6 mois.



Embauches par type de contrat
Source : AcoSS & MSA, T4 2023

Les secteurs qui recrutent le plus sont :

- 1- Santé humaine et action sociale : 3 610 embauches (+6,5%)
- 2- Arts, spectacles et activités récréatives : 770 embauches (stable)
- 3- Activités de services administratifs et de soutien : 760 embauches (-12,6%)

Les métiers les plus recherchés par les demandeurs d'emploi sont Magasinage et préparation de commandes (1 330 demandeurs), Nettoyage de locaux (550 demandeurs) et Manutention manuelle de charges (500 demandeurs).

Les métiers les plus recherchés par les recruteurs sont Comptabilité (720 offres) et Assistance auprès d'adultes (510 offres) avec une difficulté de recrutement élevée pour ces postes.

Le domaine de formation le plus suivi est la Production industrielle, Transport et Logistique avec 230 formés pour 60,9% taux d'accès à l'emploi en 2022.

Les jeunes (-25 ans) représentent quant à eux 12% des demandeurs d'emploi inscrits à France Travail toutes catégories confondues.



b. La Communauté de Communes Brie des Rivières et Châteaux

La CCBRC est composée de 31 communes s'étendant sur une superficie totale de 366,18 km². Les communes sont : Andrezel, Argentières, Beauvoir, Blandy, Bombon, Champdeuil, Champeaux, Châtillon-la-Borde, Chaumes-en-Brie, Coubert, Courquetaine, Crisenoy, Échouboulains, Évry-Grégy-sur-Yerre, Féricy, Fontaine-le-Port, Fouju, Grisy-Suisnes, Guignes, Le Châtelet-en-Brie, Les Écrennes, Machault, Moisenay, Ozouer-le-Voulgis, Pamfou, Saint-Méry, Sivry-Courtry, Soignolles-en-Brie, Solers, Valence-en-Brie et Yèbles.

La CCBRC comptait 40 141 habitants en 2021 selon l'INSEE. En 2020, 11% de la population est âgée entre 15 et 24 ans, 35% ont entre 25 à 49 ans et 35% ont 50 ans ou plus. La CCBRC présente également, selon Dataemploi, un dynamisme de l'emploi très faible avec 5 750 salariés pour 20 500 actifs et 750 établissements/entreprises présents.

La part des jeunes âgés de 15 à 29 ans a diminué passant de 17% en 2009 à 15,8% en 2020. Comme pour la CAMVS, pour la même tranche d'âge, la part des jeunes scolarisés est estimée à 49%. Elle passe à 47,6% pour les jeunes âgés entre 18 et 24 ans avec une majorité de femmes.

	Ensemble	Population scolarisée	Part de la population scolarisée en %		
			Ensemble	Hommes	Femmes
2 à 5 ans	2 079	1 505	72,4	72,4	72,4
6 à 10 ans	2 819	2 748	97,5	97,0	98,0
11 à 14 ans	2 284	2 249	98,5	98,6	98,3
15 à 17 ans	1 577	1 521	96,5	96,2	96,8
18 à 24 ans	2 682	1 276	47,6	42,8	52,5
25 à 29 ans	2 028	62	3,0	2,8	3,2
30 ans et plus	25 315	178	0,7	0,6	0,8

Scolarisation selon l'âge et le sexe en 2020

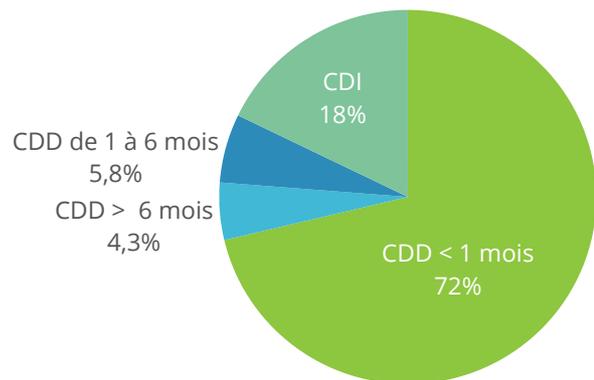
Source : Insee, RP2020 exploitation principale, géographie au 01/01/2023.

Le taux de pauvreté de la CCBRC est relativement très faible avec un taux de 5,1 % en 2021.

76% des actifs sont âgés entre 25 et 54 ans. Ce taux passe à 9% pour les jeunes âgés de 15 à 24 ans.

La CCBRC compte 2 060 Demandeurs d'emploi inscrits dont 1 140 n'exerçant aucun emploi (Catégorie A) en fin d'année 2023.

32% des demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A ou B retrouvent un emploi de plus d'un mois dans les 6 mois.



Embauches par type de contrat
Source : AcoSS & MSA, T4 2023

Bien qu'en baisse sur les deux premiers et d'une progression exponentielle pour le troisième, les secteurs qui recrutent sont identiques au territoire voisin de la CAMVS :

- 1- Santé humaine et action sociale : 570 embauches (-35%)
- 2- Arts, spectacles et activités récréatives : 400 embauches (-11%)
- 3- Activités de services administratifs et de soutien : 350 embauches (400%)

Les métiers les plus recherchés par les demandeurs d'emploi sont l'Assistance auprès d'enfants (80 demandeurs), Magasinage et préparation de commandes (80 demandeurs), Vente en habillement et accessoires (60 demandeurs).

La mise en rayon libre-service est le 4ème secteur recherché par les demandeurs d'emploi (60). Il était en cinquième position sur le territoire de la CAMVS (470 demandeurs).

Les métiers les plus recherchés par les recruteurs sont les Soins infirmiers généralistes (120 offres), l'Installation et maintenance d'équipements industriels et d'exploitation (80 offres). La comptabilité arrive en 3ème position avec 80 offres à pourvoir courant décembre 2023.

Le domaine de formation le plus suivi est, à l'image du territoire de la CAMVS, la Production industrielle, transport et logistique avec 20 formés. L'accès à l'emploi à l'issue de la formation est quant à lui excellent avec un taux de 100%.

Globalement, les demandeurs d'emploi qui ont été formés ont retrouvé pour 44% un emploi dans les six mois. Les jeunes (-25 ans) représentent 16% des demandeurs d'emploi inscrits à France Travail toutes catégories confondues.

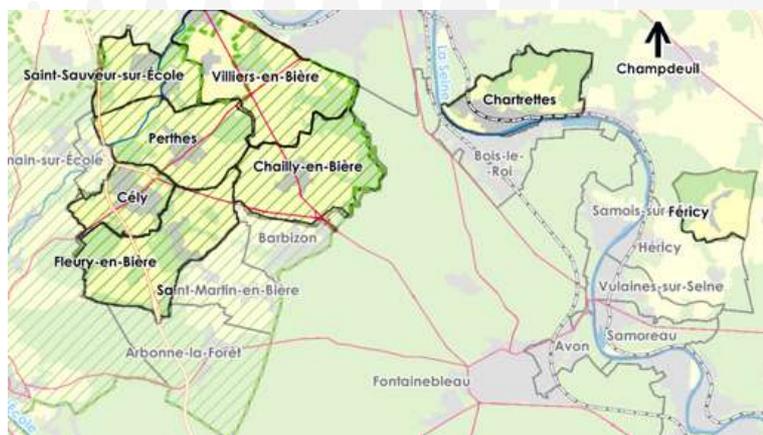
c. La Communauté d'Agglomération du Pays de Fontainebleau

Neuf communes de la CAPF sont intégrées au territoire d'intervention de la Mission Locale : Arbonne la Forêt, Barbizon, Chartrettes, Cély, Villiers-en-Bière, Perthes, Saint-Sauveur-sur-École, Chailly-en-Bière et Fleury-en-Bière.

Elles comptent presque 11 000 habitants avec 2 500 habitants pour la plus grande commune (Chartrettes) suivie de Perthes-en-Gâtinais. Villiers-en-Bière compte le moins de population avec 435 habitants.

La CAPF compte quant à elle 26 communes pour 69 000 habitants en 2020 selon l'Insee et offre un cadre de vie calme et de qualité.

La communauté bénéficie d'une économie mixte avec une présence importante du tourisme, notamment grâce au château et à la forêt, mais aussi un tissu de petites et moyennes entreprises. L'agriculture et l'artisanat occupent également une place dans l'économie locale.



En 2021, 15,8% de la population est âgé entre 15 et 29 ans, 17,4% ont entre 30 et 44 ans et 50% ont 50 ans ou plus.

Comme pour la CCBRC, la part des jeunes âgés de 15 à 29 ans a diminué passant de 17% en 2010 à 15,8% en 2021.

Selon Dataemploi, la CAPF présente également un bon dynamisme de l'emploi contrairement à la CAMVS et la CCBRC avec 13 660 salariés pour 32 400 actifs et 1 891 établissements/entreprises présents.

Contrairement au territoire de CAMVS et la CCBRC, la part des jeunes scolarisés (âgés de 15 à 29 ans) est bien au-dessus pour atteindre 55,5%. Elle est de 56,5% pour les jeunes âgés entre 18 et 24 ans avec une majorité de femmes.

	Ensemble	Population scolarisée	Part de la population scolarisée en %		
			Ensemble	Hommes	Femmes
2 à 5 ans	2 762	1 942	70,3	71,9	68,7
6 à 10 ans	4 012	3 891	97,0	96,3	97,8
11 à 14 ans	3 288	3 206	97,5	97,7	97,3
15 à 17 ans	2 542	2 475	97,3	97,1	97,6
18 à 24 ans	4 977	2 811	56,5	51,9	61,6
25 à 29 ans	3 440	443	12,9	14,3	11,5
30 ans et plus	46 878	614	1,3	1,3	1,3

Scolarisation selon l'âge et le sexe en 2021

Source : Insee, RP2021 exploitation principale, géographie au 01/01/2024.

Le taux de pauvreté de la CAPF est relativement faible avec un taux de 8,7 % en 2021.

72% des actifs sont âgés entre 25 et 54 ans. Ce taux passe à 9% pour les jeunes âgés de 15 à 24 ans.

La CAPF compte 4 150 Demandeurs d'emploi inscrits dont 2 400 n'exerçant aucun emploi (Catégorie A) en fin d'année 2023.

Comme pour la CAMVS et la CCBRC, 32% des demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A ou B retrouvent un emploi de plus d'un mois dans les 6 mois.

Au dernier rescencement de 2021, la CAPF enregistrait un taux de chômage de 9,3% passant à 23,6% pour la tranche d'âge 15-24 ans.

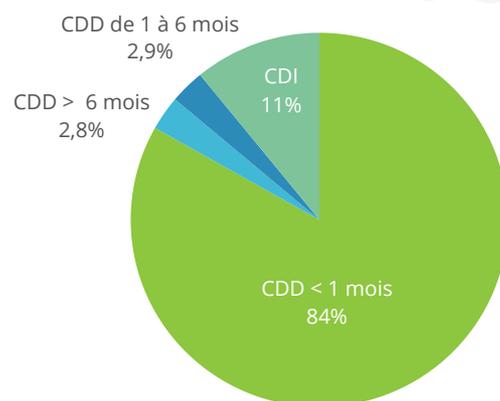
A l'image des deux autres EPCI, les secteurs qui recrutent sont la Santé et les Arts et spectacle. En revanche, les activités administratives n'apparaissent pas dans le top 3 des secteurs qui recrutent sur la CAPF. L'hébergement et la restauration occupe une large place en se positionnant deuxième.

- 1- Santé humaine et action sociale : 6 570 embauches
- 2- Hébergement et restauration : 1 370 embauches
- 3- Arts, spectacles et activités récréatives : 600 embauches

Le nombre d'embauche sur ce territoire est bien plus important que sur les territoires voisins.

Les métiers les plus recherchés par les demandeurs d'emploi sont similaires aux EPCI voisins avec du Magasinage et préparation de commandes (140 demandeurs), la mise en rayon libre-service (110 demandeurs), Vente en habillement et accessoires (100 demandeurs). Le 4ème secteur recherché est l'Assistance auprès d'enfants (100 demandeurs) et pour finir, le 5ème est les Services domestiques (100 demandeurs).

Les métiers les plus recherchés par les recruteurs sont dans le secteur de la Comptabilité (290 offres), l'Assistance auprès d'adultes (270 offres) et l'Assistance auprès d'enfants (260 offres). Les métiers des Services domestiques arrivent en 4ème position avec 250 offres à pourvoir courant décembre 2023.



Embauches par type de contrat

Source : AcoSS & MSA, T4 2023

Le domaine de formation le plus suivi est, à l'image des territoires de la CAMVS et CCBRC, la Production industrielle, transport et logistique avec 60 formés. Le taux d'accès à l'emploi à l'issue de la formation est également similaire à celui de la CAMVS avec un taux de 67%. Globalement, les demandeurs d'emploi qui ont été formés ont retrouvé pour 50% un emploi dans les six mois.

Les jeunes (-25 ans) représentent 12% des demandeurs d'emploi inscrits à France Travail toutes catégories confondues. Ce pourcentage est identique à celui indiqué pour la CAMVS, il est moins élevé que sur le territoire de la CCBRC.

La CAPF compte un Quartier prioritaire de la Politique de la Ville : Les Fougères à Avon. 1 583 résidents sont recensés en 2018 dont 52,8% de femmes et 29,3% d'étrangers.

Le taux d'emploi y est de 54,7% (21,9% pour les femmes) contre 68,6% pour l'ensemble de l'EPCI et le taux de pauvreté y est de 41,4%.

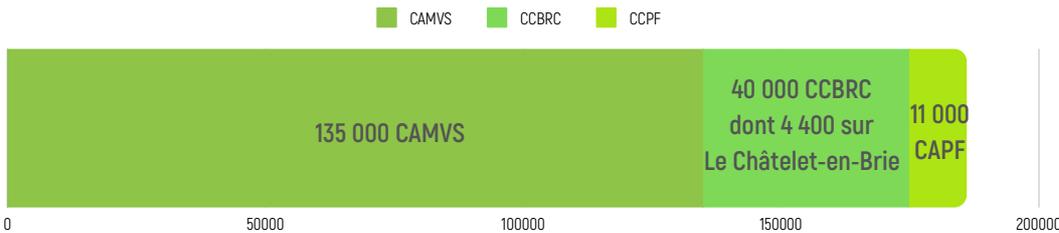
La part des étrangers demandeurs d'emploi y est de 41,6% sur ce QPV, la part des demandeurs d'emploi ayant un niveau de formation inférieur au CAP-BEP est de 24,9 %.

Aussi, concernant la composition des ménages, la part des familles monoparentale représente 33,9% des résidents du QPV selon l'INSEE en 2018.

6,9%
TAUX DE CHÔMAGE
EN SEINE-ET-MARNE EN 2023
(7,5% MOYENNE NATIONALE)

d. L'essentiel à retenir et chiffres clés

RÉPARTITION DE LA POPULATION EN 2020



Les trois communes principales de la CAMVS concentrent
63% de la population de l'intercommunalité en 2018
81% des logements sociaux en 2020.

186 000 HABITANTS

RÉPARTIES SUR

61 COMMUNES

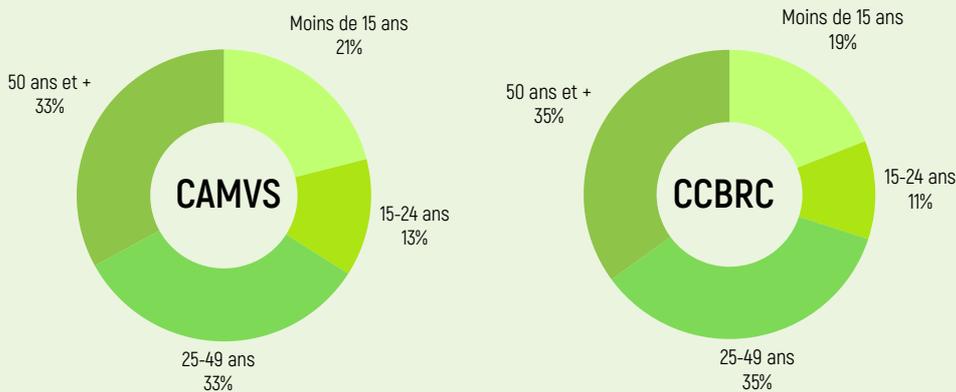
DONT

20
COMMUNES CAMVS

31
COMMUNES CCBRC

9
COMMUNES CAPF

RÉPARTITION DE LA POPULATION PAR TRANCHE D'ÂGE



TAUX DE CHÔMAGE PAR TERRITOIRE

	CAMVS	CCBRC	CAPF
	12,9%	6,7%	9,3%
15-24 ans	25,4%	17,8%	23,6%

SCOLARISATION

	HOMMES			FEMMES		
	CAMVS en 2023	CCBRC en 2023	CAPF en 2024	CAMVS en 2023	CCBRC en 2023	CAPF en 2024
15-17 ans	90%	96,2%	97,7%	96,6%	96,8%	97,6%
18-24 ans	44,3%	42,8%	51,9%	53,5%	52,5%	61,6%
25-29 ans	6,9%	2,8%	14,3%	7,4%	3,2%	11,5%



DOMAINE DE FORMATION
LE PLUS SUIVIS

PRODUCTION INDUSTRIELLE,
TRANSPORT ET LOGISTIQUE

TAUX DE PAUVRETÉ EN 2023

CAMVS 16,6%

[QPV Les Mazéreaux : 40% - QPV l'Almont : 34,8% - QPV Plateau de Corbeil - Plein Ciel : 22,1%
QPV Dammarie-lès-lys : 34,7% - QPV Les courtilleraies et Le Circé : 30%]

CCBRC 5,1%

CAPF 8,7%

EMPLOI CAMVS EN 2023



DEMANDEURS D'EMPLOI INSCRITS À FRANCE TRAVAIL EN 2023



EMPLOI CCBRC EN 2020



EMPLOI CAPF EN 2020



SECTEURS QUI RECRUTENT LE PLUS EN 2023

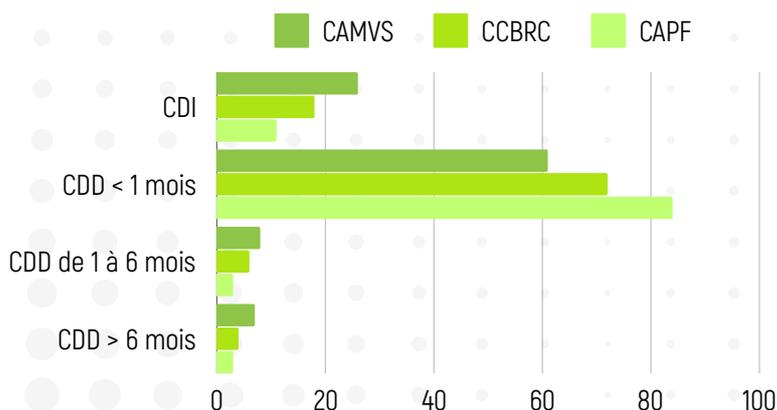
CAMVS ET CCBRC



CAPF



EMBAUCHES PAR TYPE DE CONTRAT EN %



MÉTIERS LES PLUS RECHERCHÉS

PAR LES DEMANDEURS D'EMPLOI

Magasinage et préparation de commandes
Nettoyage de locaux
Manutention manuelle de charges

Assistance auprès d'enfants
Vente en habillement et accessoires
Mise en rayon libre-service

PAR LES RECRUTEURS

Comptabilité
Assistance auprès d'adultes
Assistance auprès d'enfants
Services domestiques

Soins infirmiers généralistes
Installation et maintenance d'équipements industriels et d'exploitation

Présentation du territoire

a. Situation économique

Les secteurs d'activité composant le territoire sont du Service pour 50% et de l'Industrie pour 20%. Le secteur du Commerce représente 15% et l'Agriculture 5%.

Les services sont un secteur clé de l'économie de Melun Val de Seine, comprenant des entreprises dans les domaines de la finance, de l'assurance, de l'immobilier, de la santé, de l'éducation, du tourisme, et des services aux entreprises. La CAMVS abrite plusieurs zones industrielles qui accueillent des entreprises dans divers domaines tels que la fabrication, la production, et l'ingénierie. Elle comptabilise 24 parcs d'activités économiques pour 915 hectares. 8 000 entreprises y sont implantées et offre 51 000 emplois. De grands groupes comme ELCIMAI, EIFFAGE ENERGIE ou Guinot-Mary Cohr sont implantés sur le territoire et contribuent à son dynamisme.

Le deuxième pôle aéronautique d'Île-de-France « Villaroche » avec ses 405 hectares de parc d'activités aéronautiques (autour de SAFRAN AIRCRAFT ENGINES) et ses 7 500 emplois est partagé entre les territoires de Melun Val de Seine et Sénart.

En 2024, la CAMVS est lauréate du deuxième volet du programme « Territoire d'Industrie » (2023-2027). Avec pour objet de développer une nouvelle offre de services, des plans d'actions seront alors structurés autour de 4 axes : la transition écologique et énergétique, l'innovation, le développement de compétences et la mobilisation de foncier.

La CCBRC compte plus d'une vingtaine de zones d'activités (zones artisanales, zones industrielles, zones commerciales, zones d'aménagement concerté)

Les zones industrielles situées au cœur du territoire du Bassin Centre 77 ou à proximité jouent un rôle essentiel dans l'économie, les principales sont :

- Zone du Tertre de Montereau :

Etendue sur 6 hectares, elle accueille une partie du grand groupe SAFRAN et depuis 2021 la plus grande plateforme postale de traitement de colis de France (COLISSIMO). Il s'agit d'une plateforme de tri colis « nouvelle génération ». Reconnue en 2020 comme l'un des 78 sites industriels « clés en main » du territoire français, la zone du tertre compte attirer de nouveaux investissements et l'installation de nouvelles entreprises. Courant 2025, le nouveau centre logistique ZALANDO, exploité par GXO, offrira des opportunités d'emploi sur le territoire.



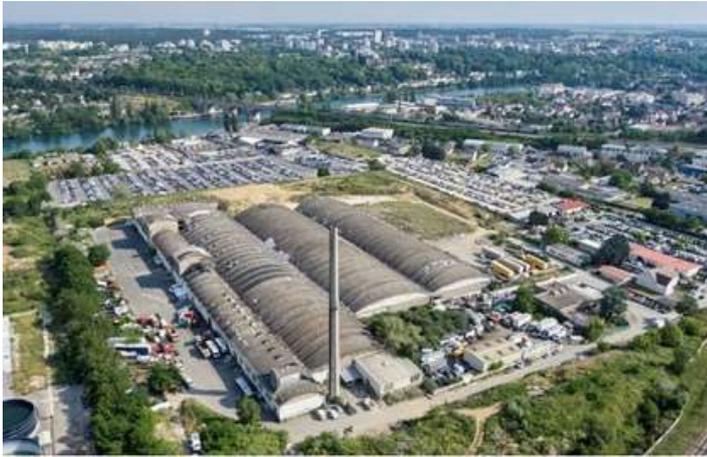
- Zone Industrielle de Vaux-le-Pénil : Située à proximité de Melun, cette zone industrielle accueille une variété d'entreprises opérant dans divers secteurs, tels que la fabrication, la logistique, et les services aux entreprises. Près de 200 entreprises y sont implantées et 5 000 salariés y travaillent.

- Zone Industrielle de Rubelles : A proximité de Melun, elle est également importante pour l'économie du bassin, avec diverses entreprises opérant dans des secteurs variés. Cette zone est partagée avec le Parc d'Activités Economiques Saint Nicolas disposant d'un supermarché et sa galerie marchande, de services médicaux de proximité (médecins, dentistes ...), d'une pharmacie, d'hôtels et de restaurants.
- Zone d'Activités de la Tuilerie : Cette zone, située à Melun, est dédiée principalement aux activités industrielles et artisanales.

- Zone d'activité des Grands Champs à Le Châtelet-en-Brie : zone à vocation commerciale, son Centre commercial dynamise économiquement la ville et ses alentours. Proche de cette zone est implanté le magasin d'usine Pâtisserie Pasquier depuis 1991 qui compte entre 250 et 500 salariés.



- Zone Industrielle des Petits Carreaux : Cette zone industrielle, située à Moissy-Cramayel, abrite plusieurs entreprises œuvrant dans des domaines variés, notamment la production, la distribution, et la logistique.
- Zone Industrielle de La Queue-en-Brie : Bien que techniquement située hors du territoire, cette zone industrielle est proche de Melun et accueille également un certain nombre d'entreprises industrielles.
- Zone Industrielle de Savigny-le-Temple : Bien que située à Savigny-le-Temple, cette zone industrielle joue un rôle économique significatif dans la région de Melun Val de Seine, accueillant plusieurs entreprises industrielles et de services.
- Zone Industrielle de la Croix Saint Nicolas : Cette zone, située à Mormant, accueille diverses entreprises opérant dans des secteurs tels que la fabrication, la logistique et les services.
- Zone Industrielle des Hautes Vignes : Localisée à Guignes, cette zone abrite également plusieurs entreprises industrielles et artisanales.
- Zone Industrielle de l'Europe : Cette zone, située à Tournan-en-Brie, est également importante pour l'économie de la communauté de communes, avec ses entreprises actives dans différents secteurs.
- Zone d'Activités de la Pierre Ronde : Cette zone, située à Crisenoy, comprend des entreprises industrielles et commerciales.
- Zone d'Activités du Clos de la Lande : Cette zone, localisée à Liverdy-en-Brie, est dédiée aux activités industrielles, artisanales et commerciales.



Depuis plusieurs années, la CAMVS travaille au développement d'un nouveau projet de reconquête urbaine, sociale et économique de l'une des plus vastes friches industrielles d'Île-de-France : Le quartier Saint-Louis. Il constitue une opération d'aménagement de grande envergure à l'échelle francilienne.

Le positionnement du quartier, à proximité de la gare de Melun, et son ouverture directe sur 2 km de Seine sont des atouts majeurs pour faire émerger un nouveau quartier qui renforcera la continuité urbaine entre les communes de Melun et de Dammarie-lès-Lys et au-delà, renforcera le cœur de l'agglomération. Ce projet répondra à 4 enjeux fondamentaux permettant de désenclaver ce quartier grâce au développement de transports en commun et de nouvelles formes de mobilité ; de concevoir un programme mixte (logements, équipements et services) et un pôle économique créateur d'emplois qui garantira l'équilibre économique du projet ; de capitaliser sur deux kilomètres en bord de Seine et sur les vastes espaces verts naturels pour valoriser les atouts du site et pour finir, de prendre en compte les exigences du développement durable.

Au nord de Melun, sur le territoire de la CCBRC, un projet d'un nouveau centre pénitentiaire est en cours. Il s'inscrit dans le programme pénitentiaire national de création de nouvelles places de prison et participera à accueillir 1 000 détenus.

La construction et l'exploitation de ce nouveau centre créent des emplois, à la fois pendant la phase de construction et pour le personnel permanent une fois la prison opérationnelle. Cela peut inclure des postes dans la sécurité, l'administration, la maintenance, et les services de santé. L'arrivée de nouveaux travailleurs et la nécessité de services supplémentaires peuvent dynamiser l'économie locale et stimuler les entreprises locales.

Aussi, l'augmentation de la population carcérale peut avoir des répercussions sur les services sociaux et les infrastructures locales. Les familles des détenus peuvent également déménager à proximité pour être plus proches de leurs proches incarcérés, ce qui peut entraîner des changements démographiques.

Ces zones industrielles, parcs d'activités et grands projets contribuent ainsi à la création d'emplois, à la croissance économique et à la diversification industrielle du territoire.

La commune de Melun demeure le centre administratif et économique du territoire, les services publics et l'administration sont un secteur générateur d'emploi.

Le secteur du Tourisme et loisirs, surtout autour de Fontainebleau, est également porteur d'emploi suivi du secteur de l'Industrie manufacturière.

Le commerce de détail et de gros est également important, avec des centres commerciaux, des magasins, des restaurants, des cafés, et des entreprises de services divers.

L'économie locale du Bassin Centre 77 est diversifiée, incluant ainsi des secteurs comme les services, le commerce, l'industrie légère et la logistique.

Plus au nord de son territoire se situe la zone logistique de Sénart qui est l'une des plus importantes zones de plateformes logistiques de la région Île-de-France.

Plusieurs grandes entreprises et multinationales ont implanté leurs plateformes modernes et vastes entrepôts, notamment dans les secteurs de la distribution et du e-commerce. Se côtoient des entreprises spécialisées dans le stockage, la gestion des stocks, la distribution, le transport de marchandises et de nombreux acteurs du commerce électronique.

La proximité avec Paris favorise aussi les activités économiques liées aux services aux entreprises et au commerce de détail.

Aussi, le Bassin Centre 77 profite d'une économie tournée vers le secteur de l'agriculture. L'agriculture joue en effet un rôle important dans l'économie locale, avec une attention particulière portée à la production agricole durable et respectueuse de l'environnement. La CCBRC soutient les producteurs locaux et encourage la vente directe via des circuits courts.

Le tourisme est un secteur en développement, avec un accent sur le tourisme vert. La CCBRC promeut les activités de plein air telles que les itinéraires pédestres, cyclables et équestres, ainsi que la valorisation du patrimoine local.

Aux côtés du Conseil Départemental de Seine-et-Marne, les deux EPCI que sont la CAMVS et la CCBRC encouragent le développement du secteur du tourisme par l'organisation de diverses manifestations comme la randonnée des trois châteaux qui a encore réuni en 2024 15 000 randonneurs ou la randonnée annuelle du Val d'Ancœur.

La Vallée du Val d'Ancœur, située à cheval sur les deux territoires locaux est reconnue pour sa richesse patrimoniale et naturelle, offre plusieurs itinéraires de randonnée pédestre et cyclable qui permettent de découvrir ses trésors cachés, comme le château de Vaux-le-Vicomte, la collégiale de Champeaux, et de nombreux autres sites historiques et naturels. Ces itinéraires sont adaptés pour tous les niveaux et offrent des vues imprenables sur les paysages bucoliques de la région.



Le territoire bénéficie d'une dynamique entrepreneuriale soutenue, avec de nombreuses créations d'entreprises chaque année.

En 2022, un total de 2 402 entreprises a été créé sur le territoire de la CAMVS dans divers secteurs d'activité, dont 77% étaient des entreprises individuelles.

	Entreprises créées		Dont entreprises individuelles	
	Nombre	%	Nombre	%
Ensemble	2 402	100	1850	77
Industrie manufacturière, Industries extractives et autres	93	3,9	79	84,9
Construction	215	9,0	92	42,8
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	850	35,4	668	78,6
Information et communication	157	6,5	122	77,7
Activités financières et d'assurance	30	1,2	11	36,7
Activités immobilière	57	2,4	33	57,9
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	592	24,6	485	81,9
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	203	8,5	182	89,7
Autres activités de services	205	8,5	178	86,8

Créations d'entreprises par secteur d'activité en 2022

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Système d'information sur la démographie d'entreprises (SIDE) en géographie au 01/01/2023.

Ces données présentent une forte proportion de créations dans le commerce et les activités spécialisées, scientifiques et techniques, avec une majorité d'entreprises individuelles dans la plupart des secteurs.

Sur la même période, la Communauté de Communes Brie des Rivières et Châteaux a enregistré la création de 549 entreprises (hors agriculture). Parmi celles-ci, 413 étaient des entreprises individuelles, représentant 75,2% des nouvelles créations.

	Entreprises créées		Dont entreprises individuelles	
	Nombre	%	Nombre	%
Ensemble	549	100	413	75,2
Industrie manufacturière, Industries extractives et autres	37	6,7	29	78,4
Construction	52	9,5	26	50
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	131	23,9	102	77,9
Information et communication	28	5,1	22	78,6
Activités financières et d'assurance	20	3,6	2	10
Activités immobilière	14	2,6	9	64,3
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	138	25,1	105	76,1
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	58	10,6	54	93,1
Autres activités de services	71	12,9	64	90,1

Créations d'entreprises par secteur d'activité en 2022

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Système d'information sur la démographie d'entreprises (SIDE) en géographie au 01/01/2023.

Les chiffres montrent une forte prédominance des entreprises individuelles, notamment dans les secteurs de l'administration publique, de l'enseignement, de la santé humaine et de l'action sociale, ainsi que dans les autres activités de services. Les activités spécialisées, scientifiques et techniques, ainsi que les services administratifs et de soutien, constituent le plus grand nombre de nouvelles entreprises, suivis par le commerce de gros et de détail, les transports, l'hébergement et la restauration.

La création d'entreprises est favorisée par des dispositifs d'accompagnement et de soutien aux entrepreneurs, ainsi que par des infrastructures adaptées comme des Centres d'affaires. Afin d'aider les entreprises dans leurs projets d'implantation et de développement, les services Développement économique des EPCI présentent une offre d'immobilier d'entreprises répondant à leurs besoins. Ils accompagnent les entreprises dans la recherche d'immobilier et mène un travail partenarial avec les agences locales spécialisées.

Plusieurs "hôtels d'entreprises" existent aujourd'hui : Aéro-pôle A Place for You à Villaroche ou encore le Centre d'Affaires Loïc BARON à Melun qui s'adresse prioritairement aux demandeurs d'emploi et jeunes actifs.

Ces centres regroupent plusieurs sociétés indépendantes en phase de création ou en développement ainsi que des entreprises en sortie de pépinière.



Le territoire ne dispose pas directement de pépinières d'entreprises cependant, les territoires voisins très proches en ont développé comme le Centre Stop and Work à Fontainebleau.

Des incubateurs d'entreprises existent également sur les territoires voisins pour des activités de start-ups liées, pour des porteurs de projets en biotechnologie ou dans l'économie du sport. Le territoire Bassin Centre 77 dispose d'un seul incubateur qui est uniquement réservé aux jeunes scolarisés ou anciens élèves du Campus Saint ASPAIS à Melun.

Le territoire du Bassin Centre 77 dispose de plusieurs réseaux de soutien aux entrepreneurs et des clubs d'entreprises.

- Le Réseau Entreprendre Seine-et-Marne accompagne les entrepreneurs à travers un soutien personnalisé et un financement sous forme de prêt d'honneur. Il vise à favoriser la création et la reprise d'entreprises, contribuant ainsi à la création d'emplois sur le territoire.
- La Chambre de Commerce et d'Industrie de Seine-et-Marne (CCI) propose divers services pour les entreprises, y compris des études territoriales, des baromètres économiques, et des programmes de soutien aux entrepreneurs locaux. Elle organise également des événements et des ateliers pour favoriser les échanges et le développement des entreprises locales.
- L'association Initiative Melun & Sud Seine-et-Marne offre des prêts d'honneur à taux zéro pour soutenir la création, la reprise et le développement des entreprises. Elle s'adresse aussi bien aux créateurs d'entreprises qu'aux repreneurs et aux entrepreneurs cherchant à développer leur activité.
- L'AZIV (Amicale des Entreprises de la Zone Industrielle de Vaux-le-Pénil) défend les intérêts des entreprises de cette zone. Structurée en association depuis plus de 30 ans, elle anime le réseau des chefs d'entreprise adhérents et permet notamment les échanges d'informations.

- Très récemment l'idée d'un club d'entreprises sur le territoire de la CAMVS a été initié. Un temps réunissant divers partenaires et entreprises a permis de poser la première pierre. Afin de ne pas venir surajouter une structure à celles existantes, il est réfléchi la meilleure manière d'envisager une collaboration permettant une interconnexion entre les réseaux qu'ils soient institutionnels, de la société civile et/ou professionnels notamment.
- Le Club "Les entreprises s'engagent" de Seine-et-Marne est un réseau rassemblant des entreprises de toutes tailles et de tous secteurs souhaitant bâtir une société inclusive et un monde durable. Co-piloté par un dirigeant d'entreprise engagé et un représentant de l'Etat, ce club a pour objectif de faire vivre un collectif d'entreprises engagées. Les entreprises prennent part à une programmation riche et diversifiée, rencontrent d'autres entreprises engagées du département et travaillent ensemble sur les grands enjeux du territoire.
- Les représentants des entreprises sont également présents sur le territoire avec la CPME (Confédération des Petites et Moyennes Entreprises) et le MEDEF (Mouvement des Entreprises de France) pour défendre leurs intérêts. Ils proposent des services de conseil, d'accompagnement, de formation, et de soutien juridique et économique.
- Seine et Marne Entreprises est un réseau d'entrepreneurs proposant des échanges entre chefs d'entreprise du département. Il fait le pari d'être un réseau complet et efficace grâce à un recrutement par recommandation et le partage de valeurs fortes que sont le partage, la convivialité, l'entraide, le dynamisme et le respect.
- Les territoires voisins comptent également leur réseau d'entreprises depuis de nombreuses années : L'association Entreprises du Sud Francilien regroupe des entreprises de la région Sud Francilienne, incluant le Bassin Centre 77. Elle vise à promouvoir la collaboration et le développement économique local à travers divers événements et initiatives.
- Aussi, Le Club des Cadres et Entrepreneurs 77 (CCE77), situé à Fontainebleau, est une association dédiée à l'accompagnement des cadres et assimilés dans leur évolution professionnelle, leur recherche d'emploi, et la phase initiale de leur projet de création d'entreprise. Il met en avant des valeurs de convivialité, d'entraide et de responsabilité, et propose un soutien technique et moral grâce à une équipe d'intervenants bénévoles issus de divers horizons professionnels.

Les structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) développent une activité lucrative au profit d'une mission sociale. Leur intérêt est de faciliter l'accès à l'emploi de personnes qui en sont le plus éloignées, en mettant le travail au cœur de l'intégration sociétale de l'individu et en favorisant l'autonomie.

Le territoire du Bassin Centre 77 est doté de ces structures qui travaillent pour des particuliers ou des professionnels (collectivités, bailleurs, entreprises, associations...), avec des impératifs d'efficacité, de qualité et de prix. Elles sont présentes dans plusieurs domaines d'activité et concourent au développement économique d'un territoire.

Pour leur activité, ces structures recrutent des personnes fragilisées auxquelles elles proposent des « parcours d'insertion ». En plus d'un salaire et d'un rythme retrouvés, elles leur proposent des formations (des savoirs de base aux compétences professionnelles) et les accompagnent individuellement dans la reprise en main de leur vie professionnelle et personnelle.

En 2021, l'IAE bénéficiait à 48% de femmes et 52% d'hommes. Cependant, cette mixité globale ne se traduit pas à l'identique en fonction de l'activité exercée. Les postes en bâtiment sont essentiellement occupés par des hommes et ceux du nettoyage par des femmes.

Aussi, l'IAE comptait 14% de salariés âgés de 18 à 26 ans et 23% de plus de 50 ans. 21% résidaient dans un « quartier politique de la ville » et 27% avaient des difficultés de mobilité. Ce taux lié à la mobilité est bien moindre en Île-de-France passant à 12%.

Aussi en 2021, les SIAE seine-et-marnaises ont embauché près de 4 000 personnes avec un taux de sortie « dynamique » de 61% (emplois durables ou de transition, formations qualifiantes...).

Le Bassin Centre 77 compte plusieurs structures relevant de l'Insertion par l'Activité Economique :

- Filiale du Groupe Vitamine T, Médiapole Ile-de-France est un spécialiste de la médiation dans les transports en commun et dans des lieux recevant du public. Implanté à Melun, cette structure a pour mission de gérer les flux, informer et orienter les voyageurs tout en contribuant à la tranquillité et au sentiment général de sécurité.
- INITIATIVES 77, organisme associé du Conseil Départemental, est chargé de promouvoir toutes les actions de nature à favoriser l'insertion en Seine-et-Marne. Il propose notamment des chantiers d'insertion dans les domaines du bâtiment, des espaces verts et la couture.
- Orientation Développement Emploi (ODE) est une structure proposant des chantiers d'insertion espaces verts. Elle propose également des missions de mise à disposition par l'intermédiaire de son activité d'Association Intermédiaire (AI) dans divers domaines (repassage, ménage, jardinage, bricolage, restauration collective...) ODE porte aussi une Entreprise d'Insertion (EI) dans le domaine du bâtiment nommée ODEBAT. Le siège de la structure est situé à Dammarie-lès-Lys cependant ODE occupe largement le territoire de Melun Val de Seine et ses alentours.
- Situé à Le Mée-sur-Seine, l'ensemblier Travail Entraide/XL Emploi propose des missions dans divers domaines par l'intermédiaire de son AI et son

- Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI). Depuis 2018, il propose également un chantier d'insertion numérique permettant à une dizaine d'employés de se former aux métiers du digital, de la communication et de la création de sites internet.
- Avec cinq agences en Île-de-France dont une à Melun, Pro emploi Intérim est une ETTI. Elle propose notamment des parcours d'insertion vers l'emploi dans le domaine des travaux publics.
 - Equalis, acteur de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) et de l'IAE, a pour cœur de métier l'accompagnement social et médico-social. Cependant, Equalis développe également des activités relevant de l'IAE dans les domaines des espaces verts, du maraîchage, de la couture et du recyclage. Equalis intègre une EI (Cycleva) et gère la recyclerie Lombric située à Vaux-le-Pénil.
 - L'association Empreintes située à Boississe-la-Bertrand pour des activités de logistique de communication, de façonnage/brochage et l'entretien de jardins et espaces verts.
 - L'INKLUSION intervient en Seine-et-Marne avec une antenne à Melun. Situé entre l'IAE et le milieu adapté, cette structure accompagne les travailleurs indépendants handicapés.

Le territoire compte également des établissements relevant du milieu de travail adapté/protégé. Ces structures concernent les personnes handicapées ne pouvant pas travailler en milieu ordinaire et des personnes présentant de grandes difficultés d'accès à l'emploi. Elles leur permettent d'exercer une activité professionnelle adaptée à leurs possibilités.

La CAMVS compte par exemple :

- Elise Sud Francilien/ UtopiHa : créé en 2014 et situé à Vaux-le-Pénil (77000), cette entreprise adaptée emploie 26 travailleurs dans le domaine de l'énergie, l'environnement, la gestion des déchets, les services généraux, le conditionnement, la logistique et le transport.
- ESAT APM : situé à Melun et ouvert depuis 1975, il accueille 106 travailleurs en situation de handicap. Il propose des services de contrôle qualité, tri (hors mécanique, électrique, électronique), mise sous pli, mailing, routage, entretien d'espaces verts et blanchisserie.
- Les ateliers de Germenoy, situé à Melun a été créé en 1981. L'ESAT proposent aux travailleurs des métiers divers sur site, en prestation de service et en mise à disposition à l'extérieur : en cartonnerie, conditionnement, entretien des locaux et nettoyage des véhicules, entretien d'espaces verts, blanchisserie, repasserie, reprographie et restauration. Les travailleurs sont accompagnés par des moniteurs expérimentés, s'appuyant sur des supports adaptés et pédagogiques.

b. Offre de formation

Le nombre d'établissements scolaires est suffisant avec des écoles, collèges et lycées bien répartis sur le territoire. Le projet d'un nouvel établissement (collège) sur le territoire de la CAMVS est en cours de développement afin de répondre aux besoins des résidents.

La Communauté d'Agglomération de Melun Val de Seine offre une gamme diversifiée de formations proposée par divers organismes :

- La CAMVS accueille divers centres de formation privés et publics qui offrent des programmes dans des secteurs comme l'informatique, la communication, le commerce, la gestion, et plus encore. Ces centres incluent des lycées professionnels, des écoles spécialisées, et des centres de formation continue pour adultes.
- Parmi les cinq lycées implantés sur le territoire, quatre proposent au moins une filière professionnelle. Deux CFA Académiques sont également présents.

Les lycées de Melun Val de Seine proposent aussi une large gamme de formations dans les classes préparatoires aux grandes écoles et les BTS.

- A Melun l'Institut des Métiers et de l'Artisanat (IMA) et le CFA de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Seine-et-Marne (CMA77) proposent des formations en alternance pour divers métiers de l'artisanat. Les domaines couverts incluent l'alimentation, la mécanique automobile, les services (vente, commerce, toilettage canin), la beauté (coiffure et esthétique), et l'électricité. Les diplômes vont du CAP à la licence, en partenariat avec plus de 900 entreprises.

- La zone industrielle de Vaux-le-Pénil compte plusieurs organismes de formation dont deux CFA : L'AFORPA, spécialiste des métiers de l'automobile et l'AFORP qui forme aux métiers de l'industrie. Elle accueille également des organismes comme Forma Logistics et Acte 1 pour des formations en sécurité ou transports.



Situé à Savigny le Temple, l'AFTRAL, organisme spécialiste des métiers du transport accueille des stagiaires habitants le territoire de la Mission Locale.

Le Training Center Villaroche 4.0 est un centre implanté au cœur du pôle aéronautique et technologique. Il forme des étudiants aux métiers d'opérateurs régleurs commande numérique et de programmation tout en leur délivrant un Certificat de Qualification Professionnelle.

L'Université de Paris-Est Créteil (UPEC), dont les campus sont situés sur plusieurs départements d'Île-de-France, est présente en Seine-et-Marne et sur Melun avec sa Faculté de Santé.

A quelques kilomètres au Nord ou Sud de Melun, le campus de Sénart-Fontainebleau accueille L'Institut national supérieur du professorat et de l'éducation (Inspé) de l'académie de Créteil. Il forme aux métiers de l'enseignement et de l'éducation.

Ce même campus est doté d'un IUT formant dans les domaines du Commerce, Management, Gestion, Sciences et Technologies et Sciences Humaines et Sociales. Ce campus propose donc des formations universitaires dans plusieurs disciplines, il accueille notamment l'Institut d'Études Politiques de Fontainebleau et l'Institut universitaire de kinésithérapie.

Situé à Melun, l'Université Paris II Panthéon-Assas regroupe l'Institut de Droit et d'Économie et le centre de formation permanent.

Aussi, l'Institut de Formation en Soins Infirmiers (IFSI) et Institut de Formation aide-soignant (IFAS) sont adossés au Centre Hospitalier de Melun depuis sa création en 1958. Ces instituts accueillent 180 étudiants infirmiers, 30 élèves aides-soignants en formation initiale mais aussi des élèves préparant l'examen d'entrée en formation d'infirmière et des élèves relevant du dispositif de la VAE aide-soignant.

Aussi, afin de lutter contre la désertification médicale et rétablir un accès égal à la santé la CAMVS propose depuis 3 ans le versement d'une indemnité communautaire aux étudiants en médecine et chirurgie dentaire qui s'engagent à exercer sur son territoire.

L'Institut Régional du Travail Social (IRTS) est l'école du travail social et dispense de nombreuses formations dans le domaine, accessible avec ou sans le BAC. L'IRTS prépare aux diplômés d'Etat comme Educateur Spécialisé, Assistant de Service Social ou Educateur de Jeunes Enfants. L'organisme prépare également aux métiers de Moniteur éducateur, Technicien de l'Intervention Sociale et Familiale, Accompagnant Educatif et Social et Assistant Familial.



Melun accueille également la Grande école militaire et de service public depuis 1945. L'EOGN (École des Officiers de la Gendarmerie Nationale), devenue l'AMGN (Académie Militaire de la Gendarmerie Nationale), forme les officiers de la gendarmerie nationale française. Depuis 2008, l'école abrite également un centre de recherche.

L'Université Inter-Âges (UIA) située à Melun, destinée aux adultes souhaitant poursuivre leur éducation, propose une variété de cours sans objectif de diplôme. Les cours couvrent des sujets comme l'histoire, la littérature, la philosophie, et les langues étrangères, offrant ainsi un enrichissement personnel et culturel.

De nombreux autres centres de formation sont disponibles sur le territoire et présentent une offre de services variée

- Le Rocheton : Centre International de séjour, il propose une formation au BAFA et une formation FLE à visée professionnelle (pour les primo-arrivants uniquement),

- IDC Formation : Le Centre organise des Formations civiques et linguistiques OFIL et Anglais à visée professionnelle à Dammarie-lès-Lys et Melun,
- UPRMI : Centre de formation continue, à Le Mée-sur-Seine. Sont organisées des formations linguistiques et insertion professionnelles, une certification TOSA aux outils numériques, des préparations et des formations aux titres professionnels dans les métiers de l'entretien et de l'hygiène, de la santé et des services à la personne, du secrétariat,
- Le COS CRPF : formations qualifiantes et parcours professionnalisants à destination des demandeurs d'emploi dans les filières suivantes : informatique, tertiaire, communication, services d'aide à la personne. Le COS CRPF a la particularité de proposer des formations qualifiantes et des parcours professionnalisants à destination des personnes en situation de handicap dans les filières suivantes : tertiaire, informatique, infographie web, sécurité.
- AFPA : Le groupe propose à Champs-sur-Marne des formations professionnalisantes et qualifiantes dans le commerce et la vente, la restauration, les réseaux de télécommunication, le design et le BTP,
- IFOCOP : Situé à Melun, ce centre forme des demandeurs d'emploi, salariés ou étudiants dans les domaines de l'Assistanat-Secrétariat, Comptabilité-Gestion et Ressources Humaines-Paie et Qualité-Sécurité. D'autres domaines sont abordés sur d'autres sites sur Paris.
- IFE BAT organise des formations linguistiques et compétences clefs, ainsi que des formations professionnalisantes et qualifiantes à Paris dans les domaines de la boulangerie et pâtisserie, cuisine et restauration, plomberie et chauffage, sanitaire et social, propreté, CIP,
- AFTRAL : Le Centre basé à Savigny-le-Temple est spécialisé en formation au transport et logistique : préparation aux CACES, FCO voyageurs, transport de marchandises, permis, matières dangereuses.
- SAP77 : la plateforme SAP77 dont le but est de promouvoir et développer les services à la personne, propose des formations de développement des compétences et des formations diplômantes en la matière.

Sont présents également sur le territoire :

- Talent solutions TINGARI : Consultant en ressources humaines issu du groupe Manpower, il propose à Melun des bilans de compétences, des valorisations des acquis de base (certification CLÉA), un accompagnement à la VAE.
- Escale Formation Coaching : Cabinet de conseil et organisme de formation, il propose sur La Rochette ou alentours des bilans de compétences et des formations de développement de compétences (efficacité professionnelle et posture managériale).

D'autres solutions existent aussi pour FLE et numérique ; ces structures organisent des ateliers auprès du public volontaire :

- L'Association Confédération syndicale des Familles de Melun,
- Le Centre social, Le Mée-sur-Seine,
- Le PIMM'S Médiation à Melun,
- La maison des ressources à Dammarie-lès-Lys,
- L'Astrolabe à Melun.

Ainsi, une offre diversifiée en formation professionnelle et formation continue permet aux salariés ou aux demandeurs d'emploi de parfaire ou de compléter leur formation initiale, de repenser leur projet professionnel ou encore d'être accompagné dans leur démarche d'insertion professionnelle.

Les institutions ou programmes montrent alors une volonté de répondre aux besoins éducatifs variés de la population, allant de la formation initiale des jeunes à la reconversion professionnelle des adultes.

c. Infrastructures et mobilité

La CAMVS est relativement bien desservie en transports en commun. Le réseau de bus de la CAMVS est géré par Transdev sous l'appellation "Melibus". Ce réseau couvre les différentes communes de l'agglomération, reliant les zones résidentielles, les zones commerciales et les centres d'affaires. Des lignes régulières desservent les principaux points d'intérêt, comme les gares, les centres commerciaux et les zones d'activités.

Le T Zen, mode de transport qui combine les caractéristiques du tramway et du bus, offrira prochainement une alternative rapide et confortable aux déplacements urbains avec sa future ligne qui reliera Sénart et Melun.

La gare de Melun est un axe important avec sa gare routière. Elle est desservie par le RER D, les trains Transilien (ligne R), et certains trains du réseau TER Bourgogne-Franche-Comté. Ces lignes ferroviaires permettent des déplacements rapides vers Paris (25 min), d'autres communes de Seine-et-Marne dont celle de Sénart, ainsi que des départements voisins que sont le Loiret et l'Essonne.

Aujourd'hui, près de 50 000 voyageurs par jour transitent par la gare de Melun et plus de 30% de voyageurs supplémentaires sont attendus à l'horizon 2030. Le pôle-gare de Melun fait partie des grands pôles de correspondances de la région.

Le réseau de transport en commun de la CCBRC est bien moins dense que dans les zones urbaines. Il existe cependant des lignes de bus et d'autres services de transport en commun pour relier les différentes communes.

Le service Seine-et-Marne Express propose aux usagers un réseau de 14 lignes de bus sur le département ; 6 lignes au départ de la gare de Melun permettent de se déplacer dans le département et traversent la CCBRC.

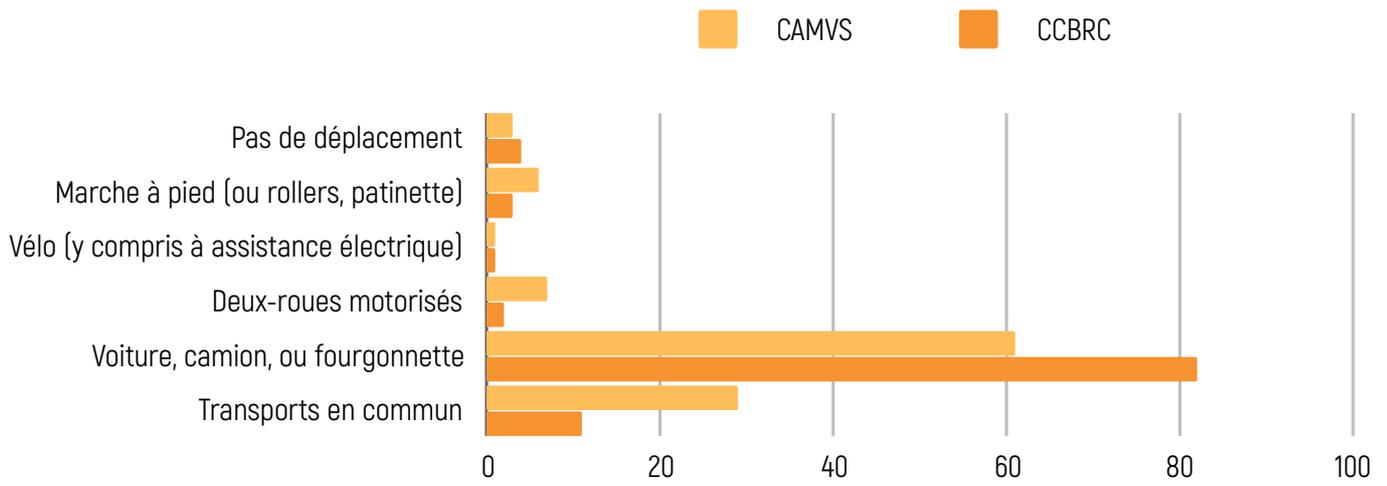
La CCBRC ne dispose pas de gare. Cependant, les voyageurs peuvent se rendre en bus ou voiture dans les communes voisines et prendre un train direction gare de l'Est pour Paris.

Un service de transport à la demande est proposé dans le département répondant aux besoins de déplacements de proximité dans les zones rurales et périurbaines. Les Proxi'bus couvrent notamment les secteurs de Melun Nord, Saint-Fargeau-Ponthierry, Perthes-en-Gâtinais et Chartrettes. Il permet aux personnes non motorisées de se rendre de leur domicile à leur lieu de travail, de courses, de loisirs, etc. Il peut aussi offrir une alternative avantageuse à l'usage d'une seconde voiture pour les familles.

Aussi, la proximité des autoroutes A5 et A6, la situation géographique du Bassin Centre 77 facilitent les déplacements vers Paris, d'autres grandes villes et les régions voisines.

Non loin du territoire, les aéroports d'Orly (45 min) et Roissy-Charles de Gaulle (1h) facilitent également une mobilité nationale et internationale tant pour les salariés que les marchandises. Le Bassin Centre 77 profite quant à lui de l'Aérodrome Paris Villaroche pour accueillir des vols d'affaires.

Pour se rendre sur leur lieu de travail, les habitants du Bassin Centre 77 utilisent principalement leur voiture et les transports en commun. En 2020, une disparité au sein du territoire est cependant constatée entre la CAMVS proposant des services de mobilité développés et la CCBRC dont le caractère rural implique la nécessaire utilisation d'un véhicule individuel.



Part des moyens de transport utilisés pour se rendre au travail en 2020

Champ : actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi.

Source : Insee, RP2020 exploitation principale, géographie au 01/01/2023.

d. Habitat / Logement

Le Schéma directeur du logement et du cadre de vie 2021-2026 de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de Seine-et-Marne mentionne que le département, avec plus de 1,4 millions d'habitants, compte 90,3% de résidences principales. Les propriétaires privés sont nombreux sur le territoire. Concernant les logements locatifs sociaux, 107 305 étaient gérés par 47 organismes propriétaires au 1er janvier 2020.

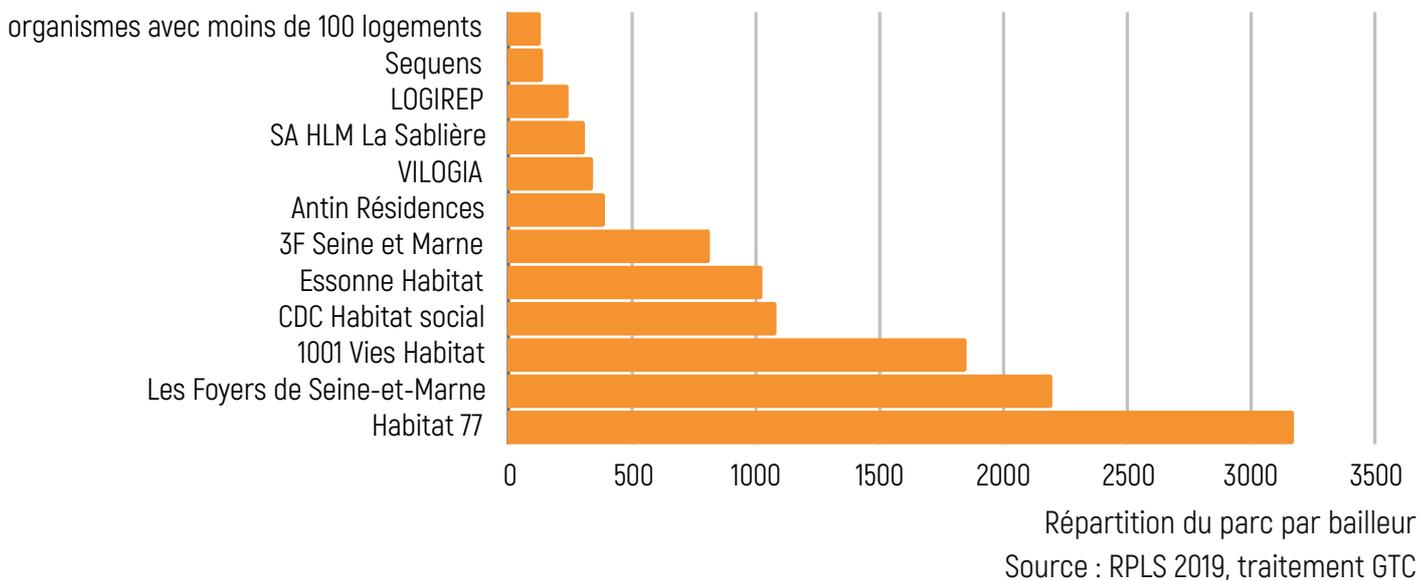
La Direction Régionale et Interdépartementale de l'Hébergement et du Logement mentionne que, pour 2022 en Seine-et-Marne, une attribution de logement aboutie pour 8 demandes. Le délai médian pour l'obtention d'un logement social était de 1 an et 7 mois en 2022 (cette valeur ne doit pas être confondue avec l'ancienneté de l'ensemble des demandeurs de logement social).

Au niveau local, la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine, dans son dernier Programme Local Habitat (PLH) mentionne que Le Mée-sur-Seine, Melun et Dammarie-lès-Lys représentent 79% des demandes de logement (commune indiquée en premier choix).

Demande locative sociale CA Melun Val de Seine Source : SNE, traitement GTC	Nombre de demandes en cours (à fin décembre 2019)		Nombre d'attributions (en 2019)	
Melun	3 651	50%	519	37%
Dammarie-lès-Lys	1 138	16%	231	16%
Le Mée-sur-Seine	1 016	14%	224	16%
Vaux-le-Pénil	546	7%	58	4%
Saint-Fargeau-Ponthierry	467	6%	169	12%
La Rochette	159	2%	17	1%
Pringy	120	2%	162	11%
Rubelles	103	1%	17	1%
Autres (dont Livry-sur-Seine, Maincy...)	84	1%	12	1%
Boissise-le-Roi	45	1%	10	1%
Total CAMVS	7 329	100%	1 419	100%
dont Centre Urbain	5 805	79%	974	69%

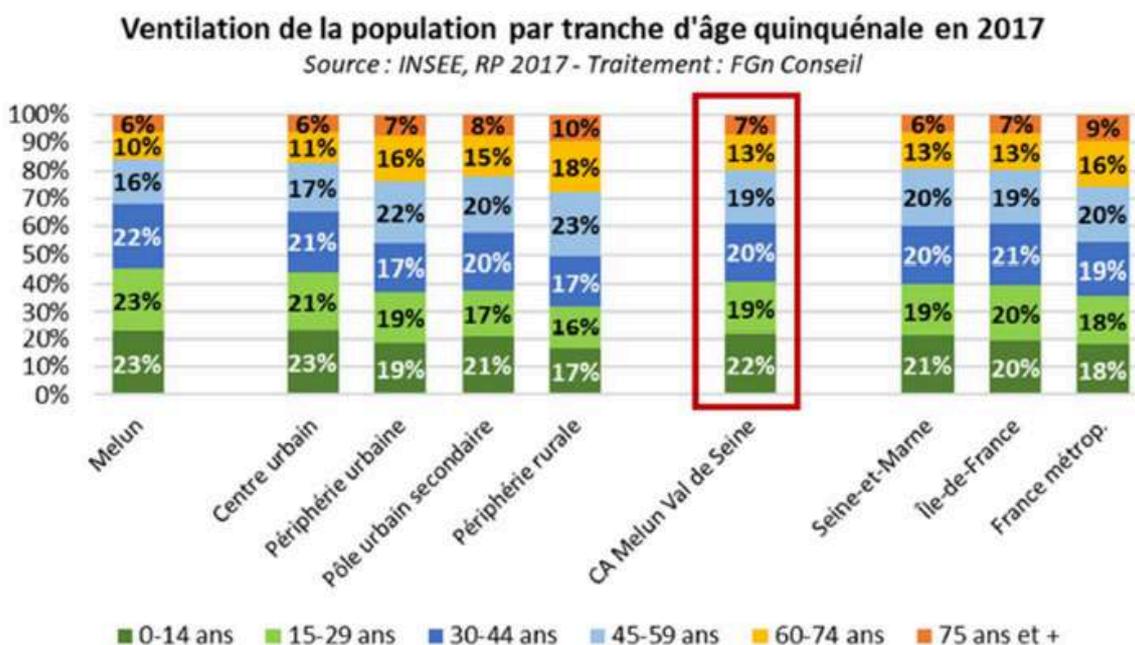
Melun : communes "dites SRU". Centre urbain : Melun + Dammarie-lès-Lys + Le Mée-sur-Seine

Concernant le parc social, le dernier PLH de la CAMVS mentionne que 19 bailleurs étaient présents en 2019. Le graphique ci-dessous fait état de la répartition auprès des différents organismes.



Par ailleurs, la CAMVS compte 5 quartiers prioritaires de la politique de la ville qui en 2019 représentaient 57% du parc total soit 9 565 logements.

Le PLH à travers ce graphique de l'INSEE de 2017, permet de comprendre la répartition des ménages de la CAMVS selon leur âge.



En centre urbain, en 2017, les moins de 30 ans représentaient 44% de la population et 31% sur l'ensemble de la CAMVS.

Le PLH 2022-2027 de la CAMVS, dans une de ses orientations stratégiques, souhaite développer une offre adaptée aux besoins des jeunes. Ce document rappelle le contexte qui a amené à cette orientation :

- Un centre urbain qui polarise une partie des jeunes du département ayant quitté le domicile parental à l'entrée dans l'enseignement supérieur ou sur le marché du travail
- Une offre diversifiée pour répondre aux besoins des jeunes mais une réponse insuffisante pour les jeunes actifs malgré deux projets d'extension de FJT sur le territoire
- Des effectifs étudiants en progression et une difficulté à mesurer actuellement les conséquences de la crise actuellement sur les besoins en logement bas loyer des étudiants
- Des communes qui soulignent le besoin de développer des petites typologies abordables pour répondre aux besoins de décohabitation des jeunes.

Le Schéma de la CAF élaboré jusqu'en 2026, évoque différentes actions prioritaires dont une en direction du logement des jeunes à travers plusieurs propositions d'intervention.

De même, le 8ème Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) 2021-2026 de Seine-et-Marne, élaboré à la suite d'une évaluation du dernier PDALHPD et d'un diagnostic approfondi, évoque des constats concernant le public jeune :

- Des jeunes sans ressources qui ne peuvent accéder à un logement autonome
- Une population en augmentation accentuée avec la crise sanitaire Covid
- Des difficultés pour les jeunes d'accéder aux Foyers Jeunes Travailleurs (FJT) pour diverses raisons (un flux important avec des structures saturées, des problématiques complexes, un modèle économique des FJT difficilement accessibles pour les jeunes sans ressources)
- Des solutions d'hébergement pas toujours adaptées aux besoins / aspirations des jeunes
- Des sorties sèches des dispositifs de l'Aide Sociale à l'Enfance
- Un manque d'articulation entre les problématiques d'hébergement ou de logement et celles liées à l'insertion professionnelles des jeunes

Le plan a pour priorité, à travers l'action n°12 de « Développer des nouvelles solutions pour les publics jeunes ».

Trois grands objectifs ont été définis :

- Assurer un repérage des jeunes en difficulté dans une logique préventive
- Expérimenter de nouvelles solutions mieux adaptées aux besoins et moyens des publics jeunes
- Avoir une approche globale des problématiques rencontrées par les jeunes en difficultés avec un accompagnement axé sur l'accès au logement mais aussi sur l'insertion professionnelle (formation, emploi)

Le Comité Local pour le Logement Autonome des Jeunes (CLLAJ), récemment créé sur le territoire du Bassin Centre 77 et intervenant pour la zone du Sud Seine-et-Marne, a pour objectif de développer des actions en faveur de ce public avec les perspectives attendues dans le cadre du PDALHPH, PLH et le Schéma directeur du logement et du cadre de vie de la CAF.

La prise en compte et les réponses apportées concernant les problématiques du logement des jeunes en Seine-et-Marne est un enjeu majeur.

e. Santé

La zone du Bassin Centre 77 offre une gamme variée de services de santé pour répondre aux besoins de ses habitants.

Elle dispose du Centre Hospitalier de Melun (composé d'un hôpital public et de deux cliniques privées), équipé pour fournir des soins de haute qualité. Il se distingue par ses services complets, incluant des urgences, une maternité, des soins spécialisés en cardiologie, oncologie, et chirurgie. Il est également reconnu pour ses compétences en orthopédie et en soins de rééducation. Au sud du territoire, le groupe Hospitalier de Fontainebleau regroupe de nombreuses disciplines et plus au nord, le CHSF (Centre Hospitalier Sud Francilien) propose une cinquantaine de spécialités.

Les services d'urgence, tels que les SAMU et les ambulances, sont prêts à intervenir rapidement en cas de besoin. Les pompiers et les équipes de protection civile assurent également des interventions d'urgence.

Les habitants peuvent compter sur un réseau de médecins généralistes et spécialistes pour des consultations de routine ainsi que pour des suivis spécialisés en dermatologie, pédiatrie, gynécologie, et plus encore. Le territoire dispose de maisons médicales et de santé. Cependant, à l'image de nombreuses régions, les rendez-vous sont parfois difficiles à obtenir ou pris avec des délais considérables.

Globalement, avec plus d'un français sur dix sans médecin traitant, l'accès aux soins est devenu un parcours du combattant. En moyenne en Seine-et-Marne, on compte seulement 6 médecins généralistes pour 10 000 habitants, ce qui place ce département parmi les plus touchés par la pénurie de médecins en France. La Seine-et-Marne connaît ainsi une situation de désert médical préoccupante.

Pour faire face à cette situation, des initiatives ont été mises en place, telles que l'installation de cabines de téléconsultation médicale qui permet d'apporter des soins aux zones les plus reculées et dépourvues de médecins. Sur le Bassin Centre 77, seule, une cabine de téléconsultation médicale a été implantée sur la CCBRC à Grisy-Suisnes. Le département de Seine-et-Marne travaille également en partenariat avec le Conseil départemental de l'Ordre des médecins pour attirer et retenir les professionnels de santé sur le territoire. Il soutient la création de Maisons de santé pluridisciplinaires.

Ainsi, bien que la situation reste difficile, des efforts sont faits pour améliorer l'accès aux soins et réduire les disparités médicales dans cette région.

Le Bassin Centre 77 compte de nombreuses pharmacies qui assurent la distribution de médicaments et offrent des conseils en matière de santé. Les laboratoires d'analyses médicales sont également bien répartis, facilitant l'accès aux tests et diagnostics nécessaires.

Pour les personnes nécessitant des soins continus, les services de soins à domicile sont disponibles. Ces services permettent aux patients de recevoir des soins infirmiers, des aides à la vie quotidienne, et un suivi médical sans avoir à se déplacer.

Le Bassin Centre 77 compte également un Service de Protection Maternelle Infantile (PMI) situé sur le territoire de la CAMVS. Chargé de la protection sanitaire de la mère et de l'enfant, il organise des consultations et des actions médico-sociales pour les femmes enceintes, les parents et les enfants de moins de 6 ans, et s'occupe aussi de la planification et de l'éducation familiale. Le PMI instruit les demandes d'agrément et assure la formation et le contrôle des assistantes maternelles et des établissements d'accueil pour les enfants de moins de 6 ans. Il participe également aux actions de prévention pour les mineurs en danger.

Des programmes de prévention et de sensibilisation sont régulièrement organisés pour promouvoir une vie saine. Des campagnes de vaccination, de dépistage, et des ateliers de bien-être contribuent à la santé globale de la population.

On note deux acteurs incontournables sur le Bassin Centre 77 pouvant répondre aux problématiques de santé des publics accueillis par MEI-MVS :

- L'association Réseau Ville Hôpital 77 Sud, située à Melun, est un réseau de santé pluridisciplinaire qui regroupe des professionnels issus du monde libéral (médecins généralistes, infirmiers, pharmaciens...), des établissements de santé publics ou privés, des institutions médico-sociales et des associations, exerçant dans les communes du sud de la Seine-et-Marne. L'objectif du RVH 77 Sud est de favoriser l'information et la prévention, l'accès au dépistage et aux soins, et l'insertion sociale, afin d'améliorer la prise en charge des personnes sur le territoire du sud Seine-et-Marne vivant avec le VIH ou une hépatite virale chronique B ou C, en situation de précarité sociale et ou psychologique et en difficulté avec l'usage de substances psychoactives licites ou illicites (drogues, médicaments, alcool, tabac). Au cœur de deux services, le Service d'Accès aux Soins et aux Droits (SASD) et le Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des Risques pour Usagers de Drogues (CARRUD), les acteurs du RVH 77 Sud s'efforcent de développer des pratiques professionnelles en coordination et en cohérence, afin d'assurer à chacun un accompagnement sanitaire et social de qualité ; tout en favorisant la participation des personnes à cette démarche. Ainsi, le RVH 77 Sud est un lieu d'accueil et de ressources dans le domaine du VIH/Sida et des hépatites virales B et C, de la précarité, de la réduction des risques et des addictions.
- Les centres médico-psychologique (CMP), au nombre de 5 sur le territoire du Bassin Centre 77 (tous sur la CAMVS), sont des établissements publics qui proposent des consultations médico-psychologiques et sociales aux personnes en difficulté psychique. Ouverts aux enfants et adolescents, ainsi qu'à leurs familles, les CMP assurent des services de consultation, de dépistage, d'évaluation et de traitement ambulatoire pour divers troubles, tels que les problèmes d'adaptation scolaire, de comportement, de langage, et des troubles affectifs. Les missions des CMP incluent l'accueil et l'orientation des jeunes et de leurs familles, la prise en charge des jeunes avec des difficultés psychologiques jusqu'à environ 16 ans, l'organisation de la prévention et des soins ambulatoires, ainsi que le soutien familial. Ils peuvent orienter vers d'autres structures adaptées si nécessaire. Les équipes pluridisciplinaires des CMP sont composées de professionnels de la santé et de travailleurs sociaux.

Aujourd'hui, 5% de la population n'a aucune couverture de complémentaire santé et nombreux sont ceux qui reportent leurs soins pour des raisons financières. Ainsi, les deux intercommunalités du Bassin Centre 77 ont développé une offre de mutuelle intercommunale proposant une protection à prix négocié, sans limite d'âge ni questionnaire de santé. Tous les habitants peuvent bénéficier de cette couverture facultative, qu'ils soient salariés ou demandeurs d'emploi. La mutuelle proposée par la CAMVS s'inscrit dans le cadre du Contrat Local de Santé signé en mars 2017 avec l'ARS, Santépôle, la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Seine-et-Marne et la Préfecture de Seine-et-Marne avec pour objectif de réduire les inégalités sociales et territoriales de santé et favoriser l'accès aux soins et aux droits pour tous.

Toujours dans ce cadre, la CAMVS, en partenariat avec les acteurs locaux, travaille à développer des dispositifs d'accès aux droits et aux soins de santé. Elle relaie les campagnes nationales de prévention santé, organise tous les ans le forum santé.

En conclusion, la zone du Bassin Centre 77 est bien pourvue en infrastructures et services de santé, assurant une prise en charge complète et diversifiée pour ses habitants.

En 2023, la création d'un Espace santé au sein de Mission Emploi-Insertion Melun Val de Seine est partie d'un constat remarqué par nos nombreux professionnels au sein de la structure.

- Les jeunes suivis par la Mission Locale (environ 2000 jeunes par an), sont déscolarisés et en dehors du système éducatif. La majorité d'entre eux sont en difficulté d'insertion, de plus en plus en situation de précarité, isolés, sans soutien de leurs proches. Des problématiques en lien avec la santé sont détectées de plus en plus souvent par les professionnels de la Mission Locale qui accompagnent les jeunes : addictions, habitudes de vie, manque d'information en matière éducative à la santé, à la prévention, à la protection, problèmes d'accès aux soins (pas de droit au régime général et/ou à la complémentaire, ou droits qui ne sont pas à jour ou rattachement aux parents qui ne sont plus conformes avec la situation des jeunes, interrogations sur l'accès aux professionnels de santé). MEI-MVS a estimé que les problématiques de couverture sociale concernent 1 jeune sur 3 et quand un problème de santé survient il est compliqué d'y faire face dans l'urgence.
- Les participants suivis dans le cadre du dispositif PLIE Melun Val de Seine – Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (environ 300 personnes par an), bénéficient dans ce cadre d'un accompagnement renforcé global mené par un Conseiller en Insertion Professionnelle (le Référent PLIE) et d'actions d'insertion visant à lever les freins à l'emploi. Ce sont des personnes (jeunes et adultes) éloignées voir très éloignées de l'emploi et confrontées à des difficultés sociales souvent cumulées. Beaucoup doivent faire face à une situation de grande précarité et rencontrent des problématiques d'accès au droit, de méconnaissance des dispositifs médicaux sociaux, malgré les difficultés de santé, qui concernent de plus en plus de plus de personnes. Ces difficultés ont été repérées par les Conseillers qui les accompagnent ou par notre Psychologue Clinicienne.

L'Espace Santé, en s'adressant aux participants mais en ayant une portée dans son cercle familial, vise à répondre à plusieurs objectifs :

- Favoriser la prévention, la protection en termes de santé et l'éducation aux soins, l'accès à la santé, aux dispositifs et aux professionnels de santé et à l'hygiène des personnes en situation de précarité,
- Informer pour favoriser les comportements individuels favorables en matière de santé,
- Favoriser l'accès aux bilans de santé, aux dépistages, à la vaccination,
- Apporter des réponses aux publics en termes de santé, en complémentarité et en lien avec le volet accompagnement psychologique mené par la Psychologue Clinicienne de MEI-MVS.

f. Culture et loisirs

La Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine s'efforce de fournir un cadre de vie agréable et dynamique avec une large palette d'activités culturelles et de loisirs pour tous les âges.

La saison culturelle comprend des concerts, des spectacles de danse, du théâtre, et des projections de films en plein air. Des spectacles de musique, tels que des performances de l'Orchestre Melun Val de Seine et des événements de théâtre, se déroulent régulièrement.

Plusieurs salles de cinéma ou de spectacle sont disponibles, notamment La Ferme des Jeux à Vaux-le-Pénil, Le Mas à Le Mée-sur-Seine, Les 26 Couleurs à Saint-Fargeau-Ponthierry, l'Escale à Melun et La Cartonnerie à Dammarie-lès-Lys.

Des salles d'exposition et des médiathèques sont également accessibles telles que la Micro-Folie Melun Val de Seine, où les visiteurs peuvent découvrir diverses collections et œuvres artistiques.

La CAMVS propose une grande offre de spectacles en accueillant tous les talents. Chaque année, la saison culturelle propose une centaine d'événements culturels, théâtre, concerts, opéras et expositions pour tous les goûts.



Musée Aéronautique et Spatial SAFRAN



Musée de la Gendarmerie

Melun Val de Seine offre un large éventail d'activités de plein air grâce à ses espaces naturels. La forêt de Fontainebleau est idéale pour la randonnée, l'escalade et l'équitation.

Grâce à ses 46 km de berges, Melun Val de Seine offre un cadre propice au tourisme fluvial ; croisières, navigation de plaisance, loisirs nautiques (voile, aviron, ski nautique...) contribuent à la qualité de vie du territoire.

De nombreux équipements extérieurs Street Workout sont également disponibles en libre accès.

Le territoire de la CAMVS compte plus de 200 clubs sportifs, 330 équipements sportifs, y compris des piscines, des bases nautiques, des centres équestres et une patinoire communautaire.

Cette dernière, située à la Cartonnerie, est ouverte toute l'année. Elle est la seule patinoire couverte de Seine-et-Marne et la plus fréquentée d'Île-de-France.

L'espace Cartonnerie offre à lieu seul 30 000 m² d'activités de loisirs. On y trouve un cinéma multiplexe, une patinoire, un bowling, un karting, des restaurants et la salle de spectacles Espace Pierre Bachelet (la plus grande salle de Seine-et-Marne avec ses 2 000 places).

Melun a la chance de compter le Premier club "formateur" d'escrime de France en fleuret. Le Cercle d'Escrime Melun Val de Seine attire des tireurs de dimension internationale et compte actuellement dans son groupe élite des Champions du Monde et Olympiques. Chaque année, il organise le Challenge Revenu et le Tournoi de la Reine Blanche.

La Communauté de Communes Brie des Rivières et Châteaux propose également une riche offre de services culturels et de loisirs.

Des cinémas de plein air et des spectacles historiques sont organisés, notamment au Château de Blandy offrant des expériences immersives dans l'histoire locale. Divers évènements culturels et festivals se tiennent régulièrement, mettant en valeur le patrimoine local et les traditions briardes. Tout proche, le centre aquatique Wam Park propose des activités aquatiques adaptées aux petits comme aux grands.

La population est relativement dispersée, avec des habitants répartis entre les villages et les petites communes. La vie communautaire est centrée autour d'activités locales et des associations principalement composée de bénévoles. Les communes disposent d'équipements sportifs et des lieux de rencontre pour les habitants. Des espaces de Fitness Street Workout et Parcours de Santé sont également disponibles en libre accès.



Cartonnerie



Club Entente bouliste de Melun

Le territoire est riche en patrimoine historique avec de nombreux châteaux, manoirs et édifices religieux. Des châteaux comme celui de Vaux-le-Vicomte sont des points d'intérêt majeurs avec 350 000 visiteurs par an.

Aussi, en toute proximité du territoire d'intervention de la Mission Locale et reconnue en tant que réserve de biosphère par l'UNESCO, la forêt de Fontainebleau s'étend sur plus de 25 000 hectares, compte 1 600 km de routes forestières et de circuits pédestres dont 300 kilomètres de sentiers balisés dans ses zones les plus attrayantes. A cela s'ajoutent 150 circuits d'escalade pour les amateurs de varappe.

Outre ce potentiel exceptionnel, de nombreux circuits de randonnée sont proposés et adaptés à toutes les envies : randonnées pédestres familiales ou sportives avec découverte du patrimoine (randonnée des 3 châteaux, les Sentes de Seine-Port), randonnées équestres, randonnées VTT ou encore balades sur les liaisons douces (chemin de halage).



Espace Fitness extérieur Sivry-Courtry



Château de Vaux-le-Vicomte

g. Environnement

Le Bassin Centre 77 présente un environnement et un cadre de vie agréable.

Entourés d'espaces verts et naturels comme les forêts de Fontainebleau et de Sénart ; il compte de nombreux parcs et jardins publics.

La CAMVS et la CCBRC sont engagés dans plusieurs initiatives écologiques et de développement durable, comme la gestion des déchets, la préservation des espaces verts et des cours d'eau, et la promotion des modes de transport doux. Elles mettent un accent particulier sur la préservation des espaces naturels et des paysages, essentiels pour maintenir la biodiversité et offrir des lieux de loisirs et de détente pour les habitants et les visiteurs.

Les deux communautés soutiennent les projets de rénovation et d'efficacité énergétique afin de réduire la consommation et promouvoir l'utilisation des énergies renouvelables.

La CCBRC développe la promotion des énergies renouvelables et des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement. Elle s'est engagée avec l'élaboration du Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) : ce plan vise à aborder les problématiques d'air, d'énergie, et de climat sur le territoire, en mettant en œuvre des actions concrètes pour maîtriser la demande en énergie et réduire les émissions de gaz à effet de serre.

De son côté, au cœur de ses projets de rénovation urbaine et de développement de nouveaux quartiers, la CAMVS cherche à intégrer des principes de durabilité et de respect de l'environnement. Le quartier Woody situé au nord de Melun a été construit dans ce sens, le Quartier du Clos Saint Louis de Dammarie-lès-Lys le sera tout autant.

La gestion de l'eau potable et des systèmes d'assainissement fait également partie des priorités

des communautés. Elles mettent en place des infrastructures et des services pour garantir la qualité et la disponibilité de l'eau tout en prévenant la pollution, en assurant la gestion des eaux usées et en respectant les normes environnementales.

Les communautés assurent la collecte et le traitement des déchets ménagers et assimilés. Cela inclut la gestion des déchets recyclables et non recyclables pour minimiser l'impact environnemental des activités humaines sur le territoire. Le tri des déchets et le recyclage sont fortement encouragés. Des programmes spécifiques existent pour faciliter le tri des déchets ménagers, ainsi que pour la collecte et le traitement des déchets verts et encombrants.

La CAMVS s'engage dans un projet de développement du biogaz, un sujet prioritaire de la transition énergétique, avec la construction d'une unité de méthanisation sur la commune de Dammarie-lès-Lys. Ce centre permettra de produire du biométhane à partir de sous-produits agricoles et des boues des stations d'épuration ; le gaz après épuration pourra être directement injecté dans le réseau de gaz de ville. Sur la CAMVS, l'unité de méthanisation pourra notamment servir à alimenter en biométhane, les bus du réseau Melibus ou à chauffer les logements.

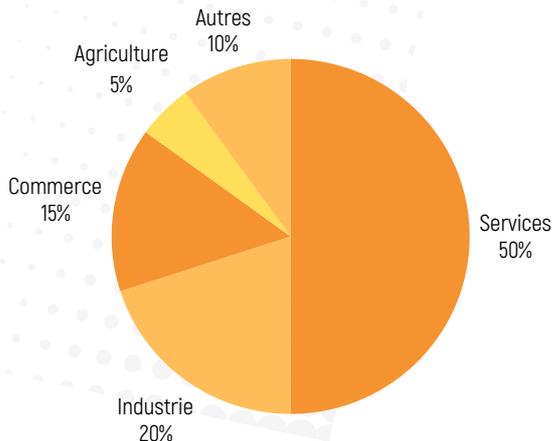
Pour finir, les communautés investissent dans des solutions de transport durable, y compris le développement de pistes cyclables, la promotion de la mobilité douce, et l'amélioration des réseaux de transport en commun pour réduire l'empreinte carbone et améliorer la qualité de l'air.

Globalement, des initiatives de mobilité durable sont encouragées, telles que le covoiturage, l'autopartage et l'utilisation de véhicules électriques. Des bornes de recharge pour véhicules électriques sont installées dans plusieurs endroits stratégiques. Elles montrent un engagement fort en faveur de la durabilité et de l'amélioration de la qualité de vie des habitants.

Ainsi, des mouvements migratoires sont légèrement positif, attirant des familles cherchant une meilleure qualité de vie par rapport à la métropole parisienne.

d. L'essentiel à retenir et chiffres clés

ACTIVITÉS SUR LE TERRITOIRE BASSIN CENTRE 77



Les **services publics et l'administration** sont un secteur générateur d'emploi. Le **secteur du Tourisme et Loisirs** est également porteur d'emploi suivi du **secteur de l'Industrie manufacturière**.

ECONOMIE LOCALE DIVERSIFIÉE

- 2ème pôle aéronautique d'IDF
- Centre administratif du 77
- Secteur de tourisme et loisirs
- Secteur d'industrie manufacturière
- Secteur de l'agriculture

8

**réseaux de soutien
aux entrepreneurs et clubs d'entreprises
sur le bassin centre 77**

CAMVS

915
hectares de parcs
d'activités économiques

8 000
entreprises
(51 000 emplois)

2 402
entreprises créées sur la
CAMVS en 2022
dont

35%
dans les domaines du
commerce, transport, hébergement
et restauration

25%
dans les domaines des
activités spécialisées, scientifiques et
techniques et activités de services
administratifs et de soutien

77%
d'entreprises individuelles

CCBRC

20
zones d'activités

549
entreprises créées sur la CCBRC
en 2022 (hors agriculture)
dont

24%
dans les domaines du
commerce, transport, hébergement
et restauration

25%
dans les domaines des
activités spécialisées, scientifiques et
techniques et activités de services
administratifs et de soutien

75%
d'entreprises individuelles

Les nombreuses zones industrielles, parcs d'activités et grands projets contribuent à la création d'emplois, à la croissance économique et à la diversification industrielle du territoire.

EMPLOI À VENIR

- Courant 2025, ouverture d'un **Nouveau Centre logistique ZALANDO**
- Un **projet de reconquête urbaine, sociale et économique** sur le quartier Saint Louis
- un **nouveau centre pénitentiaire** permettant d'accueillir 1 000 détenus

DIVERSITÉ DE SECTEUR SIAE ET EA

- Bâtiment
- Espaces verts
- Nettoyage
- Conditionnement
- Service aux entreprises
- Blanchisserie, couture, repasserie
- Recyclage

UNE OFFRE DE FORMATION COMPLÈTE

DIVERS ORGANISMES PRIVÉS ET PUBLICS

- lycées professionnels,
- écoles spécialisées,
- centres de formation continue pour adultes,
- CFA,
- CFA Académiques,
- Universités
- IRTS
- AMGN

PROPOSENT UNE GAMME DIVERSIFIÉE DE FORMATIONS

- classes préparatoires aux grandes écoles,
- BTS,
- formations en alternance,
- formations délivrant des Certificats de Qualification Professionnelle,
- formations universitaires,
- formation initiale,
- dispositif de la VAE,
- diplômes d'Etat...

DES FORMATIONS NON DIPLOMANTES :
alphabétisation, FLE, ateliers sociolinguistiques et informatiques, ateliers numériques, cours d'histoire, de littérature, de philosophie, ou encore de langues étrangères

DES MÉTIERS VARIÉS

- Aide-soignant,
- Educateur spécialisé,
- Assistant de service social,
- Educateur de jeunes enfants,
- Moniteur éducateur,
- Technicien de l'intervention sociale et familiale,
- Accompagnant éducatif et social et Assistant familial,
- Officier de la gendarmerie nationale française,
- Ambulancier,

DES DOMAINES D'ACTIVITÉS VARIÉS

- l'informatique,
- la communication,
- le commerce,
- le management,
- la gestion,
- l'artisanat,
- l'alimentation,
- la vente,
- les services,
- le toilettage canin,
- la coiffure,
- l'esthétique,
- l'électricité,
- la sécurité,
- les transports,
- les sciences et technologies,
- les sciences humaines et sociales,
- le droit et l'économie,
- les soins infirmiers,
- l'animation
- l'aide à la personne,
- les métiers de l'automobile,
- les métiers de l'industrie,
- les métiers d'opérateurs régleurs commande numérique et de programmation,
- les métiers de la santé,
- les métiers de l'enseignement et de l'éducation...

L'OFFRE DE LOGEMENT EN 2019

1/8

des demandes locatives sociales aboutissent

Le Mée-sur-Seine, Melun et Dammarie-lès-Lys représentent 79% des demandes de logement (commune indiquée en premier choix).

19

baillleurs sociaux sur la CAMVS

Création en 2023 du **CLLAJ Sud 77** pour répondre aux problématiques d'accès au logement des jeunes

57%

du parc locatif (9 565 logements) est situé en QPV

L'OFFRE DE TRANSPORT

L'utilisation de la voiture est **extrêmement majoritaire pour 60 à 80% des actifs** en 2020

POINTS FORTS :

- La CAMVS est bien desservie par les transports en commun
- Pôle gare de Melun
- Arrivée prochaine du Tzen reliant Melun et Sénart
- 6 lignes de bus Seine-et-Marne express desservent la CCBRC depuis Melun
- L'offre de transport à la demande

OFFRE DE SANTÉ SUR LE TERRITOIRE D'INTERVENTION

4
Hôpitaux

2
Cliniques privées

1
forum santé annuel
porté par la CAMVS

- **Des programmes de prévention et de sensibilisation** sont régulièrement organisés pour promouvoir une vie saine.
- Pharmacies et laboratoires d'analyses médicales bien réparties
- **Densité de médecins adéquate** mais **des zones rurales peuvent être sous-desservies.**

Soutien du CD77 pour attirer et retenir des professionnels de santé et créer des maisons de santé pluridisciplinaire.

2 grands acteurs du Bassin Centre 77 :

- Réseau Ville Hôpital Sud 77
- 5 Centres médico-psychologique

1/3
jeunes ont une
problématique de
couverture sociale

De + en + de problématiques en lien avec la santé sont détectées par les professionnels de la Mission Locale du Sud-ouest Seine-et-Marne et du PLIE Melun Val de Seine :

- addictions,
- habitudes de vie,
- manque d'information en matière éducative à la santé, à la prévention, à la protection,
- problèmes d'accès aux soins.

Les habitants du Bassin Centre 77 ont
accès à une mutuelle santé communale

1
Espace santé
porté par MEI-MVS

- Favoriser la prévention, la protection en termes de santé et d'éducation aux soins, l'accès à la santé, aux dispositifs et aux professionnels de santé et à l'hygiène des personnes en situation de précarité,
- Informer pour favoriser les comportements individuels favorables en matière de santé,
- Favoriser l'accès aux bilans de santé, aux dépistages, à la vaccination,
- Apporter des réponses en complémentarité et en lien avec le volet accompagnement psychologique.



OFFRE CULTURELLE ET SPORTIVE DU BASSIN CENTRE 77

Cadre de vie dynamique avec une large palette d'activités culturelles et de loisirs pour tous les âges.

Des évènements:
Concerts, Spectacles, Théâtres,
Expositions, Cinéma plein air,
Spectacles historiques, Festivals...

Des Activités de plein air :
Street workout,
Parcours de santé,
Tourisme fluvial,

Des sites :
Musées, Châteaux, Manoirs,
Edifices religieux
Forêt de Fontainebleau
Circuits de randonnée

300
Km de sentiers balisés

150
Circuits d'escalade

200
Clubs sportifs
sur la CAMVS

330
Equipements sportifs
sur la CAMVS

ENVIRONNEMENT

**LA CAMVS ET LA CCBRC SONT DES TERRITOIRES QUI ATTIRENT LES FAMILLES
CHERCHANT UNE MEILLEURE QUALITÉ DE VIE PAR RAPPORT À LA MÉTROPOLÉ PARISIENNE.**

PLUSIEURS INITIATIVES ÉCOLOGIQUES ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

- Gestion des déchets
- Préservation des espaces verts
- Préservation des cours d'eau
- Promotion des modes de transport doux
- Soutien des projets de rénovation et d'efficacité énergétique
- Garantie de la qualité et disponibilité de l'eau
- Investissement dans des solutions de transport durable

CAMVS

- Projets de rénovation urbaine et de développement de nouveaux quartiers,
- Principes de durabilité et de respect de l'environnement,
- Développement du Biogaz avec une usine de méthanisation.

CCBRC

- Promotion des énergies renouvelables et des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement

Portrait de la Mission Locale

a. Lieux et modalités d'accueil

La Mission Locale du Sud-ouest Seine-et-Marne intervient sur 61 communes réparties sur les Communautés d'Agglomération Melun Val de Seine, Brie des Rivières et Châteaux et Pays de Fontainebleau.

Ce sont des communes à la fois urbaines et rurales qui comprennent cinq Quartiers prioritaires de la Politique de la Ville (QPV).



Situé à La Rochette, le siège accueille les jeunes pour des entretiens individuels et des ateliers collectifs. Des antennes et des permanences permettent également de les rencontrer au sein des communes de :

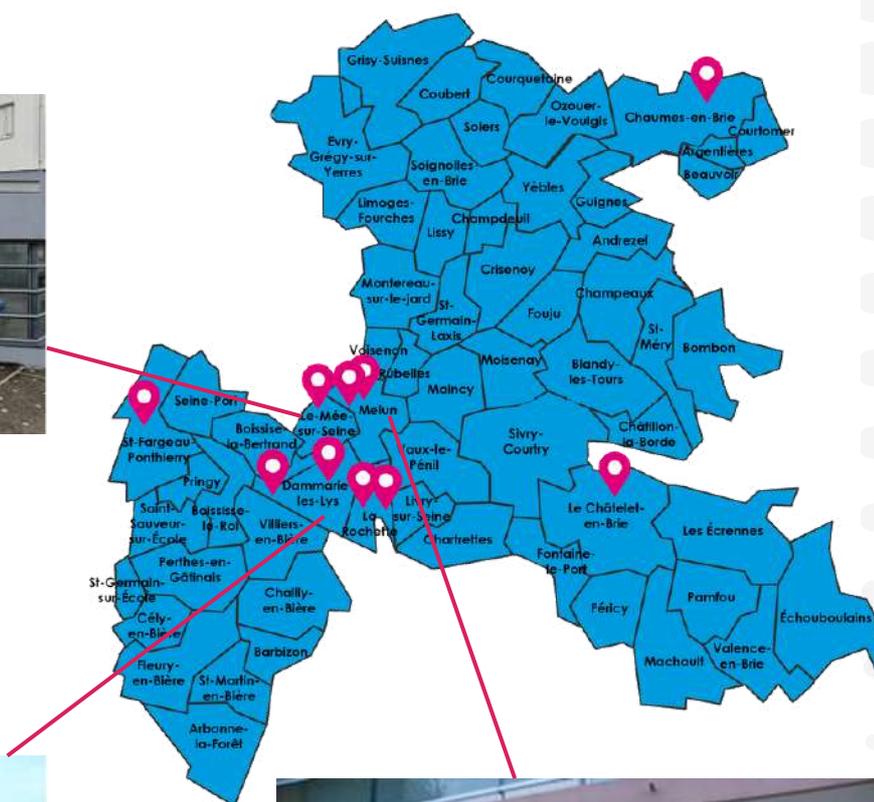
- Le Mée-sur-Seine
- Melun
- Dammarie-lès-Lys
- Saint-Fargeau-Ponthierry
- Le Châtelet-en-Brie
- Chaumes-en-Brie



La structure dispose également d'une Annexe, située à 200m du siège, qui permet de recevoir les jeunes en RDV individuel.

Les jeunes peuvent venir s'inscrire tous les jours sans RDV. Ils bénéficient ensuite d'un accompagnement avec un conseiller référent pendant toute la durée de leur parcours d'insertion.

Antenne de Le Mée-sur-Seine
Espace Emploi



Antenne de Dammarie-lès-Lys
Espace Albert Schweitzer



Permanence de Melun
au Service Information Jeunesse



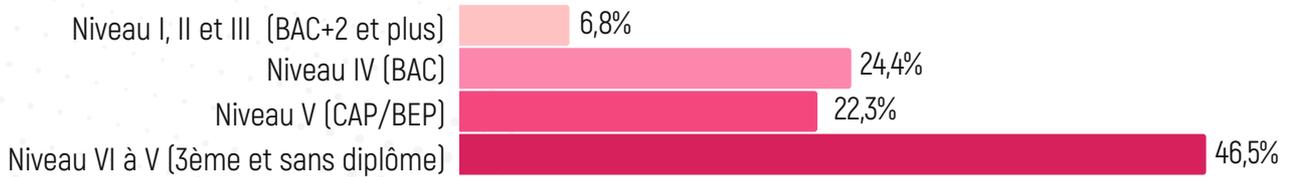
Courant 2020, dans le cadre d'un projet lié Plan d'Investissement dans les Compétences, la Mission Locale s'est dotée d'un véhicule aménagé en bureau itinérant. Aujourd'hui utilisé lors d'événements organisés par MEI-MVS ou ses partenaires, ce bureau pourrait proposer davantage d'actions de repérage et permettre de réaliser des entretiens individuels au cœur des zones rurales et des quartiers prioritaires.

2 374

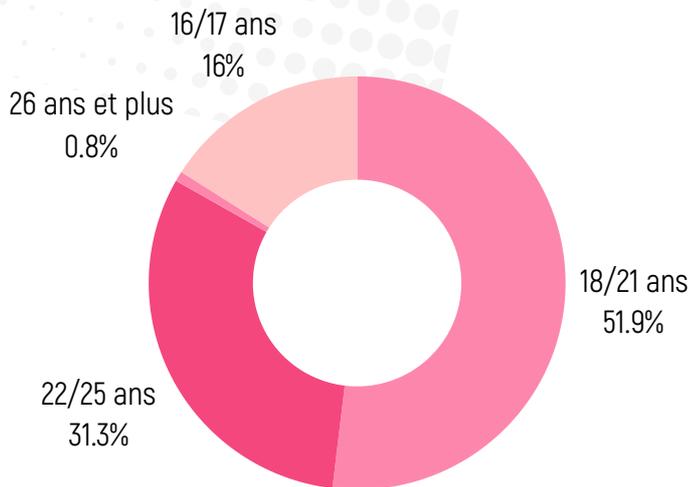
JEUNES ACCOMPAGNÉS
EN 2023 À LA MISSION LOCALE
DONT **30% ISSUS DES QPV**

b. Caractéristiques des jeunes

RÉPARTITION PAR NIVEAU



RÉPARTITION PAR ÂGE



RÉPARTITION PAR GENRE



59,3%

1 408 hommes



40,7%

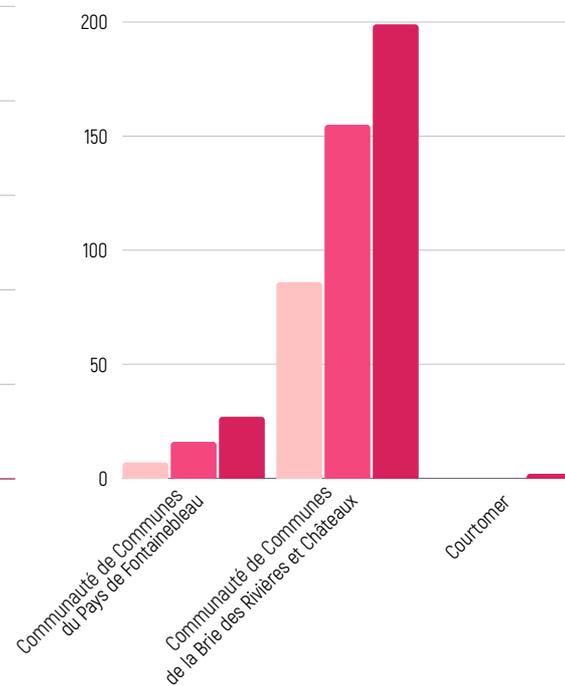
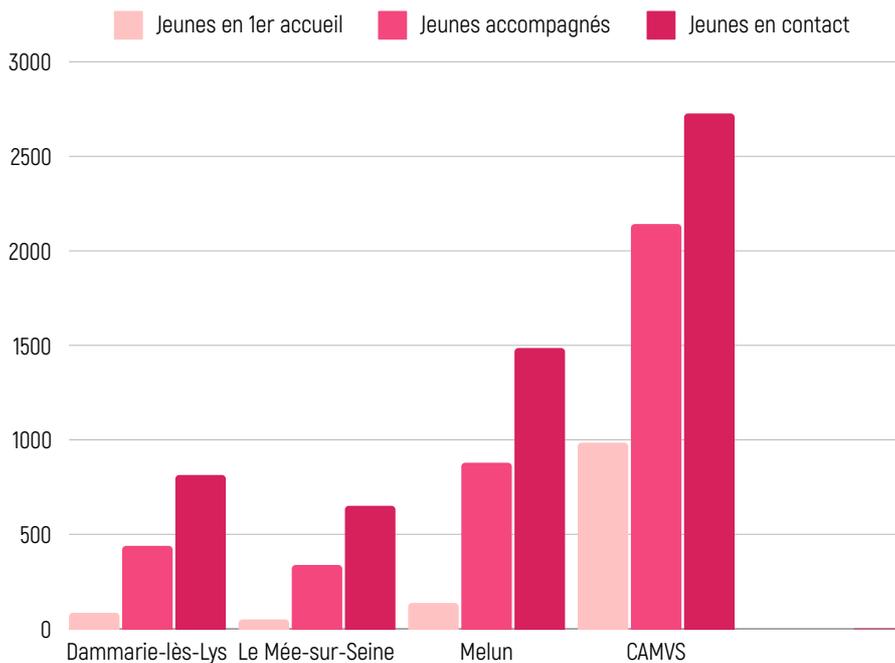
966 femmes

RÉPARTITION PAR TYPE D'HÉBERGEMENT

- Hébergé par les parents 49,2 %
- Hébergé par la famille 11,2 %
- Logement autonome 11,8 %
- Hébergé par des amis 5,2 %
- Foyer FJT 2,5 %
- CHRS 2,4 %
- Sans hébergement 1,2 %
- Hébergement nomade 0,2 %
- Hôtel 0,3 %
- Autre 1,3 %



PUBLIC PAR TERRITOIRE

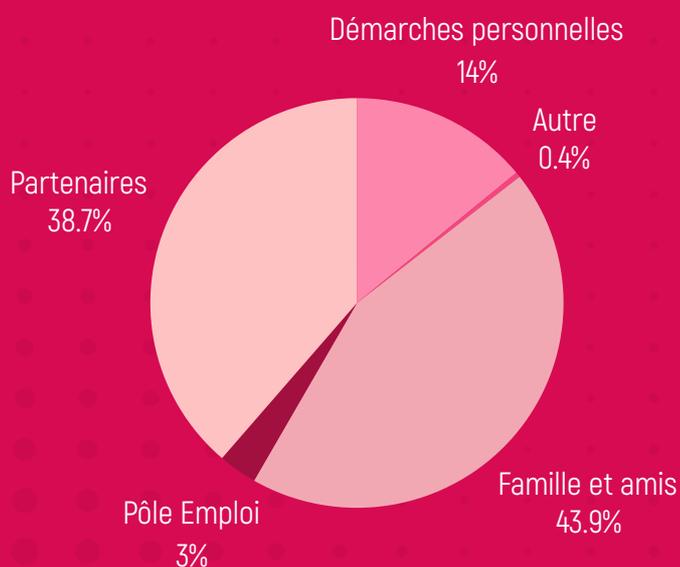


Les Premiers accueils

1 254

JEUNES NOUVELLEMENT
ACCUEILLIS EN 2023

ORIGINE DE LA VENUE



40 %

501 femmes

58,9 %

ont un niveau V, V bis
ou VI soit 738

18,4 %

sont titulaires du
permis de conduire

58,3 %

sont hébergés
dans leur famille

1,4 %

sont sans logement fixe

28,9 %

ont une
problématique
d'hébergement

Entre 2022 et 2023, la Mission Locale constate une augmentation de 15,9% des jeunes reçus en 1er accueil.

En 2023, elle a accompagné 2 374 jeunes dont 1 254 nouvellement inscrits ; 40% sont des femmes, 21,5% sont mineurs, 22% sont inscrits chez France Travail et seulement 41 jeunes sont indemnisés, 5% sont mariés ou ont une vie maritale et 4,7% ont au moins un enfant à charge et 30% habitent dans un Quartier prioritaire.

On notera que 1 644 jeunes résident sur la CAMVS, 176 sur la CCBRC et 15 sur l'une des neuf communes intégrées au territoire de la Mission Locale et dépendant de la Communauté de Communes du Pays de Fontainebleau.

La majorité des jeunes accompagnés ont entre 18 et 21 ans, 32% ont entre 22 et 25 ans et 16% sont mineurs, soit -8% par rapport à 2022 et 119 jeunes sont suivis par l'Aide Sociale à l'Enfance.

46,5% des jeunes sont sans diplôme, 24,4% ont un niveau BAC, 22,3% ont obtenu un CAP ou un BEP et 6,8% ont un niveau BAC + 2 et plus.

66% des hommes n'ont aucune qualification.

44% des jeunes sont orientés par leur famille ou leurs amis, 39% par des partenaires. Les demandes des jeunes concernent le travail sur le projet professionnel à 38%, devant l'emploi 27% et la formation 18,5%.

Toujours en 2023, la Mission Locale compte en fin d'année 11 775 situations dont 1 127 situations emploi, 347 situations formation pour 2 124 jeunes.

Lors du séminaire organisé en juin 2024, les collaborateurs de MEI-MVS ont été interrogés sur le public accueilli et ses besoins.

Ils ont constaté une augmentation des jeunes ressortissants étrangers accueillis en premier accueil et non-francophones. Ces nouveaux profils émergents nécessitent une adaptation de l'accompagnement.

En France en 2022, 14 782 mineurs étrangers ont été reconnus comme Mineur Non Accompagné (MNA) par l'autorité judiciaire et ont été confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) au titre de la protection de l'enfance.

L'évolution des profils des MNA repose sur plusieurs indicateurs, tels que la diversité des pays d'origine (Europe de l'Est, Maghreb élargi, Afrique subsaharienne, Bangladesh, etc.), les raisons de leur présence (économiques, sociopolitiques, etc.), leur âge (parfois très jeunes), et leur niveau d'instruction. Les professionnels accueillant des MNA sont confrontés à des problématiques telles que la connaissance des différentes cultures, la réponse à de nouveaux besoins (prise en charge entièrement éducative ou purement socio-administrative), ou encore la gestion de comportements rares il y a quelques années (prise de médicaments, délinquance associée, etc.).

Concernant les non-francophones, on trouve naturellement un grand nombre de MNA, mais ils ne sont pas les seuls.

Selon Immigration France, en 2023, la Seine-et-Marne a accueilli un nombre important de migrants, mais il est difficile de trouver des chiffres précis pour cette année spécifique.

En général, l'Île-de-France reste une région avec une forte présence migratoire. En 2022, environ 7 millions d'immigrés vivaient en France, représentant 10,3% de la population totale, dont une grande partie réside en Île-de-France. Selon les données du Ministère de l'Intérieur, ce sont en moyenne 274 000 personnes qui obtiennent légalement chaque année un permis de séjour sur le territoire français.

Ainsi, des jeunes âgés de plus de 18 ans, pour diverses raisons, franchissent nos portes sans maîtriser la langue (rapprochement familial, statut de réfugié, etc.).

Aujourd'hui, les conseillers de la Mission Locale sont confrontés à des difficultés dans l'accompagnement et l'orientation du public migrant.

Dans un premier temps, nous constatons qu'ils sont de plus en plus nombreux à être accueillis par MEI-MVS : certainement liés à la situation géographique de l'association (Melun étant la ville Préfecture de Seine-et-Marne) et des structures permettant la domiciliation des migrants (Croix rouge implantée à Dammarie-lès-Lys).

Dans un second temps, nous constatons que les solutions s'offrant à eux sont insuffisantes. Les conseillers n'ont pas de réponse à apporter, ce qui n'est pas sans conséquence pour réaliser un accueil et un accompagnement serein et sans tension.

Au-delà de la barrière linguistique, de nombreux problèmes doivent être résolus avant d'entreprendre un accompagnement vers une insertion professionnelle. Les démarches administratives de tous types, telles que les demandes de logement et l'accès à des droits fondamentaux (santé, droit, citoyenneté), doivent être impérativement traitées avant de penser à travailler sur l'insertion professionnelle.

Ce travail nécessiterait une personne dédiée à temps plein et un accompagnement renforcé. Des ateliers spécifiques adaptés aux non-francophones et des entretiens/ateliers à distance seraient sans doute à développer.

c. Questionnaire de satisfaction réalisé auprès des jeunes

Ce sont 101 jeunes qui ont répondu aux questionnaires de satisfaction entre janvier et juillet 2024. Les jeunes ont répondu de manière individuelle dans l'Espace Informatique d'Auto-Information ou lors d'ateliers collectifs, ce qui explique qu'un grand nombre de jeunes sont sur le Contrat d'Engagement Jeunes.

Les résultats sont très positifs et les jeunes sont satisfaits de la Mission Locale.

L'accessibilité aux locaux :

- 58,5% des jeunes trouvent que les locaux de la Mission Locale sont faciles à trouver
- 39% des jeunes trouvent que les informations publiées sur le site internet de la Mission Locale et/ou les réseaux sociaux sont utiles
- 76% des jeunes se sentent bien accueilli à la Mission Locale
- 65% des jeunes estiment que les locaux de la Mission Locale sont adaptés et bien aménagés
- 64,5% des jeunes estiment que la Mission Locale dispose d'équipements qui répondent à leur besoins (pc, internet, téléphone)

L'accompagnement :

- 54% des jeunes estiment être accompagné correctement dans la construction/l'élaboration de leur projet professionnel.
- 57% des jeunes estiment être informés par la Mission Locale des formations existantes en lien avec leur projet professionnel
- 50,5% des jeunes considèrent que les ateliers et activités proposés par la Mission Locale leurs sont utiles.
- 51% des jeunes considèrent que la Mission Locale les accompagne pour trouver des solutions par eux-même
- 59,5% des jeunes considèrent que la Mission Locale est utile dans leur recherche d'emploi et formation
- 50% des jeunes estiment être bien préparé à rencontrer des employeurs
- 43,5% des jeunes considèrent que les offres proposées par la Mission Locale leur correspondent
- 54,5% des jeunes estiment pouvoir rencontrer des employeurs grâce à la Mission Locale
- 50,5% des jeunes considèrent être bien accompagnés par la Mission Locale dans leurs démarches administratives, les demandes d'aides etc ...
- 42,5% des jeunes pensent être bien accompagnés par la Mission Locale au niveau de la mobilité, de la santé

La relation avec le conseiller :

- 66,5% des jeunes estiment que la Mission Locale comprend leur situation et répond à leur besoin
- 63% des jeunes estiment que les conseillers de la Mission Locale les soutiennent et les encouragent
- 64,5% des jeunes considèrent être en confiance avec leur conseiller Mission Locale
- 59,5% des jeunes considèrent être orienté vers le bon interlocuteur par leur conseiller Mission Locale.
- 63% des jeunes considèrent que leur conseiller Mission Locale est joignable facilement

La participation à la vie de la Mission Locale :

- 58% des jeunes estiment pouvoir rencontrer des jeunes grâce à la Mission Locale
- 47% des jeunes estiment que les conseillers Mission Locale leur demandent leur avis lorsqu'ils leur proposent des activités
- 41,5% des jeunes estiment pouvoir monter des projets à la Mission Locale

A retenir

- 76% des jeunes se sentent bien accueillis
- 65% des jeunes estiment que les locaux sont adaptés et bien aménagés
- 66,5% des jeunes estiment que la Mission Locale comprend leur situation et répond à leur besoin
- 64,5% des jeunes considèrent être en confiance avec leur conseiller Mission Locale

Au vu des analyses chiffrées, il est important de retenir qu'environ 8 jeunes sur 10 se sentent bien accueillis à la Mission Locale, que quasiment 67% estiment que la Mission Locale arrive à les comprendre et à identifier leur besoin mais aussi 65% se considèrent en confiance avec leur conseiller Mission Locale. Pour finir nous retiendrons que 65% des jeunes trouvent que les locaux sont adaptés et bien aménagés pour les accueillir.

Par ces chiffres, il est clair que la Mission Locale excelle dans l'accueil des jeunes via les conditions qu'elle offre au sein de ses locaux et à travers la confiance et la confidentialité qu'elle propose lors des échanges dans l'accompagnement des jeunes publics en identifiant parfaitement les besoins de ces derniers et en leur proposant des solutions adaptées à leur situation.

Plus de 60% des jeunes sont satisfaits de l'ensemble des services proposés par la Mission Locale à leur égard et ils sont quasiment 70% à recommander la Mission Locale à leurs amis.

Les axes d'amélioration :

- 39% des jeunes trouvent que les informations publiées sur le site internet de la Mission Locale et/ou les réseaux sociaux sont utiles
- 43,5% des jeunes considèrent que les offres proposées par la Mission Locale leur correspondent
- 42,5% des jeunes pensent être bien accompagnés par la Mission Locale au niveau de la mobilité, de la santé
- 41,5% des jeunes estiment pouvoir monter des projets à la Mission Locale

Il est important de retenir que des axes d'amélioration sont à envisager pour satisfaire pleinement les publics. En effet, des actions liées à la publication sur le site Internet de la Mission Locale et sur les réseaux sociaux seront utiles. Aussi, des actions liées à la correspondance entre les offres et les profils des jeunes seront indispensables. De plus, des actions permettant d'associer les jeunes pour monter des projets pour lesquels ils seraient acteurs sont attendues.

d. Organisation et partenaires

Une équipe polyvalente et pluridisciplinaire

L'équipe de MEI-MVS est composée de professionnels aux compétences variées, issus de diverses formations initiales et continues. L'organisation se fonde sur différents métiers qui visent à accompagner les publics dans leur insertion professionnelle et sociale.

On distingue plusieurs métiers, des professionnels en lien avec le public de manière individuelle ou collective, d'autres en lien avec des partenaires et des financeurs. On peut différencier les métiers en lien direct avec le public, dit en « face à face » et les métiers dit « support ».

Le principal métier est celui de Conseiller en insertion professionnelle et sociale. Il reçoit le public en entretien individuel et l'accompagne dans ses démarches de recherche d'emploi, de formation et d'insertion sociale, il l'oriente vers les dispositifs adaptés. Les conseillers peuvent être amenés à animer des ateliers collectifs.

Permettant une évaluation des publics et proposant des ateliers collectifs et entretiens individuels, des psychologues complètent l'équipe abordant différentes thématiques liées au travail, à l'orientation et à la santé.

Les Chargés de projets développent et mettent en œuvre des projets visant à améliorer l'insertion professionnelle et sociale du public. Ils travaillent en partenariat avec d'autres structures locales : entreprises, organismes de formation ou d'information, structures jeunesse, centres d'hébergement, professionnels de santé...

Le Chargé de communication assure la promotion des actions et des services de l'association, via des supports de communication variés (site web, réseaux sociaux, événements, etc...). Chargé de projets avec une spécificité liée à la communication, il est amené à travailler en partenariat et animer des ateliers pour le public.

Les Coordonnateurs supervisent et coordonnent en complément la mise en œuvre de dispositifs spécifiques, proposent des plans d'action et les mettent en œuvre (Contrat d'Engagement Jeune, Emploi, Evènements, actions expérimentales, contrats aidés etc...) au sein de la Mission Locale.

Tous peuvent animer des temps collectifs avec le public et le recevoir en entretien. Ils participent également à la recherche de nouveaux projets et financements.

Le Chargé d'accueil est le premier professionnel à être en lien avec le public. Il anime son espace d'accueil au siège de l'association, fixe des rendez-vous, transmet les appels reçus et gère des tâches administratives simples.

Les assistants administratifs gèrent les tâches administratives liés à des dispositifs spécifiques ou des aides financières. Ils sont amenés ponctuellement à accueillir les jeunes et les partenaires en remplacement du chargé d'accueil.

Les Responsables de secteur coordonnent et supervisent les activités par thématique ou dispositif. Ils accompagnent la mise en œuvre de projets et impulse l'atteinte des objectifs liés aux actions menées par les équipes qu'ils animent. Ils mettent en place des systèmes d'évaluation pour mesurer l'impact des actions et missions confiées aux collaborateurs. Ils mettent en œuvre les politiques d'insertion et d'emploi du territoire décrétées par les institutions et financeurs de l'association, participent à l'élaboration de la stratégie globale de l'organisation.

Le Responsable financier assure la gestion financière de l'association, élabore le budget annuel validé par le Directeur. Il prépare des rapports financiers réguliers et suit les dépenses et les recettes pour s'assurer qu'elles restent conformes au budget. Il s'assure de la bonne tenue des livres comptables et réalise les budgets prévisionnels et bilans financiers des différentes actions et dispositifs.

Le Responsable réseaux et informatique garantit le bon fonctionnement des systèmes informatiques et de communication au sein de l'organisation. Il installe, configure et assure la maintenance des serveurs, des réseaux et des équipements informatiques. Il s'assure de leur disponibilité, performance et sécurité. Il fournit un support technique à l'ensemble des salariés utilisateurs, résout les problèmes informatiques et répond aux demandes d'assistance. Régulièrement, il propose des améliorations et des innovations pour optimiser les performances et l'efficacité des systèmes.

Le Directeur élabore la stratégie globale de l'association en lien avec le Président, le Bureau et le Conseil d'Administration. Il dirige l'ensemble de la structure, coordonne les équipes, gère les partenariats, notamment financiers, et assure le bon fonctionnement des services proposés. Il fixe les priorités et les plans d'action pour atteindre les objectifs, impulse une dynamique et anime l'équipe de collaborateurs.

Le Directeur représente l'organisation et ses intérêts auprès des partenaires, des autorités locales, des institutions publiques. Il gère les communications internes et externes pour assurer une information cohérente et efficace de l'association.

Très tôt, la Mission Locale a toujours fixé des orientations stratégiques fortes qu'elle formalisait d'ailleurs par un contrat qui deviendra rapidement un projet de structure avec des objectifs triennaux.

Pour éclairer ce constat, il est à noter que dès le début de sa création, la Mission Locale a procédé au recrutement d'un Chargé de Relation Entreprises puis, en 1996, le conseil d'administration a fait le choix de recruter une compétence de psychologue clinicien en interne de l'équipe opérationnelle.

Preuve de l'intérêt de ces choix mais aussi et surtout de la précocité de ces derniers : l'inscription dans la CCN des ML et PAIO de ces postes alors même que la CCN est née en 2002 et qu'il faudra attendre l'avenant 65 pour la reconnaissance de la compétence de psychologue.

Ces métiers occupés par une équipe pluridisciplinaire sont alors essentiels pour l'organisation globale de l'association.

Une évolution conjoncturelle du secteur de l'insertion

Depuis de nombreuses années maintenant, une démarche d'optimisation de la finance publique a été engagée. Elle s'est fortement renforcée à partir de 2008 qui a marqué le début d'une crise économique et de l'emploi d'une envergure très importante.

C'est à cette époque que la Secrétaire d'état en charge de la politique de la ville a sollicité la Mission Locale pour participer à des travaux dits « Réforme Générale des Politiques Publiques (RGPP) » menés par la DGME (Direction Générale des Mutations de l'État). Ces travaux avaient pour finalité d'étudier la faisabilité d'essaimer l'organisation de notre Mission Locale aux autres missions locales ; notamment en termes de relation avec les entreprises et d'évaluation des publics jeunes. La présidentielle de 2012 a donné une nouvelle orientation aux politiques publiques en question.

De manière plus globale, l'une des principales forces de notre structure ; quelles qu'en soient les évolutions depuis 1992, a été de savoir s'adapter aux besoins du territoire et des publics. Elle a su devenir de la sorte un acteur incontournable en se voyant reconnaître une adaptabilité très réactive.

La dimension de la légitimité de la Mission Locale s'est vue renforcée lorsque le duo Présidente/Directeur a collaboré à la construction et au développement de l'actuelle Association Régionale des Missions Locales d'Île-de-France (ARML-idf) plus de 8 années consécutives.

Plus récemment, avec la Loi sur le plein emploi, la Mission Locale intègre le premier cercle du Réseau Pour l'Emploi (RPE) aux côtés de France Travail et de Cap Emploi 77.

Sur ce sujet particulier, il est à noter que la qualité et le niveau de partenariat existant entre la Mission Locale et l'actuel France Travail sont antérieurs à la création même de la Mission Locale puisque existant déjà du temps de la PAIO de Melun.

Ainsi, sur de nombreux sujets liés à ce partenariat, notre territoire est souvent en avance par rapport à d'autres ; ce qui nous permet entre autres de pouvoir participer aux travaux de la future nouvelle convention de partenariat qui liera nos deux réseaux dès 2025 (en l'espèce sur le volet relation entreprises).

Des projets de droit communs et spécifiques

Les actions menées par l'association sont formalisées par la signature d'une multitude de conventions de partenariat. Comme l'ensemble des missions locales, la nôtre signe et réalise les conventions dites de fonctionnement et/ou de droit commun. En revanche, très rapidement, nous avons fait le choix de coller au plus près des besoins des publics et du territoire notre offre de services en mettant en œuvre des actions dites spécifiques faisant appel à des sources de financements différenciées. Ainsi, au plus haut, le budget de la structure se trouvait quasiment à 50/50 en termes de répartition droit commun / spécifique.

Cette répartition est plutôt de l'ordre de 35% de spécifique aujourd'hui. Il faut néanmoins noter qu'en raison de la diminution de la disponibilité de la finance publique, nous allons devoir opérer de nouveau une plus grande diversification et nous pouvons penser que dès 2025, nous serons sur des niveaux qui tendront à repartir à la hausse.

Force d'expérimentation, la Mission Locale offre des actions variées, renouvelées et inédites proposées par une équipe d'encadrement et de chargés de projets toujours à l'écoute et en veille pour développer de nouvelles actions. Autre fait notoire, notre Mission Locale, en raison de ses spécificités, est l'une des seules missions locales en IDF à avoir participé à une conférence des financeurs qui a regroupé les principaux financeurs ; à savoir, l'État, la Région, le Département et la CAMVS.

Une collaboration avec les acteurs de l'information jeunesse et de la médiation

MEI-MVS travaille en collaboration avec Structures de l'Information Jeunesse situées sur le territoire de la CAMVS. Elle travaille également avec les services jeunesse des communes qui en dispose et le Centre d'Information Jeunesse de Seine-et-Marne (CIJ77). Bien que MEI-MVS tient un siège au sein du conseil d'administration du CIJ77 et rencontre ponctuellement les services sociaux ou jeunesse du territoire, les actions communes ou partagées sont rares et le partenariat mériterait d'être développé, notamment sur le sujet du repérage.

L'expérimentation d'une action de repérage nommée « Mon Quartier Mon projet », financée dans le cadre du PIC et initiée par MEI-MVS et ses partenaires, avait permis un travail collaboratif en consortium.

L'Association de Prévention de l'Agglomération Melunaise (APAM) avait alors répondu à l'appel. Cette association est dédiée à la prévention sociale et à l'accompagnement des jeunes et des familles du territoire de la CAMVS. Elle met en place des actions pour prévenir la délinquance chez les jeunes, en collaborant avec les écoles, les familles et les services sociaux. Elle s'adresse principalement aux jeunes et aux adolescents à partir de 11 ans. Les éducateurs spécialisés composant l'équipe de l'APAM travaillent en lien avec les Conseillers de la Mission Locale et orientent les jeunes qui sont en âge de s'inscrire et bénéficier des services de MEI-MVS.

L'association FIDAMURIS avait également participé au développement de l'action « Mon quartier Mon Projet ». Avec une logique de territoire, basé sur Melun, les médiateurs avaient pour mission d'impliquer les habitants dans l'amélioration de leur cadre de vie par le développement d'activités techniques et la création d'emplois de proximité. L'association a déposé le bilan dernièrement et a été remplacée par Citéo.

Bien qu'engagé, le manque de ressources humaines n'a pas permis un ancrage suffisant du projet.

Ce projet répondait à un double objectif : celui de repérer les invisibles et permettre aux jeunes de développer un projet dont ils auraient été à l'initiative. Des pistes de projets ont été avancées mais l'action n'a pas eu le succès espéré.

Malgré cette expérimentation peu probante, les actions d'aller vers sont à développer en s'appuyant sur des partenaires solides et volontaires.

L'utilisation du Bureau Itinérant reste l'outil certainement le plus pertinent pour développer ce volet. Des professionnels dédiés, formés et expérimentés.

Bien que le nombre de jeunes en premier accueil soit en augmentation, il est essentiel de poursuivre une démarche de « aller vers » tant dans les zones urbaines que rurales et ce, avec nos partenaires.

Le Plan Régional d'Insertion pour la Jeunesse (PRIJ) est une initiative qui a pour but de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes. Il repose sur une collaboration étroite entre différents acteurs locaux : missions locales, collectivités territoriales, associations, entreprises, services de l'État, et autres partenaires institutionnels et privés. Aujourd'hui, Citéo reprend l'action du PRIJ pour le territoire de la CAMVS.

Autres éléments à pointer : la fin des espaces dynamiques d'insertion (EDI) après que la région ait décidé de ne plus les financer et une période de flou, d'incertitude et d'inquiétude quant à la pérennité de l'école de la deuxième chance (E2C) qui s'est vue en partie liquider judiciairement avant de renaître d'une volonté partagée en mode association départementale indépendante.

Un réseau d'acteurs dynamique

A la demande de l'Etat en 2009, la Mission Locale a développé une action de coordination des acteurs de l'information, de l'orientation, de l'insertion, de la formation et de l'emploi.

Nommé Dynam'Act (pour Dynamique des Acteurs), ce réseau mobilise depuis une quinzaine d'années maintenant des professionnels œuvrant pour le développement d'actions d'insertion.

Dans un premier temps, le réseau Dynam'Act a pour vocation de permettre une meilleure connaissance et reconnaissance des acteurs du territoire. Pour ce faire, des temps de rencontre sont régulièrement organisés et permettent aux partenaires d'échanger afin de travailler en collaboration sur la mise en œuvre d'actions à destination de nos publics.

Un site Internet dédié au réseau est également actif et permet aux partenaires de déposer leurs offres d'emploi, de formation ou de stage et de prendre connaissance des différents événements qui ont eu lieu et à venir. Un répertoire des partenaires y est associé présentant les structures collaboratrices. Tous les ans, plusieurs événements permettent aux partenaires du réseau de se rencontrer.

Dans un second temps, les groupes de travail et de réflexion organisés ont pour objectif une mise en commun des actions et des projets à venir. Ce point mériterait d'être développé et encouragé sur le territoire afin d'apporter des réponses partagées au public commun.



Cette volonté est abordée par les partenaires, tout au long de l'année lors des événements de rencontre et notamment lors du séminaire de bilan annuel des acteurs se réunissant en fin d'année. Ce séminaire permet notamment de définir ensemble les priorités et souhaits de chacun pour l'année suivante. Le désir de se rencontrer et échanger régulièrement est récurrent. Celui de réaliser des projets communs également, avec le besoin et la requête de chacun de garder son identité propre et unique.

Aussi, courant mars 2021, les élus du territoire de la CAMVS, ont souhaité expérimenter un dispositif porté par l'Etat : la Cité de l'emploi.

La Cité de l'Emploi Melun Val de Seine a pour vocation à répondre aux besoins des habitants en recherche d'emploi et/ou de formation grâce à un réseau d'acteurs de l'emploi et d'associations implantées sur le territoire. Il s'agit de rassembler tous les acteurs de l'emploi, de la formation professionnelle ou encore de l'insertion. Le but est de faciliter les échanges et la mise en commun des outils et des actions de chacun pour proposer aux habitants (des quartiers prioritaires de la politique de la ville) le suivi dont ils ont besoin.

La Cité de l'Emploi collabore alors avec MEI-MVS et son réseau de Dynam'Act sur lequel elle s'appuie. A l'image de la réponse à l'appel à projet 100% Inclusion en 2021 (portée en consortium et non retenue), des projets communs tentent d'émerger mais restent difficiles à mettre en œuvre.

Ainsi, les missions à mener pouvant être similaires, un renfort de coordination des deux structures s'avère cependant nécessaire pour rendre les actions efficaces et pertinentes sur le territoire. Les coordonnatrices du réseau doivent poursuivre leurs rencontres pour échanger et définir les actions à mener.

Notons la tentative initiée par MEI-MVS en lien avec d'autres acteurs du territoire de répondre à un projet « 100% Inclusion » ; il réunissait autour de MEI-MVS et la CAMVS : FIDAMURIS, l'association Aurore et La Passerelle.

Mais pour prétendre à une dynamique territoriale de la sorte, il est nécessaire de s'appuyer sur des structures fortement implantées et pérennes. Il convient de s'interroger en mode prospectif sur l'avenir de la multiplicité des structures ; ne devrions-nous pas tendre vers une optimisation et une rationalisation qui tende à financer des parcours et non plus des structures. Nombreuses sont celles qui n'ont pas su entrer dans l'ère du management stratégique en se déclarant des entreprises du secteur non marchand plus que des associations.

e. L'essentiel à retenir et chiffres clés

2 374

JEUNES ACCOMPAGNÉS
EN 2023 À LA MISSION LOCALE
DONT **30% ISSUS DES QPV**

1 254

JEUNES NOUVELLEMENT
ACCUEILLIS EN 2023

LE PROFIL TYPE EST :

UN HOMME, AGÉ DE 20 ANS, SANS DIPLÔME,
HÉBERGÉ PAR SES PARENTS, HABITANT LA CAMVS ORIENTÉ PAR
SES AMIS, ET SOUHAITANT TRAVAILLER SON PROJET
PROFESSIONNEL.

22%
DES JEUNES
SONT INSCRITS CHEZ FRANCE TRAVAIL

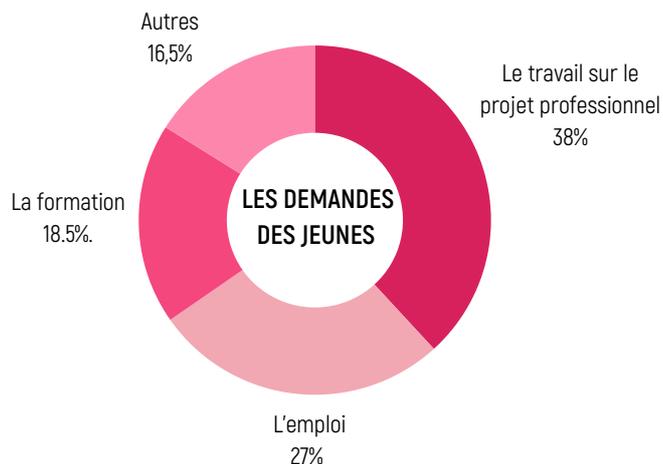
39%
SONT ORIENTÉS PAR
DES PARTENAIRES

5%
DES JEUNES SONT **MARIÉS**
OU ONT UNE VIE MARITALE

4,7%
ONT AU MOINS
UN ENFANT À CHARGE

30%
DES JEUNES
HABITENT EN QPV

66%
DES HOMMES N'ONT
AUCUNE QUALIFICATION



Entre 2022 et 2023, la Mission Locale constate une  de **15,9% des jeunes reçus en 1er accueil**, dont une augmentation de jeunes ressortissants étrangers accueillis en premier accueil et de jeunes non-francophones, un public qui nécessite de lever d'autres barrières avant de travailler sur l'insertion professionnelle.

-8%
DE MINEURS
PAR RAPPORT À 2022

119
JEUNES SONT SUIVIS PAR
L'AIDE SOCIALE À L'ENFANCE

76%
DES JEUNES SE SENTENT
BIEN ACCUEILLIS

66%
DES JEUNES CONSIDÈRENT
ÊTRE EN CONFIANCE AVEC
LEUR CONSEILLER MISSION LOCALE

66,5%
DES JEUNES ESTIMENT QUE
LA MISSION LOCALE COMPREND LEUR
SITUATION ET RÉPOND À LEUR BESOIN

70%
RECOMMANDENT LA MISSION LOCALE
À LEURS AMIS

1

ÉQUIPE POLYVALENTE ET PLURIDISCIPLINAIRE

des métiers en lien direct avec le public
et des fonctions support

1

STRUCTURE QUI S'ADAPTE

et devient le "bras armé" de la CAMVS
en termes d'insertion et d'emploi.

1

OFFRE D'ACTIONS VARIÉES, RENOUVELÉES ET INÉDITES

1

RÉSEAU D'ACTEURS DYNAMIQUE

travailler en collaboration sur la mise en œuvre d'actions
à destination de nos publics



1

ÉVOLUTION CONJONCTURELLE DU SECTEUR DE L'INSERTION

avec la Loi sur le plein emploi,
la Mission Locale intègre le premier cercle du RPE
aux côtés de France Travail et de Cap Emploi 77.

1

COLLABORATION AVEC LES ACTEURS DE L'INFORMATION JEUNESSE ET DE LA MÉDIATION

Les actions communes ou partagées sont rares
et le partenariat mériterait d'être développé,
notamment sur le sujet du repérage

65%

DE FINANCEMENT DE DROIT COMMUN

35%

DE FINANCEMENT SPÉCIFIQUE

39%

DES JEUNES TROUVENT QUE LES INFORMATIONS PUBLIÉES SUR LE SITE INTERNET DE LA MISSION LOCALE
ET/OU LES RÉSEAUX SOCIAUX SONT UTILES

43,5%

DES JEUNES CONSIDÈRENT QUE LES OFFRES PROPOSÉES PAR LA MISSION LOCALE LEUR CORRESPONDENT

42,5%

DES JEUNES PENSENT ÊTRE BIEN ACCOMPAGNÉS PAR LA MISSION LOCALE AU NIVEAU DE LA MOBILITÉ, DE
LA SANTÉ

41,5%

DES JEUNES ESTIMENT POUVOIR MONTER DES PROJETS À LA MISSION LOCALE

54,5%

DES JEUNES ESTIMENT POUVOIR RENCONTRER DES EMPLOYEURS GRÂCE À LA MISSION LOCALE

Notre intervention et nos partenaires

a. Accompagnement des jeunes de la Mission Locale

A l'occasion des entretiens, le conseiller met en œuvre le parcours d'insertion en proposant des services. Le choix des moyens d'actions est défini lors d'un diagnostic approfondi partagé avec le jeune.

Les jeunes sont accompagnés quotidiennement dans leur recherche d'emploi ou de formation lors de leur entretien avec leur conseiller référent ou au cours d'ateliers animés dans le cadre des divers dispositifs.

Ils peuvent bénéficier d'un accompagnement renforcé leur permettant d'être soutenu de manière approfondie et intensive. En 2023, parmi les jeunes accompagnés, 43% des jeunes ont intégré un accompagnement renforcé : 481 jeunes ont intégré un CEJ, 516 un PACEA et 30 un PLIE.

Les professionnels conseillent alors les jeunes sur divers domaines d'intervention et proposent l'offre de services de la Mission Locale. Cette offre permet notamment de

- Lever les freins à l'insertion en travaillant sur la mobilité, l'aide au logement, la gestion du budget, l'écoute psychologique, l'accompagnement dans les démarches administratives,
- Définir le projet professionnel par des opérations de découverte des métiers (visites d'entreprises, stages d'observation),
- Travailler sur les techniques de recherche d'emploi : élaboration du CV, simulations d'entretien...
- Rechercher des financements pour le parcours de formation
- Accompagner le jeune dans l'emploi (visite sur le lieu de travail) ou la formation (bilan de stage)

En 2023, le type de services proposé aux jeunes est varié et quantifié en nombre d'acte selon différents thèmes. Sur la totalité du nombre d'informations, de propositions ou mises en relation faites aux jeunes accompagnés, on comptabilise une part importante de services liés à l'emploi (55,9%) suivie de services liés au projet professionnel (11,2%) puis de la citoyenneté et la formation.

Thème acte service	Nb de services	Part de propositions	Part de jeunes avec propositions
Accès à l'emploi	16 680	55,9%	84,2%
Citoyenneté	3 212	10,8%	66,6%
Formation	3 080	10,3%	71,2%
Logement	1 437	4,8%	47,7%
Loisirs, sport, culture	77	0,3%	3,4%
Projet professionnel	3 331	11,2%	28,2%
Santé	2 029	6,8%	52,3%
Total général	29 846	100,0%	100,0%

Pour répondre aux besoins des jeunes, différents ateliers sont proposés quotidiennement.



me
Mission Locale MVS
Missions de Service à la Jeunesse

Construire sa carrière
KIOSQUE EMPLOI
Tous les mercredis à 11h30
avec votre CV à jour

Intéressé(e) ?
Contactez votre
conseiller référent

Mission Locale MVS - 10 rue de la République - 91000 Evry - 03 1 62 50 00 00

Partenaires : France Travail, Pôle Emploi, Région Île-de-France, Département de Seine-et-Marne, Mairie d'Evry, Mairie de Brunoy, Mairie de Chelles, Mairie de Chichouy, Mairie de Fontainebleau, Mairie de Gagny, Mairie de Gournay-sur-Marne, Mairie de Lagny-sur-Marne, Mairie de Marolles-en-France, Mairie de Meaux, Mairie de Meilly-sur-Loire, Mairie de Montigny-Laguyon, Mairie de Noisy-le-Grand, Mairie de Noisy-le-Roi, Mairie de Noisy-sur-Seine, Mairie de Paris, Mairie de Paris-13e, Mairie de Paris-15e, Mairie de Paris-16e, Mairie de Paris-17e, Mairie de Paris-18e, Mairie de Paris-19e, Mairie de Paris-20e, Mairie de Paris-21e, Mairie de Paris-22e, Mairie de Paris-23e, Mairie de Paris-24e, Mairie de Paris-25e, Mairie de Paris-26e, Mairie de Paris-27e, Mairie de Paris-28e, Mairie de Paris-29e, Mairie de Paris-30e, Mairie de Paris-31e, Mairie de Paris-32e, Mairie de Paris-33e, Mairie de Paris-34e, Mairie de Paris-35e, Mairie de Paris-36e, Mairie de Paris-37e, Mairie de Paris-38e, Mairie de Paris-39e, Mairie de Paris-40e, Mairie de Paris-41e, Mairie de Paris-42e, Mairie de Paris-43e, Mairie de Paris-44e, Mairie de Paris-45e, Mairie de Paris-46e, Mairie de Paris-47e, Mairie de Paris-48e, Mairie de Paris-49e, Mairie de Paris-50e, Mairie de Paris-51e, Mairie de Paris-52e, Mairie de Paris-53e, Mairie de Paris-54e, Mairie de Paris-55e, Mairie de Paris-56e, Mairie de Paris-57e, Mairie de Paris-58e, Mairie de Paris-59e, Mairie de Paris-60e, Mairie de Paris-61e, Mairie de Paris-62e, Mairie de Paris-63e, Mairie de Paris-64e, Mairie de Paris-65e, Mairie de Paris-66e, Mairie de Paris-67e, Mairie de Paris-68e, Mairie de Paris-69e, Mairie de Paris-70e, Mairie de Paris-71e, Mairie de Paris-72e, Mairie de Paris-73e, Mairie de Paris-74e, Mairie de Paris-75e, Mairie de Paris-76e, Mairie de Paris-77e, Mairie de Paris-78e, Mairie de Paris-79e, Mairie de Paris-80e, Mairie de Paris-81e, Mairie de Paris-82e, Mairie de Paris-83e, Mairie de Paris-84e, Mairie de Paris-85e, Mairie de Paris-86e, Mairie de Paris-87e, Mairie de Paris-88e, Mairie de Paris-89e, Mairie de Paris-90e, Mairie de Paris-91e, Mairie de Paris-92e, Mairie de Paris-93e, Mairie de Paris-94e, Mairie de Paris-95e, Mairie de Paris-96e, Mairie de Paris-97e, Mairie de Paris-98e, Mairie de Paris-99e, Mairie de Paris-100e

Toutes les semaines, des Kiosques Mobilité, Formation et Emploi sont proposés. Le Kiosque Emploi, organisé en accès libre, permet aux jeunes de mettre à jour leur CV et postuler directement à des offres d'emploi avec les Chargés de Relation Entreprises. Ces derniers collaborent étroitement avec diverses structures locales impliquées dans l'insertion, la jeunesse et l'emploi. Des agents de France Travail interviennent ponctuellement pour présenter l'Employ store.

En complément, des ateliers numériques ponctuels peuvent être organisés. Orange solidarité anime par exemple un atelier sur l'identité numérique, l'initiation word et excel, savoir utiliser sa messagerie et l'initiation à l'utilisation de l'ordinateur. Ces ateliers peu réguliers mériteraient d'être développés pour bénéficier à un plus grand nombre de jeunes. Trop souvent, les animateurs et conseillers repèrent un manque de pratique et des lacunes quant à l'utilisation des outils numériques dont l'usage est essentiel et favorise l'accès à l'emploi et à la formation.



me
Mission Locale MVS
Missions de Service à la Jeunesse

Avançons ensemble
KIOSQUE MOBILITÉ
Le lundi à 9h
Toutes les 2 semaines

Intéressé(e) ?
Contactez votre
conseiller référent

Mission Locale MVS - 10 rue de la République - 91000 Evry - 03 1 62 50 00 00

Partenaires : France Travail, Pôle Emploi, Région Île-de-France, Département de Seine-et-Marne, Mairie d'Evry, Mairie de Brunoy, Mairie de Chelles, Mairie de Chichouy, Mairie de Fontainebleau, Mairie de Gagny, Mairie de Gournay-sur-Marne, Mairie de Lagny-sur-Marne, Mairie de Marolles-en-France, Mairie de Meaux, Mairie de Meilly-sur-Loire, Mairie de Montigny-Laguyon, Mairie de Noisy-le-Grand, Mairie de Noisy-le-Roi, Mairie de Noisy-sur-Seine, Mairie de Paris, Mairie de Paris-13e, Mairie de Paris-15e, Mairie de Paris-16e, Mairie de Paris-17e, Mairie de Paris-18e, Mairie de Paris-19e, Mairie de Paris-20e, Mairie de Paris-21e, Mairie de Paris-22e, Mairie de Paris-23e, Mairie de Paris-24e, Mairie de Paris-25e, Mairie de Paris-26e, Mairie de Paris-27e, Mairie de Paris-28e, Mairie de Paris-29e, Mairie de Paris-30e, Mairie de Paris-31e, Mairie de Paris-32e, Mairie de Paris-33e, Mairie de Paris-34e, Mairie de Paris-35e, Mairie de Paris-36e, Mairie de Paris-37e, Mairie de Paris-38e, Mairie de Paris-39e, Mairie de Paris-40e, Mairie de Paris-41e, Mairie de Paris-42e, Mairie de Paris-43e, Mairie de Paris-44e, Mairie de Paris-45e, Mairie de Paris-46e, Mairie de Paris-47e, Mairie de Paris-48e, Mairie de Paris-49e, Mairie de Paris-50e, Mairie de Paris-51e, Mairie de Paris-52e, Mairie de Paris-53e, Mairie de Paris-54e, Mairie de Paris-55e, Mairie de Paris-56e, Mairie de Paris-57e, Mairie de Paris-58e, Mairie de Paris-59e, Mairie de Paris-60e, Mairie de Paris-61e, Mairie de Paris-62e, Mairie de Paris-63e, Mairie de Paris-64e, Mairie de Paris-65e, Mairie de Paris-66e, Mairie de Paris-67e, Mairie de Paris-68e, Mairie de Paris-69e, Mairie de Paris-70e, Mairie de Paris-71e, Mairie de Paris-72e, Mairie de Paris-73e, Mairie de Paris-74e, Mairie de Paris-75e, Mairie de Paris-76e, Mairie de Paris-77e, Mairie de Paris-78e, Mairie de Paris-79e, Mairie de Paris-80e, Mairie de Paris-81e, Mairie de Paris-82e, Mairie de Paris-83e, Mairie de Paris-84e, Mairie de Paris-85e, Mairie de Paris-86e, Mairie de Paris-87e, Mairie de Paris-88e, Mairie de Paris-89e, Mairie de Paris-90e, Mairie de Paris-91e, Mairie de Paris-92e, Mairie de Paris-93e, Mairie de Paris-94e, Mairie de Paris-95e, Mairie de Paris-96e, Mairie de Paris-97e, Mairie de Paris-98e, Mairie de Paris-99e, Mairie de Paris-100e

Depuis 1996, la Mission Locale développe un réseau de Parrainage/Marrainage en s'appuyant sur un réseau de bénévoles ; premier réseau en Île-de-France. Outil de lutte contre les discriminations, l'action de Parrainage/Marrainage a pour objectif de faciliter l'accès ou le maintien dans l'emploi des personnes rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle en raison de leur origine étrangère, de leur lieu d'habitation, de leur faible niveau de formation, ou de leur milieu social. La Mission Locale leur propose un accompagnement auprès d'un bénévole, retraité ou en activité, afin de bénéficier de conseils, de coaching, de soutien, dans leurs démarches de recherche d'emploi.



me
Mission Locale MVS
Missions de Service à la Jeunesse

Trouver sa formation
KIOSQUE FORMATION
Tous les vendredis
à 13h45

Intéressé(e) ?
Contactez votre
conseiller référent

Mission Locale MVS - 10 rue de la République - 91000 Evry - 03 1 62 50 00 00

Partenaires : France Travail, Pôle Emploi, Région Île-de-France, Département de Seine-et-Marne, Mairie d'Evry, Mairie de Brunoy, Mairie de Chelles, Mairie de Chichouy, Mairie de Fontainebleau, Mairie de Gagny, Mairie de Gournay-sur-Marne, Mairie de Lagny-sur-Marne, Mairie de Marolles-en-France, Mairie de Meaux, Mairie de Meilly-sur-Loire, Mairie de Montigny-Laguyon, Mairie de Noisy-le-Grand, Mairie de Noisy-le-Roi, Mairie de Noisy-sur-Seine, Mairie de Paris, Mairie de Paris-13e, Mairie de Paris-15e, Mairie de Paris-16e, Mairie de Paris-17e, Mairie de Paris-18e, Mairie de Paris-19e, Mairie de Paris-20e, Mairie de Paris-21e, Mairie de Paris-22e, Mairie de Paris-23e, Mairie de Paris-24e, Mairie de Paris-25e, Mairie de Paris-26e, Mairie de Paris-27e, Mairie de Paris-28e, Mairie de Paris-29e, Mairie de Paris-30e, Mairie de Paris-31e, Mairie de Paris-32e, Mairie de Paris-33e, Mairie de Paris-34e, Mairie de Paris-35e, Mairie de Paris-36e, Mairie de Paris-37e, Mairie de Paris-38e, Mairie de Paris-39e, Mairie de Paris-40e, Mairie de Paris-41e, Mairie de Paris-42e, Mairie de Paris-43e, Mairie de Paris-44e, Mairie de Paris-45e, Mairie de Paris-46e, Mairie de Paris-47e, Mairie de Paris-48e, Mairie de Paris-49e, Mairie de Paris-50e, Mairie de Paris-51e, Mairie de Paris-52e, Mairie de Paris-53e, Mairie de Paris-54e, Mairie de Paris-55e, Mairie de Paris-56e, Mairie de Paris-57e, Mairie de Paris-58e, Mairie de Paris-59e, Mairie de Paris-60e, Mairie de Paris-61e, Mairie de Paris-62e, Mairie de Paris-63e, Mairie de Paris-64e, Mairie de Paris-65e, Mairie de Paris-66e, Mairie de Paris-67e, Mairie de Paris-68e, Mairie de Paris-69e, Mairie de Paris-70e, Mairie de Paris-71e, Mairie de Paris-72e, Mairie de Paris-73e, Mairie de Paris-74e, Mairie de Paris-75e, Mairie de Paris-76e, Mairie de Paris-77e, Mairie de Paris-78e, Mairie de Paris-79e, Mairie de Paris-80e, Mairie de Paris-81e, Mairie de Paris-82e, Mairie de Paris-83e, Mairie de Paris-84e, Mairie de Paris-85e, Mairie de Paris-86e, Mairie de Paris-87e, Mairie de Paris-88e, Mairie de Paris-89e, Mairie de Paris-90e, Mairie de Paris-91e, Mairie de Paris-92e, Mairie de Paris-93e, Mairie de Paris-94e, Mairie de Paris-95e, Mairie de Paris-96e, Mairie de Paris-97e, Mairie de Paris-98e, Mairie de Paris-99e, Mairie de Paris-100e

Au départ avec quelques parrains chefs d'entreprise, le réseau s'est déployé pour atteindre une soixantaine de bénévoles lorsque l'action était soutenue et accompagnée par des Hauts Fonctionnaires d'Etat. Aujourd'hui, on compte une trentaine de parrains de tout horizon, principalement en activité qui rencontre environ 200 jeunes par an. Le nombre de jeunes parrainés fait de MEI-MVS le premier réseau de parrainage en IDF. Afin de s'adapter aux disponibilités des parrains et au profil des jeunes, la Mission Locale a souvent adapté l'animation et l'organisation du réseau. Aujourd'hui, deux types d'accompagnements sont proposés et peuvent être complémentaires : l'accompagnement individuel et les ateliers collectifs. Les parrains restent libres dans la mise en œuvre de l'accompagnement et choisissent les modalités d'intervention (individuel ou collectif, thème abordé, lieu de l'intervention, fréquence des rendez-vous), ainsi que le nombre de jeunes qu'ils souhaitent/peuvent parrainer.

Les parrains proposent des temps de préparation aux entretiens de recrutement, préparent l'intégration en emploi par des conseils et échanges avec les jeunes parrainés. Certains partagent leur carnet d'adresse et accompagnent les jeunes à postuler. Cependant, la majorité des contacts sont liés à la découverte de métiers et l'élargissement des choix professionnels.

En 2023, 30% des jeunes ayant intégré un accompagnement parrainage en sortaient avec une situation emploi et 14% en formation. 49% étaient des femmes, 27% étaient issu d'un QPV et 40% avait un niveau IV.

Bien que conforme aux attentes des financeurs et correspondant de près aux caractéristiques des jeunes accueillis à la Mission Locale, la part des jeunes issus des QPV mériteraient d'être augmentée légèrement pour atteindre à minima 30%.

A l'inverse, la part des femmes bénéficiant d'un parrainage est satisfaisante au regard du pourcentage de femmes accueillies en 2023 (40% en premier accueil). Elle permet de répondre positivement à l'objectif premier du parrainage : bénéficier prioritairement aux minorités invisibles.



Depuis 1996, la Mission Locale organise également un Forum de l'Emploi et de la Formation. Evènement devenu incontournable sur le territoire, il a accueilli au fil des années de plus en plus de visiteurs et exposants.

Après avoir occupé durant presque 20 ans la salle du Mas à Le Mée-Sur-Seine, le Forum se déroule aujourd'hui à Melun depuis 2015. Pendant 2 jours, les partenaires de l'emploi et de la formation viennent proposer leurs offres d'emploi et de formation aux visiteurs. Des conférences sont organisées sur des sujets variés comme la lutte contre le cyberharcèlement, l'apprentissage, la mobilité internationale, le compte personnel de formation, la création d'entreprise, les métiers de l'artisanat, les opportunités d'emploi sur notre territoire dans les métiers en tension, la gestion des émotions et du stress lors d'un entretien d'embauche...

A la sortie du Forum, les visiteurs sont amenés à compléter un questionnaire de satisfaction permettant à MEI-MVS d'adapter son organisation, son offre d'exposants ou de conférences. A la fin de chaque journée, un questionnaire est également transmis aux exposants partageant leur avis et satisfaction.

En 2023, pour 85,9% des visiteurs, le Forum a répondu à leurs attentes en termes d'offres. 95,4% se disaient satisfaits à très satisfait de l'organisation.

Après avoir constaté et recueilli l'avis des exposants et des visiteurs, le Forum s'est adapté à la demande intégrant des secteurs d'activité variés et favorisant la présence des entreprises en recrutement et non leur intermédiaire.

Aussi, face à un engouement grandissant pour cet événement et la volonté des visiteurs de découvrir concrètement les métiers proposés, MEI-MVS a souhaité développer les démonstrations avec ses exposants. Ainsi, un premier Village de l'apprentissage a été initié expérimentalement en 2014 en ce sens. Puis, après avoir échangé avec de nombreux partenaires lors d'un séminaire organisé avec les acteurs de Dynam'Act, le Village de l'apprentissage a été organisé par MEI-MVS en 2023 puis 2024, réunissant divers organismes offrant un spectacle de démonstration.

En 2023, le Forum accueillait presque 2000 visiteurs et 95 exposants. Le Village, organisé sur un après-midi, accueillait quant à lui presque 380 visiteurs pour 8 exposants.

Aujourd'hui, les exposants de tous horizons souhaitent tenir un stand sur le Forum ou présenter leurs métiers, avec un espace plus grand, sur le village. Faute de place, il n'est pas rare que MEI-MVS refuse des exposants.

Aussi, afin d'accompagner au mieux les jeunes, la Mission Locale propose de nombreux ateliers collectifs divers et variés abordant différents champs. Détaillés dans les parties suivantes, ils sont en lien avec les attentes des jeunes. En effet, comme déjà évoqué, on constate globalement que 83,5% des demandes des jeunes concernent le projet professionnel, l'emploi et la formation.

b. Projet professionnel

Le projet professionnel des jeunes est travaillé en entretien individuel avec les conseillers et est appuyé par une action d'évaluation des compétences. Animée par un Chargé de bilans psychologue, cette action est composée d'ateliers permettant l'élaboration du projet professionnel des jeunes.

Depuis de nombreuses années, diverses opérations cofinancées par le Fonds Social Européen ont permis de développer des actions d'évaluation des compétences, notamment pour la validation de projet professionnel des jeunes.



La programmation 2021-2027 permet aujourd'hui la réalisation d'un parcours validant le projet professionnel et permettant un accompagnement vers l'emploi ou la formation. Destiné aux jeunes de 16 à 29 ans, ce parcours nommé « Parcours compétences » permet la multiplication d'expériences positives, des visites entreprises et d'organismes de formation, la validation et la montée en compétences, des immersions et des mises en pratique.

La synthèse réalisée par le Chargé de bilan-psychologue est ensuite transmise au conseiller référent du jeune avec son accord. Elle permet d'élaborer un plan d'actions et un parcours adapté à chacun à partir des intérêts professionnels et des aptitudes mesurées lors de tests psychotechniques.

Un Passeport reprenant les compétences validées au cours des ateliers et celles à travailler est délivré aux jeunes.

L'objectif de l'opération est ainsi de repérer et valider les compétences des jeunes d'une part et, de proposer des candidats prêts à l'embauche dont les profils répondent aux attentes des entreprises d'autre part.

En 2023, seule une centaine de jeunes a participé à ces différents modules.

Aussi, les animations liées à la découverte des métiers sont outillées par des casques à réalité virtuelle. La Mission Locale a fait le choix d'acquérir ces casques permettant la découverte de plus de 200 métiers de manière ludique et innovante. Ils sont également utilisés lors des ateliers réalisés dans le cadre du Contrat d'Engagement Jeune.



Afin de valider les projets professionnels, les conseillers et animateurs d'actions encouragent les jeunes à multiplier les immersions professionnelles en entreprises et les enquêtes métier.

En 2023, 150 Périodes d'Immersion en Milieu Professionnel (PMSMP) ont été comptabilisées. Elles méritent d'être développées tant du côté des jeunes que des entreprises.

La même année, 28,2% des jeunes accompagnés ont bénéficié d'un acte de service lié au projet professionnel.

Aussi, considérant le fait que 38% des jeunes accueillis pour la première fois ont pour première demande de chercher leur projet professionnel, MEI-MVS estime nécessaire de développer et augmenter le nombre d'actions liés à ce sujet et ce, malgré le nombre de jeunes ayant bénéficié d'un acte de service lié au projet professionnel.

c. Relation Entreprises

En étroite collaboration avec les employeurs, les partenaires et les chercheurs d'emploi, les Chargés de Relation Entreprises facilitent la rencontre entre l'offre et la demande d'emploi.

Ils ont pour mission de favoriser l'emploi des jeunes en facilitant le processus de recrutement et en offrant un soutien aux candidats tout au long de leur recherche d'emploi.

En 2023, 84,2% des jeunes accompagnés ont bénéficié d'un acte de service lié à l'emploi.

On comptabilisait 1 342 situations emploi, formation et alternance, 941 situations emploi. Aussi, on comptabilisait 7 créations d'entreprise et 19 situations d'emploi dans le cadre de l'Insertion par l'Activité Economique.

Le secteur des transports et de la logistique est le secteur qui a recruté le plus de jeunes avec une prépondérance des missions d'intérim. Le taux élevé de contrats signés dans ce secteur (39,7%) s'explique par la présence de nombreuses entreprises sur le bassin d'emploi et ses alentours. Les liens avec le secteur de l'industrie restent à développer pour répondre aux besoins des employeurs du secteurs.

Les contrats signés par secteur d'activité	
Transport et logistique	39.7%
Commerce/Vente/Grande distribution	17.5%
Hôtellerie/Restauration/Tourisme et loisirs	16.3%
Service à la personne et aux collectivités	6.9%
BTP	5.1%
Support à l'entreprise	4.6%
Industrie	2.6%

Par l'intermédiaire des Chargés de Relation Entreprises, MEI-MVS propose de :

- Répondre à la demande des partenaires et des employeurs qui cherchent à améliorer la qualité de leurs recrutements : en diffusant leurs offres d'emploi, en proposant un sourcing et des candidatures, en donnant des informations sur les dispositifs d'aides à l'embauche et les contrats adaptés, en proposant l'élaboration de fiches de poste.
- Favoriser l'accès à l'emploi par le placement durable des personnes en difficultés d'insertion et le recrutement dans les entreprises locales, notamment dans les secteurs en tension,
- Encourager l'accès à l'emploi des personnes en difficulté, particulièrement celles ayant des problèmes de maîtrise de l'écrit : par le biais d'ateliers adaptés aux publics
- Développer des actions ou de nouveaux projets pour répondre aux besoins du public accueilli et des partenaires (exemples : sessions de recrutement classiques et moins conventionnelles favorisant l'échange, visites d'entreprises)



MEI-MVS intensifie sa coopération avec les entreprises en signant des conventions de partenariat négociées. Ces dernières formalisent les pratiques et le lien entre l'association et le partenaire.

Chaque partie s'engage ainsi à favoriser l'accès à l'emploi des personnes accompagnées par le biais d'actions et événements à programmer dans l'année ou au gré des besoins.

Ces dernières prévoient par exemple la diffusion des offres d'emploi, la mise en place de sessions de recrutement, la participation au Forum de l'Emploi et de la Formation etc.... Ces conventions valorisent ainsi une volonté réciproque d'agir ensemble et de manière concrète à l'insertion des publics accompagnés.

Les Chargés de Relation Entreprises maintiennent le lien avec les partenaires employeurs du territoire et réalisent des opérations de prospection.

Ils recueillent et analysent les besoins du territoire au fil de l'eau d'une part et préparent et sélectionnent les candidats d'autre part avant de les mettre en relation.

Régulièrement, ils recherchent des offres d'emploi qui pourraient correspondre aux profils des demandeurs d'emploi accompagnés. Ils s'organisent alors pour visiter des entreprises correspondant aux besoins.

A l'inverse, les Chargés de Relation Entreprises se rapprochent des structures à fort potentiel de recrutement. Des sessions de recrutement collectives sont régulièrement organisées pour permettre aux entreprises de présenter leur enseigne, les postes à pourvoir et de réaliser des entretiens de pré-recrutement.

Les employeurs et les Chargés de Relation Entreprises présentent régulièrement les métiers et les avantages aux chercheurs d'emploi ; notamment dans les secteurs en tension comme la grande distribution, le commerce, l'hôtellerie/restauration, le BTP, et la logistique.

Les TPE/PME du territoire sont également prospectées pour bénéficier des services d'aide au recrutement de MEI-MVS. Les dispositifs d'aides à l'embauche (préparation opérationnelle à l'embauche, contrat d'apprentissage, contrat de professionnalisation, contrat unique d'insertion) sont encouragés.

Dans le cadre de la signature des contrats aidés du secteur non marchand, les Chargés de Relation Entreprises accompagnent les collectivités dans leur recrutement et le suivi en emploi des jeunes embauchés.

Plus globalement, à la demande du jeune ou de l'employeur, ils proposent aussi un suivi des nouveaux jeunes salariés et une aide à l'intégration du salarié si nécessaire.

En lien avec les secteurs économiques et acteurs présents sur le territoire, les Chargés de Relation Entreprises ont largement prospecté et informé sur les dispositifs d'aide à l'embauche, conseillé sur les différents contrats de travail ou proposé des immersions en milieu professionnel.

Cependant, au regard de l'évolution constante du marché, cette démarche pourrait être développée et être pleinement optimisée afin de proposer plus de solutions aux recruteurs et demandeurs d'emploi.

Il y a de nombreuses années, l'association a su proposer une offre de recrutement sur mesure à de grandes entreprises comme la Société Générale ou Carrefour. Tel un cabinet de recrutement, les Chargés de bilan-psychologue réalisaient des fiches de poste et proposaient des tests psychotechnique aidant au recrutement. Les entretiens étaient réalisés par les Chargés de Relation Entreprises en lien avec le service des Ressources humaines des employeurs.

L'association était également agréée pour réaliser des bilans de compétences pour les salariés (Fongecif notamment).

A la demande de l'Etat, ce centre de bilan nommé CEP (Centre d'Evaluation Professionnelle) a dû stopper son activité pour dédier ses actions au service des jeunes. Porté par l'association, les devises du CEP étaient « S'évaluer pour évoluer » et « Se mesurer pour se projeter ».

Cependant, cette activité permettait une reconnaissance et facilitait le lien avec les entreprises ; elle permettait de gagner la confiance des entreprises et engager un accompagnement au recrutement.

Le volet Evaluation professionnelle en lien direct avec les entreprises mériterait d'être développé. Même si aujourd'hui certains jeunes sont évalués avant de transmettre leur candidature, il serait souhaitable qu'ils soient plus nombreux et que les évaluations soient définies avec les employeurs en amont.

MEI-MVS est adhérente à la CPME et au MEDEF. Elle a toujours entretenu des partenariats plus ou moins forts avec la Fédération du BTP 77, la CSTP77, la CAPEB, ProBTP et les associations d'entreprises du territoire. Ces liens sont évolutifs au fil des années et, à l'image des liens avec tous les partenaires, ils méritent d'être maintenus de manière continue et développés.

Aussi, depuis 2019, MEI-MVS est adhérente au Rotary Club Melun-Vicomté par l'intermédiaire de son Directeur. Ce dernier a tenu la Présidence du Club durant l'année écoulée. L'adhésion au sein du Club Service permet de tisser des liens notamment avec les entreprises également adhérentes au Club.

Du côté de la création d'entreprise, MEI-MVS joue un rôle d'intermédiaire avec divers partenaires et futurs créateurs.

Les Conseillers en insertion sociale et professionnelle et les animateurs d'ateliers sensibilisent et conseillent les jeunes en demande. Un référent Création d'entreprises interne transmet les informations des partenaires aux conseillers.

Les jeunes sont, en fonction de leur profil et l'avancée de leurs démarches, orientés vers des acteurs clés locaux en charge d'accompagner les créateurs et en particulier ceux résidants en Quartier Politique de la Ville : l'ATELIER, l'ADIE et Initiative Melun Val de Seine & Sud Seine-et-Marne.

L'ATELIER est un Centre d'affaires situé à Melun, Le Mée-sur-Seine et Dammarie-lès-Lys.

Souhaité et soutenu par la CAMVS à partir de 2018, le Centre affaires Quartier est réparti dans les trois communes portant un QPV et donc situé sur trois sites distincts.

S'inscrivant dans le cadre du programme Investissement Territorial Intégré (ITI) mobilisant des Fonds Européens, la CAMVS a retenu, par voie de marché public et de délégation de service public, le prestataire BTMI Conseils pour gérer le Centre et ses trois sites.

L'ATELIER a pour objet d'encourager la création d'activité, soutenir les porteurs de projets et dynamiser le développement économique dans les quartiers.

Il facilite les premiers pas de ceux qui souhaitent créer leur propre activité en leur mettant à disposition des locaux à des conditions de location très abordables, en leur proposant des services et un accompagnement tout au long du processus de création et pendant la période de démarrage.

Sur place, ils bénéficient de services dans de nombreux domaines, pour les aider dans le montage de leur projet et pérenniser leur activité : formations sur la gestion, prospection commerciale, comptabilité, mais aussi ateliers, rencontres et mise en réseau sont assurés.

Le centre d'affaires est adapté au public accueilli par MEI-MVS dans la mesure où il s'adresse prioritairement aux demandeurs d'emploi qui ont un projet de création d'entreprise, aux jeunes inactifs, aux entrepreneurs du secteur de l'économie sociale et solidaire et, plus largement, à tous ceux qui souhaitent entreprendre.

L'ADIE est l'association solidaire qui défend l'idée que chacun, même sans capital et sans diplôme, peut devenir entrepreneur. Depuis 35 ans, leur réseau de spécialistes finance et accompagne les créateurs d'entreprise pour une économie plus inclusive : peut devenir entrepreneur celui qui a accès au crédit et à un accompagnement professionnel, personnalisé, fondé sur la confiance, la solidarité et la responsabilité.

Concrètement, elle finance tout type d'activité professionnelle jusqu'à 12 000€, leurs spécialistes apportent un suivi personnalisé et gratuit pour chaque projet et ils luttent contre les freins et les stéréotypes, pour que toute personne qui le souhaite puisse devenir entrepreneur.

ADIE intervient chez MEI-MVS depuis 2023 et plus particulièrement auprès des jeunes du CEJ. L'association accompagne tout type de créateur, quel que soit son projet et son statut (en recherche d'emploi, salarié, micro-entrepreneur, en SARL, etc...)

Initiative Melun Val de Seine & Sud Seine-et-Marne permet aux créateurs de bénéficier d'un accompagnement individualisé en amont du financement de leur projet et pendant toute la durée du remboursement du prêt d'honneur (sans intérêt ni garantie) qui leur est accordé. Le public de MEI-MVS peut être orienté vers l'équipe d'Initiative dès lors qu'il a une intention de créer. Cependant, à ce jour, peu y sont guidés.

Destinataire d'un fonds à engager d'ici à 2030 pourvu à parité avec la CAMVS, MEI-MVS en sa qualité de structure satellite de l'agglomération sur ces sujets sera un intermédiaire incontournable pour le bon déroulement du projet.

Le rapport à la création d'entreprise est plutôt faible pour les jeunes accueillis à la Mission Locale. En 2023, seulement 44 jeunes ont bénéficié d'informations ou de conseils sur le sujet et 7 ont créé leur activité.

Les partenariats déjà engagés suffisent à orienter au mieux le public accompagné vers la création d'activité. D'autres structures et associations sur le territoire existent, elles pourraient être intéressées pour présenter leur offre de services méconnue des jeunes et certains professionnels.

Un référent création d'entreprises est présent au sein de MEI-MVS et est en mesure de répondre aux interrogations des futurs créateurs et professionnels de l'accompagnement. Des informations plus régulières, notamment au sein des animations réalisées en interne, permettraient sans doute aux jeunes d'envisager la création d'entreprise comme une option.

La Taxe d'Apprentissage concerne les entreprises, elles doivent toutes s'en acquitter.

Les missions locales étant habilitées à percevoir la partie hors quota de la taxe d'apprentissage, les Chargés de Relation Entreprises de MEI-MVS communiquent depuis 2021 auprès de leurs partenaires. En fléchant leurs versements vers notre structure, les entreprises soutiennent l'accès à la formation et à l'emploi des jeunes mais également au développement de projets innovants. Un important travail d'information est réalisé car nombreuses sont les entreprises qui ignorent que les missions locales sont habilitées à la percevoir. Sont ciblés en priorité celles avec lesquelles MEI-MVS collabore quotidiennement, mais cette période est également propice pour démarcher de nouveaux partenaires.

Une fois la date de début des versements fixée au niveau national, les salariés de MEI-MVS ajoute un lien à leur signature d'e-mail. Ce lien redirige vers la page du site Internet qui présente les modalités de versement de la Taxe d'Apprentissage (TA).

Les Chargés de Relation Entreprises informent ensuite tous les partenaires et opèrent une démarche de promotion de MEI-MVS. Ils relancent, prospectent pour collecter. La TA permet de soutenir le financement du Forum de l'Emploi et de la Formation ainsi que le Village de l'apprentissage, deux initiatives essentielles pour promouvoir l'apprentissage.



Questionnaire de satisfaction réalisé auprès des entreprises

Un sondage de satisfaction a été envoyé aux entreprises partenaires en février 2024. Parmi elles, 30 ont répondu aux 16 questions proposées, et beaucoup se disent satisfaites de notre collaboration et partenariat établi avec notre structure. 47% des entreprises ayant répondu travaillent avec MEI-MVS depuis plus de 3 ans et 43% entre 1 et 3 ans. 66% sont de grandes entreprises et 50% recrutent en CDI.

Les employeurs partenaires nous identifient bien et ont le réflexe de nous solliciter.

80% d'entre eux trouvent nos relations fluides et 90 % ont un interlocuteur clairement identifié, ce qui contribue à de bons résultats.

94% considèrent que la Mission Locale est un bon relais de présentation de leurs métiers auprès des jeunes et 96% estiment qu'elle est à l'écoute de leur besoin et réalise le lien avec les jeunes accompagnés.

Les entreprises estiment que la Mission Locale propose des services adaptés à leurs besoins pour 86%. Les 14% restant ne se sont pas sentis concernés par la question.

Notre réactivité est également à souligner, reconnue par 80 % des répondants. 70% des entreprises estiment être suffisamment en contact avec la Mission Locale.

Par ailleurs, nous avons réussi à dissiper les préjugés sur les publics que nous accompagnons. En effet, 83 % des partenaires interrogés estiment que la Mission Locale leur a permis de mieux comprendre la vision des jeunes sur le travail, ce qui n'était pas une tâche facile.

83% des partenaires pensent que notre organisation leur permet de rencontrer des profils auxquels ils n'auraient pas pensé. En effet, nous répondons aux besoins de l'employeur en termes de profil recherché, mais nous pouvons également proposer occasionnellement des candidatures spontanées pour des profils non initialement recherchés. Nous devons poursuivre cette démarche et continuer à surprendre les employeurs ; au-delà de répondre à leur problématique de recrutement, cette méthode permet de lutter contre les aprioris, la discrimination ou encore les inégalités.

A l'inverse, les réponses aux questions posées ont permis d'identifier plusieurs pistes d'amélioration :

- 7% des entreprises semblent ne pas assez connaître l'offre de service de la Mission Locale. Aussi, 6% des entreprises répondent ne pas solliciter la Mission Locale pour construire certaines actions comme des jobdatings ou forums. Une présentation de l'association plus approfondie doit alors être envisagée auprès de certaines entreprises, notamment auprès des nouveaux interlocuteurs. Le maintien du partenariat et la veille des contacts sont ainsi essentiels.
- A la question « le conseiller de la Mission Locale se déplace physiquement », 47% des entreprises disent être tout à fait d'accord, 10% pas du tout ou plutôt pas d'accord et 20% plutôt d'accord. 23% ne se sentaient pas concernés.

L'organisation de la Mission Locale ne permet pas aux conseillers de se déplacer physiquement.

En revanche, les Chargés de Relation Entreprises sont en lien avec les employeurs et se déplacent directement dans leurs locaux à la demande.

- Nous devons intensifier notre présence en rencontrant plus souvent nos partenaires. Bien que seulement 10% d'entre eux considèrent que nous ne le faisons pas suffisamment, l'équipe Relation Entreprises doit continuer sa prospection aléatoire. Cela reste l'un des moyens les plus efficaces pour atteindre un maximum d'entreprises et élargir notre portefeuille de contacts.
- 80% des entreprises considèrent que les profils que nous leur transmettons correspondent à leurs attentes. Même si seuls 14% des entreprises répondent « plutôt pas d'accord » à la question « Les profils orientés par la Mission Locale sont adaptés à vos besoins », nous devons alors améliorer la qualité des candidatures envoyées pour se rapprocher des 100% de satisfaction.
- Pour 82% des entreprises, les informations transmises concernant les candidats sont suffisamment détaillées. C'est un excellent chiffre mais il faudrait atteindre les 100%.

Nous devons accentuer les efforts quant à la présélection des candidatures transmises. L'atelier CV mis en place courant 2024 est un des moyens d'y parvenir, il permet de recevoir toutes les semaines des candidats avant de transmettre leur CV mis à jour aux employeurs.

Un employeur satisfait fera de nouveau appel à nos services et nous recommandera à d'autres entreprises. En revanche, un employeur insatisfait n'hésitera pas à ternir l'image de nos services et du public jeune. Il est crucial que les candidatures transmises soient de meilleure qualité et correspondent aux attentes des employeurs. Le développement d'actions permettant l'évaluation des compétences professionnelles, en augmentant le nombre de sessions et de participants, pourrait être une solution à envisager.

- 65% des partenaires estiment que les candidats sont suffisamment préparés aux entretiens. 17% ne se sentent pas concernés et 17% considèrent qu'ils ne le sont pas suffisamment. Le parrainage doit être davantage sollicité ; cet outil a fait ses preuves et permet d'éviter les pièges inhérents à un entretien d'embauche.
- Globalement, près de 97% des entreprises interrogées se déclarent satisfaites des services fournis par notre structure ; ce chiffre reflète la qualité du travail réalisé.

Au fil des années, MEI-MVS a développé un solide réseau d'entreprises. Notre réputation s'est solidement établie sur le territoire, comparable à celle de France Travail, et nous avons su instaurer des relations de confiance avec les acteurs économiques.

Nous collaborons aussi bien avec des TPE qu'avec de grandes entreprises telles que la SNCF, la RATP, et CARREFOUR. Les entreprises de travail temporaire sont également des partenaires privilégiés. Tout au long de l'année, nous organisons des sessions de recrutement et deux événements majeurs liés à l'intérim : l'un en fin d'année et l'autre avant l'été, sous forme de job dating. Les entreprises sont conviées à l'évènement annuel et marquant du territoire, le Forum de l'Emploi et de la Formation.

Les collectivités locales comptent parmi nos partenaires clés, notamment lors de la mise en place de nouveaux dispositifs d'aide à l'embauche initiés par l'État. Dans le cadre de ces contrats aidés, l'État nous confère un rôle incontournable dans la prescription et l'accompagnement à l'emploi des jeunes embauchés.

Les principales communes sont Melun, Dammarie-lès-Lys, Le Mée-sur-Seine sans oublier toutes celles qui dépendent de notre territoire d'intervention (61 au total).

Depuis quelques années, nous avons entrepris de formaliser nos relations à travers des conventions de partenariat. Ces conventions permettent, entre autres, de mettre en place des actions concrètes et, surtout, de veiller à leur réalisation.

Ces conventions incluent les différentes actions que nous souhaitons mener ensemble, telles que la participation systématique à nos événements phares, notamment le Forum de l'Emploi et de la Formation et le Village de l'Apprentissage. Est aussi conventionné pour certains partenaires leur soutien financier et le versement de leur Taxe d'Apprentissage.

Différentes structures nous font confiance comme Crit, Synergie, Total Energies, Véolia Eau, la RATP, l'ADIE, l'ANAF ou encore le CIRFA.

MEI-MVS collabore avec les SIAE, structures porteuses d'emploi et d'expériences pour les publics accueillis. Le partenariat est développé avec certaines permettant aux jeunes et moins jeunes de bénéficier de ce type d'activité adaptée à leur profil. Sachant que 14% des salariés de l'IAE sont âgés de 18 à 26 ans et que le taux de sortie dynamique s'élève à 61% au niveau national, il serait intéressant de développer ce type de parcours pour certains jeunes. Les jeunes de la Mission Locale sont ponctuellement orientés vers les offres proposées par les structures IAE via la plateforme BétaInclusion. Depuis 2021, 93 candidatures de jeunes ont été réalisées.

En complément des structures présentes sur son territoire, l'association travaille avec celles implantées aux alentours et ce, plus particulièrement dans le cadre de son activité PLIE.

Nous pouvons citer par exemple AIPI, EI qui œuvre dans le domaine du bâtiment située à Verneuil l'Etang. MEI-MVS travaille également en collaboration avec les structures situées sur le territoire voisin de Sénart

comme la Croix rouge insertion avec APPRO77 de Savigny-le-Temple proposant une plateforme logistique alimentaire. Un partenariat est lié avec ARES SERVICES 77, dans le secteur de la logistique à Moissy-Cramayel ou encore PIJE/ADSEA 77 et le Logis-formation/ADSEA 77 pour les chantiers d'insertion dans les espaces verts, le maraîchage bio, la restauration et le transport de personnes à Combs-la-Ville.

Bien que situé à Montévrain, l'ETTI JANUS intervient également sur le territoire du Bassin Centre 77.

Dans le cadre du développement des Clauses sociales dans les marchés, les facilitateurs de MEI-MVS entretiennent quant à eux un lien privilégié avec toutes ces structures.

Aussi, une fois par an, dans le cadre de l'activité de Placement du PLIE, les structures de l'IAE sont conviées à un jobdating organisé au siège de MEI-MVS à La Rochette. Ce temps permet de réunir entre 6 et 8 structures et une soixantaine de personnes relevant de l'IAE. Les jeunes sont évidemment conviés et un partenariat est lié avec France Travail permettant aux demandeurs d'emploi du Bassin Centre 77 de profiter de ce temps.



Aussi, toujours dans le cadre des SIAE et des partenariats, un représentant de MEI-MVS est invité aux dialogues de gestion des SIAE sur proposition de la DDETS 77.

d. Formation

En 2023, 71,2% des jeunes accompagnés ont bénéficié d'un acte de service lié à la formation et on comptabilisait 304 situations formation.

Aussi, les domaines dans lesquels les jeunes se forment correspondent aux secteurs à fort potentiel de recrutement. On constate que, dans le cadre de leur accompagnement, ils s'orientent et se forment prioritairement dans les domaines de l'hôtellerie et de la restauration ainsi que des services à la personne.

La Mission Locale intervient sur son territoire et s'externalise afin de multiplier les pistes d'orientation et d'emploi offertes à son public et de proposer des projets spécifiques. Les missions locales peuvent collaborer avec les autres missions locales voisines ou d'autres structures pour mener des actions spécifiques nécessitant une mutualisation des ressources et des compétences.

Des conventions de coopération peuvent être mises en place pour répondre à des besoins particuliers des jeunes ou pour des projets spécifiques qui nécessitent une intervention sur plusieurs territoires. Certains programmes ou dispositifs peuvent avoir une dimension interterritoriale, comme les initiatives financées par l'Union européenne ou les projets régionaux qui visent à harmoniser les actions à une échelle plus large. Les missions locales peuvent ainsi être amenées à intervenir hors de leur périmètre habituel pour participer à des actions de plus grande envergure.

Par ailleurs, le travail de partenariat permet de travailler en étroite collaboration avec les centres de formation accessibles à nos publics. Ceux-ci peuvent se trouver en région parisienne (tout en étant facilement accessibles en transport) ou porter sur des domaines spécifiques. Ainsi, nous transmettons les offres de formation et proposons également des visites sur site à nos jeunes. Cela permet une connaissance élargie et un panel important de domaines professionnels envisageables.

Les partenaires peuvent également être sollicités afin d'intervenir auprès des jeunes. Nous proposons un « Kiosque Formation », permettant aux jeunes d'obtenir des informations concernant les différentes formations mais également de procéder directement à des recherches ou des inscriptions. Dans ce cadre, chaque semaine, un organisme de formation est présent lors de la deuxième partie de l'atelier afin de présenter brièvement son activité et être en renfort de l'animatrice.



Un autre exemple, la convention de partenariat signée avec le CIRFA permet de proposer aux jeunes de la Mission Locale des informations collectives mensuelles afin de découvrir les métiers de l'Armée et les différents parcours professionnels envisageables.



Comme action sollicitant les missions locales du territoire, un stage de remobilisation est proposé à l'ensemble des jeunes des missions locales de Seine-et-Marne. Ce stage a pour objectif de proposer aux jeunes de passer une semaine dans un cadre leur permettant de changer d'environnement et d'acquérir les compétences, savoir-être, nécessaires à la réussite d'un job dating. L'Ecole des Officiers de la Gendarmerie Nationale a reçu 10 jeunes issus de 3 missions locales en 2023. Ce cadre prestigieux a permis aux jeunes de se préparer efficacement à un job dating via des ateliers animés par des partenaires intervenant sur différents champs d'action (la confiance en soi, la prise de parole, le coaching, l'image de soi, la préparation à l'entretien, le sport). Cela leur a également permis de s'ouvrir à de nouveaux horizons avec la découverte du milieu militaire et des nombreuses opportunités que celui-ci propose.

Une ouverture possible grâce à un partenariat renforcé sur le territoire.

Les salariés de MEI-MVS interviennent également au sein de différentes structures pour communiquer sur son offre de service. Ainsi, nous intervenons lors des Journées Défense et Citoyenneté (JDC) au CIRFA auprès des jeunes, à l'IRTS auprès des étudiants, chez IDC Formation auprès de leur public.

Les partenaires nous sollicitent également pour présenter notre activité à leurs équipes de professionnels afin de renforcer leur connaissance des différents dispositifs et axes sur lesquels nous intervenons. Nous pouvons citer des interventions à la Maison des Solidarités de Melun ou au sein du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation (SPIP).

Les conseillers de la Mission Locale et du PLIE ont recours à la Plateforme Orianeformpro (offre de formation de la Région IDF), France Travail, plateforme QIOZ qui permet de déterminer les niveaux en FLE.

Ils orientent vers Ressources Formation pour les compétences de base et pour le FLE : Le Rocheton (pour les primo-arrivants uniquement), IDC Formation (Formations linguistiques, POEC, entrée dans l'emploi et Titres professionnels).

Du côté du PLIE, les référents ont également recours à BimbamJob qui propose des cours FLE pour les bénéficiaires du RSA.

En ce qui concerne les formations pré-qualifiantes, les orientations se font régulièrement vers UPRMI et le COS, AFPA, IFE BAT, SAP 77 pour l'aide à la personne.

Les partenaires formation de MEI-MVS couvrent plusieurs domaines et s'étendent au-delà du territoire de l'agglomération Melun Val de Seine :

- Industrie : AFORP à Melun, IFFEN à Villeneuve-Saint-Georges, TOTAL ENERGIE RAFFINAGE à Mormant, VEOLIA EAU à Melun, Lycée Léonard de Vinci à Melun, TRAINING CENTER à Villaroche.
- Transport et logistique : AFTRAL à Savigny-le-Temple, DROP Academy à Vaux-le-Pénil, PROMOTRANS à Meaux
- BTP : CFA de Nangis, Fédération Compagnonnique à St-Thibault-des-Vignes, Lycée Benjamin Franklin à La Rochette, PRO EMPLOI à Dammarie-lès-Lys.
- Tertiaire/commerce : Campus St Aspais à Melun, CFA SMD Academy à Melun, CFA UTEC à Avon, Ecole des Leaders à Melun, Faculté des Métiers à Evry-Courcouronnes, IDC Formation à Melun, Lycée Joliot Curie à Dammarie-lès-Lys, PIGIER à Dammarie-lès-Lys, Grow Up Your Seeds à Voisenon, IVD Formation à Souppes-sur-Loing
- Numérique : Campus Numérique à Montereau, My Digital School à Dammarie-lès-Lys, Studio M à Dammarie-lès-Lys.
- Espaces verts : CFPPA UFA Bougainville à Briecomte-Robert, La Bretonnière à Chailly-en-Bière.
- Restauration : CFA UTEC à Avon, Ecole Professionnelle de Boucherie à Paris, IMA de Montereau.
- Aide à la personne / médical : CFA PLANCHAT à Paris, ESO (ostéopathie) à Champs-sur-Marne, IFAC à Combs-la-Ville, IRFASE à Courcouronnes, IRTS Parmentier à Melun, MFR du Gâtinais à Souppes-sur-Loing, Rebondir à Savigny-le-Temple, UPROMI à Le Mée-sur-Seine.
- Sécurité : HORUS Formation à Lieusaint, ACTE1 à Vaux-le-Pénil, GRETA à Melun
- Nucléaire : GRETA de Montereau
- Métiers du cheval : CFA Grosbois AFASEC à Boissy-Saint-Léger
- Esthétique : Ecole TERRADE et PIGIER à Dammarie-lès-Lys
- IMA de Melun, Campus Saint-Aspais de Melun
- Métiers de l'armée : CIRFA de Melun, services recrutement Police et Gendarmerie à Paris.
- Plateforme Acti+, situé à Lieusaint, elle est composée d'un ensemble de services et d'établissements. Dédiée à l'inclusion socio-professionnelle des personnes en situation de handicap, elle a pour vocation de les accompagner en formation, vers l'emploi et l'inclusion en milieu ordinaire ou protégé, grâce à divers dispositifs dédiés au public qu'elle accueille. Il est rare mais possible que le profil de nos publics soit commun.

Des structures partenaires contribuent à l'apprentissage et à la formation des publics et cela même si elles n'ont pas d'agrément en tant qu'organisme de formation. Nous pouvons citer par exemple :

- L'Association Confédération syndicale des Familles de Melun qui propose de l'alphabétisation et du FLE en petits groupes, sauf les primo-arrivants qui sont dirigés vers une autre structure,
- Le Centre social Le Mée-sur-Seine : ateliers sociolinguistiques et informatiques
- PIMM'S Médiation Melun et la Maison des Ressources à Dammarie-lès-Lys qui proposent des ateliers numériques,
- L'astrolabe de Melun propose également des ateliers de découverte du numérique et un approfondissement.
- Le CNAM est également l'un de nos partenaires liés à la formation.

Nous travaillons également en étroite collaboration avec France Travail et éventuellement les OPCO (dont l'OPCO EP) pour les Préparations Opérationnelles à l'Emploi (POE).

A la demande du public, MEI-MVS peut aussi être en lien avec les centres de bilans du territoire ou en faire la promotion. Certains participants du PLIE ont bénéficié d'un Bilan Individuel Professionnel dans le cadre de leur accompagnement. Cette prestation, réalisée par Escale Formation Coaching est complète et appréciée. Elle mériterait d'être développée en nombre et élargie au public jeune de la Mission Locale.

Tous les partenaires de la formation sont évidemment conviés au Forum annuel de l'Emploi et de la Formation organisé par MEI-MVS.

Des partenariats ponctuels sont liés avec certains établissements scolaires du territoire. Tous sont invités, tous les ans, à se rendre sur le Forum de l'Emploi et de la Formation Melun Val de Seine ou le Village de l'apprentissage. MEI-MVS organise et offre la gratuité des transports aux élèves et leurs accompagnateurs.

Des actions spécifiques liées au décrochage scolaire et l'accès à l'apprentissage ont par ailleurs été déjà menées. Il s'agissait de projets expérimentaux soutenus par la Politique de la Ville.

Demain, MEI-MVS participera pleinement à l'action Avenir PRO décrétée par la Loi Plein emploi. Des salariés interviendront alors au sein des lycées professionnels de son territoire pour dispenser des ateliers liés à la recherche d'emploi.

e. Infrastructures et mobilité

D'une manière générale, la question de la mobilité est abordée en entretien individuel avec le conseiller puis lors d'ateliers en cours de parcours du jeune.

On constate que 86% des jeunes accueillis en premier accueil se déplacent en transport en commun.

Moyen de locomotion des jeunes à l'inscription	
Auto ou moto	12%
Transport en commun	86%
Aucun moyen de transport, vélo, cyclo	2%

Des ateliers présentant le réseau de transport local et régional mais aussi les différents modes de déplacement et les applications utiles sont organisés régulièrement. Le sujet de la sécurité routière ou l'importance de contracter une assurance est abordé.

Contrairement à d'autres ateliers de cette thématique, le Kiosque Mobilité animé tous les 15 jours depuis début 2024, a la particularité d'aborder les aides financières liées à la mobilité.

Il permet aux jeunes qui peuvent y prétendre de réaliser une demande auprès du Conseil Régional d'Île-de-France. Les jeunes sont ainsi accompagnés à créer un compte et ajouter les pièces justificatives leur permettant de bénéficier de cette aide de 1 300€.

Le PLIE propose également des ateliers au public accueilli permettant d'améliorer sa mobilité et son autonomie en matière de déplacements : lecture de plans et de cartes, préparation d'un itinéraire, information sur les réseaux de transports en commun, évaluation de budget mobilité, information sur les aides financières.

Les participants aux ateliers sont informés des différents partenaires intervenant sur la thématique de la mobilité comme :

- Papa Charlie : mise à disposition de véhicules pour les accédants à l'emploi, tarifs accessibles
- IDF Mobilité : organisation, développement, financement du service public de transport. Recours au site Internet pour les informations sur les solutions de déplacement dont les services de mobilité alternatifs, transports à la demande, locations de vélos, covoiturage.
- Conseil Régional IDF : recours aux aides financières à la formation au permis de conduire
- Pije ADSEA - La roue libre : plateforme de mobilité, propose des services adaptés aux problématiques rencontrées : formation au permis B, stages code de la route par un renforcement pédagogique intensif, stages post-permis.
- La vélostation Méli-Vélo : réparation, location de vélos et d'équipements à Melun.

MEI-MVS a déjà développé des partenariats privilégiés avec des auto-école, proposé des actions permettant aux jeunes d'obtenir leur permis de conduire. Aujourd'hui, un partenariat est en cours de consolidation et de conventionnement avec l'auto-école STYCH permettant d'obtenir des tarifs préférentiels pour le public de MEI-MVS.

Aussi, MEI-MVS propose depuis peu par le biais de l'Astrolabe, des leçons de codes de la route. En fonction de l'évaluation de ces temps, l'apprentissage pourra être encouragé en interne et inclure des leçons de conduite.

Récemment, MEI-MVS a développé un partenariat avec le Bureau de la politique départementale de la sécurité routière lié à la Préfecture. Une intervention sur la prévention à la sécurité routière réalisée à partir de simulateurs et jeux ont lieu une à deux fois par an. Cependant, ces interventions sont à destination de personnes titulaires d'un permis de conduire ou proches de l'obtenir.

Aujourd'hui, en lien avec Initiatives 77, une réflexion est menée sur la faisabilité d'un « Garage Solidaire ». MEI-MVS pourrait s'inscrire dans ce débat et être associé à l'expérimentation.

Toujours à l'écoute, MEI-MVS s'inscrit dans le développement de projet liés à la mobilité. Récemment, elle a répondu à un appel à projet auprès de la Fondation Transdev.

Pour finir, l'idée d'un service de transport à la demande pour le public serait à envisager.

Malgré de nombreuses initiatives et actions sur cette thématique, reste à convaincre le public qui parfois est réticent à l'idée de passer son permis de conduire et n'y voit pas un intérêt primordial. L'obtention du permis permet pourtant de lever des freins à l'emploi et gagner en autonomie. Les conseillers et animateurs ont pour rôle de les accompagner et les persuader.

La mobilité professionnelle est également abordée en entretien individuel et en groupe lors de temps collectifs. Les jeunes sont sensibilisés au marché du travail local et à l'intérêt de se déplacer pour suivre une formation ou occuper un poste qui les intéresse.

Toujours dans le cadre de la mobilité professionnelle mais cette fois internationale, MEI-MVS s'est engagée dans un consortium ERASMUS+ avec l'ARML AURA. Après avoir été préparé, des jeunes pourront bénéficier d'une expérience à l'étranger.

Cette opportunité concernera peu de jeunes. Ils seront volontaires et intégreront un groupe de jeunes issus d'autres missions locales de France.

Ce partenariat permettra ainsi :

- Un séjour d'une semaine pour les 18-25 ans avec un stage d'observation et une formation linguistique à destination des jeunes pour goûter à la mobilité internationale
- Un séjour de 3 mois pour les 18-25 ans avec un stage professionnel de 30 à 40h/semaines et des cours de langues pour une vrai expérience internationale

Un conseiller sera également référent de ce dispositif et accompagnera les jeunes dans leur préparation au départ. Il aura la possibilité de partir une semaine avec d'autres référents mobilité pour se former durant 5 jours. Il bénéficiera de cours de langue pour expérimenter et enrichir ses pratiques.

A ce jour, seule la convention a été signée, les modalités de mise en œuvre sont encore en suspens.

f. Habitat / Logement

En 2023, la moitié des jeunes accompagnés habitent chez leurs parents. Aussi, sur 1 254 jeunes reçus en premier accueil, 28,9% avaient une problématique logement selon le rapport d'activité 2023. En 2023, 47,7% des jeunes accompagnés ont bénéficié d'un acte de service lié au logement.

Depuis de nombreuses années, la Mission Locale a fait le choix d'identifier un conseiller référent Logement. En lien avec les partenaires du logement ou de l'hébergement, il est spécialiste du sujet et source d'information pour ses pairs.

Informier le public concernant le logement/l'hébergement fait partie des missions de notre structure. Les CISP apportent un premier niveau d'information comme la demande de logement social, l'orientation vers les structures compétentes : Foyer de Jeunes Travailleurs (FJT), résidence jeunes actifs..., les dispositifs existants : Visale, Confiance Île-de-France.... Des liens sont parfois réalisés auprès des structures compétentes.

Les Conseillers sont parfois amenés à constituer des demandes auprès du Service Intégré d'Accueil et d'Orientation (SIAO).

Dans cette même dynamique, des visites dans le cadre du CEJ sont organisées pour les jeunes leur permettant de découvrir les sites et de rencontrer un référent de la structure.

Malgré ces différentes actions, la problématique logement nécessite parfois un accompagnement plus soutenu.

Dans la perspective de pouvoir apporter une solution à l'ensemble des jeunes du secteur sud de la Seine-et-Marne un lieu ressource a été initié en septembre 2023 par MEI-MVS avec la création du CLLAJ Sud 77.

Ce projet a aussi été porté par la Chargée de Projets Logement de l'ARML lors des groupes de travail organisés par cette instance. En effet, la Seine-et-Marne était dépourvue de CLLAJ et donc d'un lieu ressource à destination du public 18-30 ans concernant la question de l'hébergement/logement.

Dans la perspective que le CLLAJ apporte une réponse à l'ensemble du public du Département, la Mission Locale de Paris Vallée de la Marne a porté cette même initiative, avec le CLLAJ Nord 77, permettant ainsi de couvrir la totalité du territoire seine-et-marnais.

Afin de pallier à cette absence de réponse, MEI-MVS a donc sollicité le soutien auprès des financeurs afin d'effectuer un diagnostic du secteur Sud du 77. Un poste de Chargé de Projets a pu être créé permettant de réaliser, dans un premier temps un état des lieux des besoins et attentes sur la thématique logement/hébergement du public jeune.

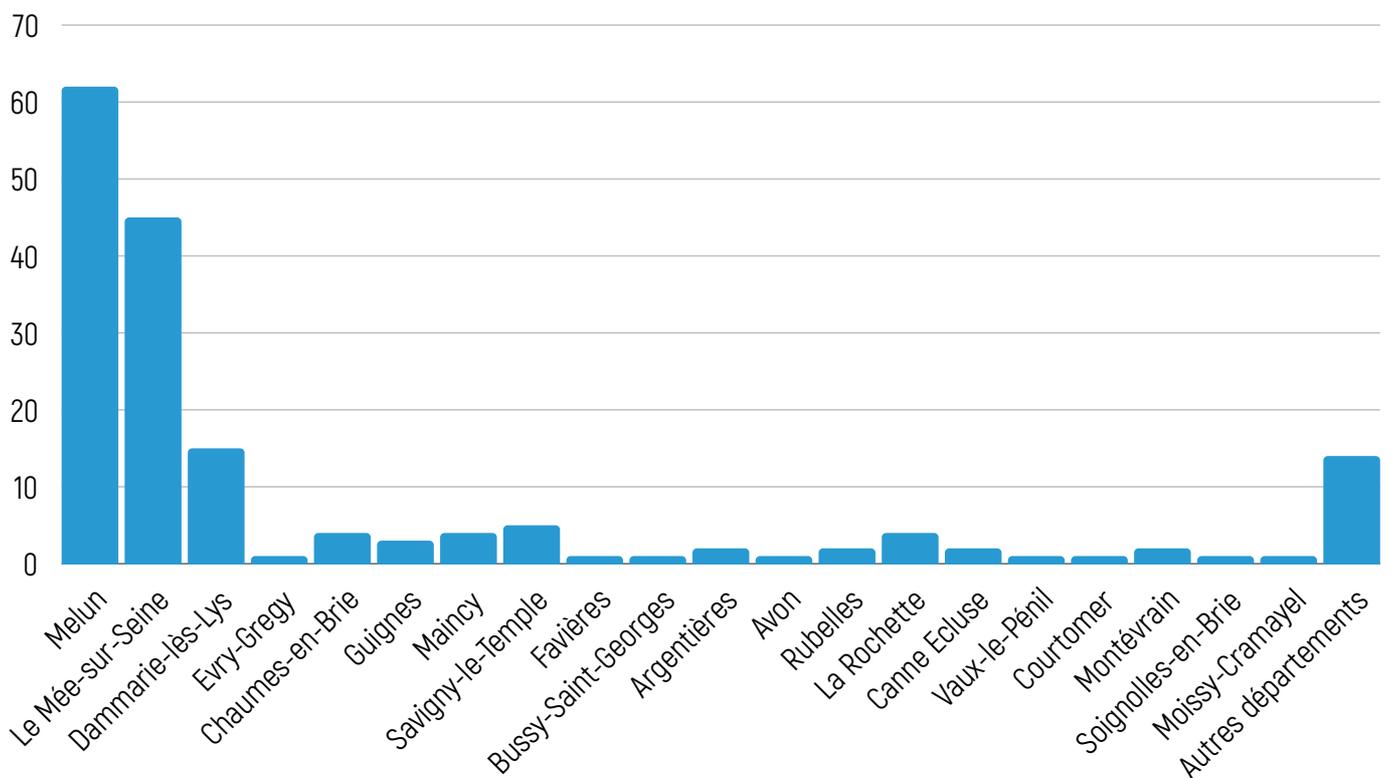
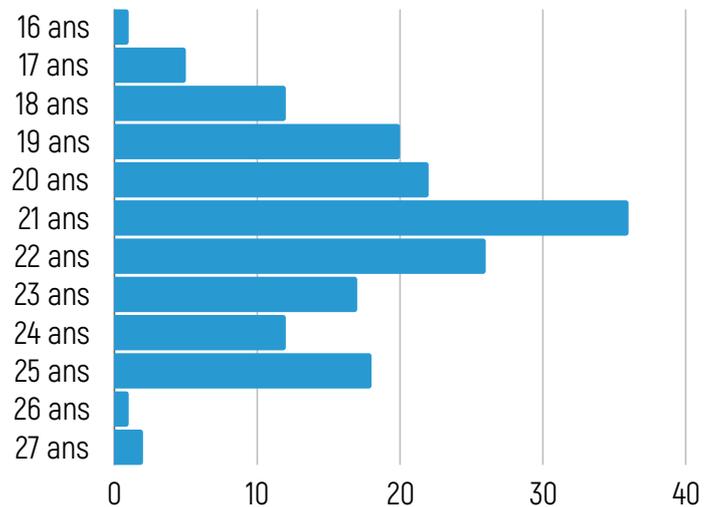
De septembre 2023 à décembre 2023, a donc été mené un diagnostic lors de rencontres auprès de 25 partenaires et de public de la Mission Locale du Sud-ouest Seine-et-Marne grâce à la diffusion d'un questionnaire. Ce travail de terrain a permis de faire apparaître une réalité concernant ce sujet.

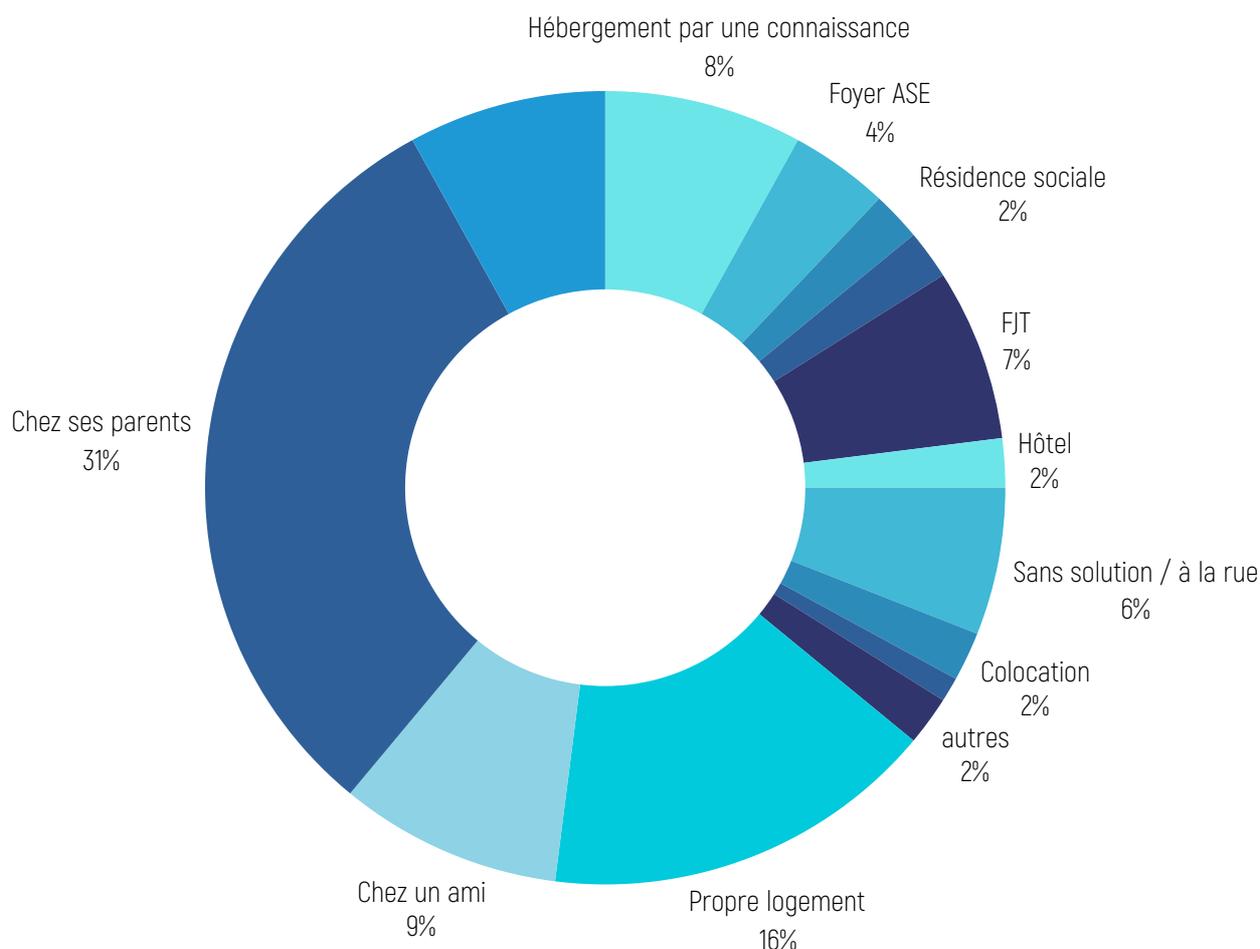
Questionnaire de satisfaction réalisé auprès des jeunes

Au total, 172 personnes ont répondu au questionnaire, 94% sont âgés entre 18 et 25 ans, majoritairement habitant de l'une des trois grandes communes de la CAMVS et principalement à Melun. 53% des personnes interrogées affirment être en difficulté concernant leur situation locative.

Cette enquête a fait apparaître que 86% des jeunes interrogés ne connaissaient pas de structures qui pouvaient les aider dans leurs démarches de logement/hébergement.

De même, 85% du public interrogé sollicite un soutien ou des informations concernant le logement/l'hébergement.





Ainsi un diagnostic complet a été rédigé afin de remonter la réalité du terrain à la fois des partenaires mais aussi des jeunes interrogés. Le présent diagnostic territorial s'appuie sur le diagnostic CLLAJ Sud 77.

Le questionnaire est toujours actif et a été diffusé auprès des autres missions locales du Sud Seine-et-Marne. Il permettra ainsi fin 2024 de réaliser un état des lieux des réalités de l'ensemble des jeunes du territoire accueilli en Mission Locale.

Au cours du premier semestre 2024, le CLLAJ Sud 77 a mené des entretiens individuels et des actions collectives en faveur des jeunes. Par ailleurs, une permanence en accès libre est proposée depuis mars 2024 à La Rochette. De même, depuis juin 2024, une journée par mois, la Chargée de Projets Logement de MEI-MVS intervient à la Mission Locale de Provins avec un atelier collectif le matin et des entretiens individuels l'après-midi. Cette même dynamique devrait être mise en place d'ici la fin d'année 2024 à Montereau, Sénart et Nemours.

MEI-MVS a toujours œuvré pour développer le partenariat dans le domaine du logement et de l'hébergement en travaillant par exemple avec Paroles de Femmes-Le Relais.

L'association est également, depuis de nombreuses années, membre du Conseil d'administration du Foyer Jeunes Travailleurs La Passerelle et participe aux commissions d'attribution des logements.

Ses partenariats se sont évidemment développés avec la création du CLLAJ Sud 77. La Chargée de projets logement entretient ainsi des liens privilégiés avec diverses structures du territoire du Bassin Centre 77 et ses alentours comme :

- Centres Communaux d'Action Sociale de Dammarie-lès-Lys, Melun, Montereau-Fault-Yonne, Provins
- Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine
- Maison Départementale des Solidarités de Melun, Provins, Nemours
- Bailleurs / FJT / Résidences sociales/étudiantes/jeunes actifs / Structures d'hébergements :
 - ADEF Habitat
 - ARPEJ Cesson
 - CDC HABITAT -ADOMA Dammarie-lès-Lys
 - CLLAJ Essonne
 - COPAL 77 Maincy
 - EPIDE de Montry
 - FAC HABITAT Melun
 - FJT François Gomes Melun
 - FJT La Passerelle Vaux-le-Pénil
 - France Fraternité Les Apprentis d'Auteuils (La Touline) Combs-la-Ville
 - Paroles de femmes - Le Relais Vert-Saint-Denis
 - PRAHDA de Rubelles
 - 1001 Vies Habitat
 - Service Intégré d'Accueil et d'Orientation (SIAO) CEJ JR - Mareuil-lès-Meaux
 - Résidence PARME de La Rochette
- Missions Locales du Sud Seine-et-Marne :
 - ML Bassin Economique de Montereau
 - ML de la Seine et du Loing
 - ML du Provinois
 - ML Paris Vallée de la Marne
 - MDEF Grand Paris Sud – Sénart
- Action Logement
- Association Régionale des Missions Locales
- Centre de Réadaptation Professionnelles de Nanteau sur Lunain
- Institut Médico-Educatif la Sapinière
- Fédération Solidaire IDF
- Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi de Sénart
- Les CLLAJ d'Île-de-France
- Union Nationale des CLLAJ
- Union Régionale des CLLAJ
- Union Régionale pour l'Habitat des Jeunes (URHAJ)
- Structure Information Jeunesse de Melun (SIJ)

La récente création du CLLAJ Sud 77 permet le renfort et le développement partenarial sur le champ du logement. L'adhésion à l'URCLLAJ et l'UNCLLAJ a été une étape clef à la fois par leur soutien mais aussi leur expertise.

Des temps de rencontre entre partenaires sont initiés avec les acteurs du logement et de l'hébergement afin d'envisager à la fois des ateliers à destination des jeunes ainsi que des créneaux d'entretien mais aussi la possibilité que des professionnels soient formés par le CLLAJ Sud 77.

Pour exemple, le CLLAJ Sud 77 a déjà proposé de mener le module « permis de louer » créé par l'UNCLLAJ lors d'ateliers. Cette initiative a permis d'apporter des informations auprès du public concernant les différentes étapes de la recherche de logement, l'accès, le maintien à la sortie.

De même, MEI-MVS participe activement tous les ans à la semaine du logement des jeunes.

Le diagnostic réalisé en 2023 ainsi que les nouvelles rencontres partenaires ont permis de créer un réseau solide permettant à la fois de connaître davantage les possibilités d'orientation pour les jeunes selon leur situation mais aussi de pouvoir être un lieu central d'information pour les acteurs du territoire.

De nouvelles rencontres et des instances partenariales logement/hébergement, devront se poursuivre dans les années à venir. Le développement du réseau de partenaires permettra notamment de soutenir ou/et de porter de nouveaux projets afin de favoriser l'insertion des jeunes.

De même, des rencontres avec certaines structures comme le SIAO sont à envisager afin de réfléchir à l'amélioration du travail de partenariat.

Lors des prochains mois il sera essentiel de développer le partenariat avec les bailleurs sociaux. Il permettra d'appréhender leurs attentes mais aussi de favoriser l'insertion des jeunes en termes d'accès au logement et leur maintien lors d'impayés de loyer.

Par ailleurs, dans le cadre de ses missions la Chargée de Projets Logements est amenée, entre autres, à contacter les Chargés de Clientèles des différents bailleurs pour suivre l'avancée des dossiers qui doivent passer en Commission d'Attribution de Logements et d'Examen de l'Occupation des Logements.

L'adhésion du CLLAJ Sud 77 à l'URCLLAJ, permet de bénéficier des conventions passées avec certains bailleurs et d'avoir accès à certains logements disponibles. De même, un partenariat est en cours avec l'URHAJ.

Pour rappel, le CLLAJ Sud 77 intervient sur l'ensemble du secteur sud soit 275 communes concernées.

Le renfort en ressources humaines deviendra alors indispensable pour le développement de ce comité et favoriser l'accès au logement des jeunes.

Territoire d'intervention du CLLAJ Sud 77



275 communes

-  Mission Locale Maison de l'emploi et de la formation du Grand Paris Sud
-  Mission Locale du Provinois
-  Mission Locale du bassin économique de Montereau
-  Mission Locale Seine et Loing
-  Mission Locale du Sud-Ouest Seine-et-Marne

g. Santé

Depuis de nombreuses années, la Mission Locale propose un soutien psychologique aux jeunes. Une psychologue, internalisée depuis 1996, offre un espace de parole, identifie les freins à l'insertion professionnelle et aide les jeunes à reprendre confiance en eux ou à se mobiliser.

Les échanges avec les conseillers référents permettent une co-construction du projet professionnel tout en tenant compte des difficultés psychologiques et/ou physiques rencontrées.

Les principaux freins à l'insertion professionnelle identifiés sont : une mauvaise estime de soi, un manque de confiance, mais aussi un manque de ressources (relationnelles, financières, personnelles...) liés à des situations de vie difficile, marquées par des carences, des abus, des ruptures familiales, de la violence conjugale ou familiale ou encore de la précarité.

Sur le plan psychologique, la dépression est la problématique la plus observée par la psychologue de MEI-MVS. Plusieurs situations de crises suicidaires (cinq en 2023) ont entraîné une orientation vers les urgences psychiatriques. De nombreux jeunes ont vécu des situations de harcèlement scolaire, plusieurs jeunes se posent des questions sur leur identité de genre.

Enfin, les différentes crises qui touchent notre société impactent sur la santé mentale des jeunes. Un travail partenarial a aussi été engagé à l'occasion de divers événements liés à l'activité de la psychologue sur la Mission Locale : un atelier avec les micro-folies dans le cadre de la journée de lutte pour le droit des femmes, un atelier ciné-débat dans le cadre de la semaine de sensibilisation à la santé mentale avec l'Astrolabe, un atelier de sensibilisation et dépistage avec l'Unité de Santé Publique dans le cadre de la Journée mondiale de lutte contre le sida.

Activité liée à l'accompagnement psychologique en 2023

54

FEMMES

ONT ÉTÉ REÇUS AU MOINS UNE FOIS
EN ENTRETIEN INDIVIDUEL PAR LA
PSYCHOLOGUE
(17 RÉSIDENT EN QPV)

23

HOMMES

206

ENTRETIENS INDIVIDUELS

36

ORIENTATIONS VERS DES
PARTENAIRES

77

SITUATIONS ONT ÉTÉ
ACCOMPAGNÉES D'UNE
RESTITUTION AVEC LE
CONSEILLER RÉFÉRENT

Toujours dans le champ de la Santé, la Mission Locale propose depuis plus de 5 ans l'action Jeunes et Femmes dont le nombre de sessions n'a cessé d'augmenter.

A destination des femmes de 18 à 25 ans ayant eu des parcours de vie difficiles, chez qui un besoin de remobilisation a été identifié, la Psychologue leur propose de participer à un parcours de 3 semaines afin de leur faire reprendre confiance en elles, de se sentir moins isolées, par le biais de différents ateliers mobilisant différents partenaires.

Depuis 2023, l'Espace santé permet au public de MEI-MVS de bénéficier d'informations et de conseils sur la santé dans un espace accueillant et convivial.

Un Chargé de prévention santé y accueille le public en libre accès ou sur rendez-vous selon les besoins. Il multiplie les rencontres avec divers partenaires issus du champ de la santé et permet ainsi d'être un relais pour le public accueilli.

Différentes thématiques y sont abordées lors d'ateliers et animations : addictions, maladies sexuellement transmissibles, cancers, nutrition, sommeil... en réponse aux besoins identifiés sur le territoire en matière de santé.



Le Chargé de prévention santé permet également de faciliter les démarches d'ouverture de droits, auprès de la CPAM dans le cadre de la convention signée par l'ensemble des missions locales du département. Soutenu par l'ARS, le Département de Seine-et-Marne et la CAMVS, ce projet vise aussi à pallier au renoncement aux soins et à la précarité.

Des kits d'hygiène ainsi que des protections périodiques sont ainsi mis à disposition des publics les plus précaires.

En 2023, 52,3% des jeunes accompagnés ont bénéficié d'un acte de service lié à la santé.

Aussi, 67 jeunes accueillis pour la première fois avaient une reconnaissance Travailleur Handicapé. D'autres en cours d'accompagnement sont susceptibles d'être reconnus également comme tel et un soutien administratif est nécessaire. Le Chargé de prévention santé, en lien avec la MDPH, accompagnera prochainement ce type de démarche.

MEI-MVS est en lien avec de nombreux partenaires dans le cadre des actions qu'elle mène dans le domaine de la santé. On peut alors citer :

- Caisse Primaire d'Assurance Maladie
- Le Centre de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie
- Le CIDFF pour le droit des femmes de des familles
- Parole de Femmes Le Relais pour la lutte contre les violences conjugales
- Le Mouvement du Nid pour la lutte contre la Prostitution
- Le Centre de planification familiale
- Le Foyer d'Olympe pour les violences sexistes au travail
- Le CSAPA Le Carrousel pour les addictions
- L'AVIMEJ pour pour l'Aide aux Victimes et Mesures Judiciaires
- Une infirmière du centre d'examen de santé
- Une sophrologue et une reflexologue, marraines du réseau de Parrainage
- Ma commune ma santé de la CAMVS
- La Cité de la Santé
- Le CRIPS (Centre Régional d'Information, de Prévention du Sida et pour la Santé des jeunes d'Île-de-France)
- L'ANPS (Association Nationale pour la Protection de la Santé)
- L'Unité de santé publique (Hôpital de Melun) pour les dépistages
- Ligue pour la lutte contre le cancer
- Planning familial
- Le Réseau Ville Hôpital
- Maison Départementale des Solidarités et Maison Départementale des Personnes Handicapées
- UTEP : Unité Transversale d'Education et du Patient (service de l'hôpital de Melun) pour des interventions liées à la nutrition
- ARPEJ : Association de Recherche et de Prévention sur les Excès de Jeu
- L'Hôpital de Melun dans le cadre de la démarche du Projet Territorial de Santé Mentale (PTSM) de Seine-et-Marne.

Questionnaire de satisfaction réalisé auprès du public

Afin de cibler les besoins en information santé du public accueilli par MEI-MVS, un questionnaire a été envoyé aux jeunes inscrits à la Mission Locale ainsi qu'aux participants du PLIE.

Il contenait 8 questions très simples permettant des réponses rapides. Au total nous avons récolté 105 réponses de 65 hommes et 45 femmes de tout âge. La majeure partie des réponses émane cependant de jeunes âgés entre 16 et 25 ans avec un pic d'âge le plus haut évalué à 23 ans.

Ce questionnaire avait pour but de définir nos futurs thématiques d'intervention pour répondre aux demandes du public.

Ainsi, les résultats du questionnaire dévoilent 3 démarches principales pour lesquelles le public souhaite se renseigner :

- Ouvrir des droits à la sécurité sociale
- Réaliser des démarches pour obtenir une complémentaire santé
- Être orienté vers un professionnel de santé

Il met également en avant 5 thématiques pour lesquelles le public souhaite des informations :

- Nutrition
- Addiction
- Soutien psychologique
- Sommeil
- Maladies sexuellement transmissibles

Aussi, nous constatons aujourd'hui que nous faisons face à un public qui n'a que très peu de connaissances en matière de santé et notamment sur la présence de bilans de santé gratuit. Notre partenaire l'ANPS proposant ce type de bilan à Dammarie-lès-Lys, nous avons souhaité savoir si le public avait connaissance de ce lieu.

Le questionnaire nous permet de savoir qu'ils sont aujourd'hui 52% à ne pas connaître l'existence d'un bilan de santé gratuit prêt de chez eux et 63% d'entre eux souhaitent en bénéficier.

Le questionnaire a donc permis d'identifier les diverses problématiques que le public rencontre. Nous tentons d'y répondre au mieux en animant des ateliers sur les thématiques demandées et en orientant au maximum le public vers un bilan de santé gratuit. Aujourd'hui, l'ANPS intervient 1 à 2 fois par mois pour présenter ce bilan et à l'issue, un rendez-vous peut être pris pour le réaliser.



h. Culture et Loisirs

Afin de travailler la remobilisation des publics et leur permettre un épanouissement personnel, MEI-MVS propose diverses actions liées à la culture et aux loisirs.

Inscrits dans un parcours lié à un dispositif ou lors d'une action ponctuelle, des ateliers sont réalisés par des prestataires ou directement par les salariés de MEI-MVS.

On peut citer par exemple :

- Activités sportives dans le cadre du Parcours Compétences et du CEJ avec le prestataire l'Union française des œuvres laïques d'éducation physique (UFOLEP) ou l'Union nationale des Centres sportifs de Plein Air (UCPA).

L'UFOLEP, avec qui MEI-MVS a signé une convention, propose des ateliers créant une dynamique de groupe et permettant d'apprendre à se connaître et à connaître les autres. Les ateliers favorisent les échanges et la participation de tous, créent un esprit d'équipe tout en découvrant plusieurs activités physiques et sportives accessibles à tous (tir à l'arc, jeux de ballon, renforcement musculaire...). L'UCPA de Bois le Roi est partenaire également de MEI-MVS pour ses activités sportives et initiations au Golf.

- Activités lors de séjours de rupture (réalisés l'été) ou de stage de remobilisation : ski nautique à la base de loisirs de Saint-Fargeau-Ponthierry, Warm Park sur la CCBRC, ou encore des balades en Forêt de Fontainebleau.

- Activités culturelles et créatives avec l'Astrolabe (Médiathèque de Melun) : de nombreuses activités ludiques sont proposées comme la découverte de jeux, la projection de film ou la rencontre de journalistes présentant leurs métiers et échangeant sur les médias.

- Activités culturelles avec la découverte du Musée du Louvre ou l'Opéra Garnier mais également plus localement avec la visite du Château de Fontainebleau, un escape game au Musée de la gendarmerie et les activités proposées par les Micro-folies et le Louvre près de chez vous de la CAMVS.

- Des olympiades, tournois de football ou pétanque organisés en partenariat par les salariés de MEI-MVS permettent également à une dizaine de jeunes de se rencontrer et échanger avec des employeurs dans un environnement ludique.

- L'action Main dans la main, mains dans la boue (réalisée durant deux ans seulement) a permis à des jeunes de s'initier au modelage et d'apprendre à s'exprimer à travers l'argile. Plus globalement, cette action suivie d'un court séjour a permis aux jeunes l'apprentissage de la vie en collectivité, la confection des repas, la création d'une signalétique en bois et la découverte de l'apiculture.



Ces types d'activités offrent de nombreux avantages comme le développement des compétences et le renforcement de l'estime de soi. Ils permettent aux participants d'acquérir de nouvelles compétences artistiques, culturelles et sociales, facilitant ainsi leur intégration professionnelle et sociale. Participer à des activités culturelles et de loisirs aide à renforcer la confiance en soi, un élément crucial pour l'insertion sociale. Ces ateliers favorisent également les interactions sociales et la création de réseaux, de liens sociaux essentiels pour une intégration dans la société. Ils offrent un espace pour exprimer la créativité, ce qui peut être bénéfique pour la santé mentale et émotionnelle. Aussi, certains ateliers démocratisent alors l'accès à la culture, souvent perçue comme élitiste, en la rendant accessible à tous.

En 2023, seul 3,4% des jeunes accompagnés ont bénéficié d'un acte de service lié au loisirs, sport ou à la culture. Certains ont confié n'avoir jamais été en Forêt de Fontainebleau pourtant très proche de chez eux.

De plus, même si ne n'est que visuel, l'écran de l'accueil du siège de La Rochette transmet (sans le son) les grandes compétitions sportives. Le public alors en attente à l'accueil peut regarder les images et s'imprégner de l'atmosphère sportive qui porte la nation. Ainsi, les tournois de football de l'Euro 2021 et 2024 ont été diffusés ; les épreuves des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 également.

i. Environnement

A l'image des ateliers culturels, sportifs et de loisirs, MEI-MVS propose des temps liés à l'environnement. Les ateliers sensibilisent les participants aux enjeux environnementaux et les encouragent à adopter des comportements respectueux de l'environnement. Les compétences acquises peuvent également être valorisées sur le marché du travail et renforcent l'estime de soi. Participer à des projets concrets et utiles pour la communauté aide les individus à se sentir valorisés et à gagner en confiance en eux.

Attaché à un dispositif ou lors d'une action ponctuelle, les ateliers sont réalisés par des prestataires ou directement par les salariés de MEI-MVS.

On citer par exemple :

- Les visites du Syndicat Mixte de Traitement des Ordures Ménagères (SMITOM) : régulièrement organisées, elles permettent également de découvrir le métier d'agent de tri.



- Des actions de sensibilisation à l'environnement ont été réalisées à l'été 2023 par le biais d'un séjour d'une semaine. A travers diverses activités encadrées par une scientifique, des activités de découverte et de protection du littoral ont permis à une dizaine de jeunes de s'approprier les métiers de la mer et de gagner en estime de soi. Félicités et encouragés par les passants, ils ont ramassé fièrement 8,5 Kg de déchets sur la plage Sud du Grau du Roi. Mobilisés autour d'activités ludiques et sportives, ils ont pris connaissance des acteurs pouvant les accompagner dans leur parcours d'insertion. La vie en collectivité a également été une source d'apprentissages et de partage permettant de lever de multiples freins. Tous les participants étaient domiciliés sur les communes de Melun, Dammarie-lès-Lys, Le Mée-sur-Seine.



- Participation d'une journée aux chantiers volontaires de restauration du patrimoine au château de Brie-Comte-Robert, permettant de leur faire découvrir un site culturel et d'amorcer leur connaissance sur la vie en collectivité. Dynamisés, et prêts à s'engager dans l'aventure, ils sont partis 5 jours en chantier de restauration du patrimoine au château de Coucy. Dans un climat de bienveillance et d'entraide, les jeunes se sont vraiment investis dans les tâches qui leur étaient confiées. Ils ont ainsi pu découvrir les techniques de la taille de pierre (le sciage, le préformage, le facetage, le polissage) auprès de l'encadrant du chantier, tailleur de pierre.

- Le stage de remobilisation vers la transition écologique organisé par le Campus de la Transition Ecologique de Forges a permis à une dizaine de jeunes de découvrir différentes activités sur la thématique de « Vivre ensemble la transition ». Ce court séjour de 3 jours et 2 nuits leur a permis de vivre une expérience humaine conviviale, de découvrir différents métiers et les activités en lien avec le respect de l'environnement. Ils ont fabriqué des produits écologiques, partagé des repas équilibrés issus du potager du campus, découvert des plantes sauvages comestibles... ce stage a ainsi permis aux jeunes d'acquérir de l'autonomie en expérimentant des activités concrètes reproductibles chez soi et de s'enrichir mutuellement d'un point de vue culturel et social.



Ainsi, MEI-MVS apporte des réponses aux problématiques des jeunes en développant des actions internes et s'associe à divers partenaires selon des domaines variés favorisant la cohésion et l'inclusion.

Apprécié des jeunes une fois réalisé, ces temps ponctuels profitent à peu de jeune et mériteraient d'être développés.

*j. Les essentiels à retenir
de notre intervention et de nos partenaires*

43%

DES JEUNES ACCOMPAGNÉS ONT INTÉGRÉ UN
ACCOMPAGNEMENT RENFORCÉ EN 2023
(481 CEJ, 516 PACEA, 30 PLIE)

L'OFFRE DE SERVICES À DESTINATION DU PUBLIC PERMET DE :

- Lever les freins à l'insertion en travaillant sur la mobilité, l'aide au logement, la gestion du budget, l'écoute psychologique, l'accompagnement dans les démarches administratives,
- Définir le projet professionnel par des opérations de découverte des métiers (visites d'entreprises, stages d'observation), **150 Périodes d'Immersion en Milieu Professionnel (PMSMP) ont été comptabilisées.**
- Travailler sur les techniques de recherche d'emploi : élaboration du CV, simulations d'entretien...
- Rechercher des financements pour le parcours de formation
- Accompagner le jeune dans l'emploi (visite sur le lieu de travail) ou la formation (bilan de stage)

83.5% DES DEMANDES DES JEUNES CONCERNENT LE PROJET PROFESSIONNEL, L'EMPLOI ET LA FORMATION.

28,2% des jeunes accompagnés ont bénéficié d'un acte de service lié au projet professionnel.

84,2% à l'emploi.

71,2% à la formation.

47,7% au logement.

52,3% à la santé.

205

JEUNES ACCOMPAGNÉS
PAR UN BÉNÉVOLE
DU RÉSEAU PARRAINAGE

1 342

SITUATIONS D'EMPLOI,
FORMATION, ALTERNANCE
(dont 941 situations d'emploi)

39,7%

DES CONTRATS ONT ÉTÉ SIGNÉS
DANS LES SECTEURS DU
TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE
(**2,6%** dans l'industrie)

7

CRÉATIONS
D'ENTREPRISE

Dans le cadre de leur accompagnement, les jeunes s'orientent et se forment prioritairement dans les domaines de l'hôtellerie et de la restauration ainsi que des services à la personne, secteurs à fort potentiel de recrutement.



77

PERSONNES ONT RENCONTRÉ
LA PSYCHOLOGUE AU MOINS 1 FOIS

La dépression est la problématique la plus observée. Au coeur des motifs de consultation : le harcèlement scolaire et les questions d'identité de genre (**100%** des situations ont été accompagnées d'une restitution avec le conseiller référent)

2023 : CRÉATION DU



- Lieu d'information et d'orientation sur les problématiques de logement
- Renfort et développement du partenariat en Seine-et-Marne

29%

DES JEUNES REÇUS EN 1ER ACCUEIL
ONT UNE PROBLÉMATIQUE DE LOGEMENT

50%

DES JEUNES ACCOMPAGNÉS
HABITENT CHEZ LEURS PARENTS

86%

DES JEUNES ACCUEILLIS EN
PREMIER ACCUEIL SE DÉPLACENT
EN TRANSPORT EN COMMUN

Demain, MEI-MVS participera pleinement à l'action Avenir PRO décrétée par la Loi Plein emploi. Des salariés interviendront alors au sein des lycées professionnels de son territoire pour dispenser des ateliers liés à la recherche d'emploi.

MEI-MVS porte ponctuellement des actions innovantes ou expérimentales dans ses différents domaines d'intervention.

Un partenariat est développé avec les entreprises et les centres de formation du territoire et les SIAE.

DES SERVICES À DESTINATION DES EMPLOYEURS

- Propositions de candidats prêts à l'embauche dont les profils répondent à leurs attentes,
- Remise d'un passeport recensant les compétences et les savoirs des jeunes grâce à une action d'évaluation des compétences pour valider le projet professionnel des jeunes,
- Conseils sur les dispositifs d'aides à l'embauche,
- Possibilité pour les employeurs d'intervenir sur les ateliers,
- Organisation de sessions de recrutement et jobs dating,
- Favoriser l'accès et le maintien en emploi des jeunes en parcours d'insertion,
- Organisation de visites entreprises et organismes de formation pour la découverte des métiers et les recrutements.

30

ENTREPRISES
ONT RÉPONDU AU
QUESTIONNAIRE
DE SATISFACTION

97%

SE DÉCLARENT SATISFAITES
DES SERVICES FOURNIS

80%

DES ENTREPRISES CONSIDÈRENT QUE
LES PROFILS QUE NOUS LEUR
TRANSMETTONS CORRESPONDENT À
LEURS ATTENTES.

83%

ESTIMENT QUE LA MISSION LOCALE
LEUR A PERMIS DE MIEUX COMPRENDRE
LA VISION DES JEUNES SUR LE TRAVAIL

83%

ONT RENCONTRÉ DES PROFILS
AUXQUELS ILS N'AURAIENT PAS PENSÉ

FORUM DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION MELUN VAL DE SEINE 2023

2

JOURS

95

EXPOSANTS

+ de 500

OFFRES D'EMPLOI ET DE FORMATION
LOCALES

1/2

JOURS

380

VISITEURS

PRÈS DE

2 000

VISITEURS

95,4%

DE VISITEURS SATISFAITS

8

EXPOSANTS
démonstrations métiers
par les apprentis

LA RÉCOLTE DE LA TAXE D'APPRENTISSAGE PERMET DE SOUTENIR CES ÉVÈNEMENTS

Conclusion

a. Les points forts du territoire

Le Bassin d'Emploi et de Formation Centre 77, constituant le territoire d'intervention de la Mission Locale du Sud-ouest Seine-et-Marne, bénéficie d'une localisation stratégique à proximité de Paris, ce qui en fait une zone particulièrement attractive. Son patrimoine culturel et naturel riche attire de nombreux visiteurs, tandis que son dynamisme économique, surtout dans les secteurs des services et du tourisme, en fait un pôle d'activité majeur. Cependant, cette région fait face à quelques défis, notamment des transports en commun souvent saturés aux heures de pointe et des inégalités territoriales entre les zones urbaines et rurales. Néanmoins, le développement des infrastructures de transport, les initiatives de développement durable et l'attractivité croissante pour les familles et les entreprises offrent des perspectives prometteuses. Les enjeux résident alors principalement dans la gestion de la croissance démographique et le renforcement des infrastructures de transport et de services publics pour maintenir cette attractivité et cette qualité de vie.

b. MEI-MVS : acteur incontournable, un appui indispensable

Sur ce territoire, MEI-MVS joue un rôle crucial dans l'accompagnement des publics présentant des difficultés d'insertion et en particulier pour les jeunes de la Mission Locale. Elle propose un accompagnement facilitant l'accès à l'autonomie, l'insertion professionnelle et l'intégration sociale.

L'accompagnement personnalisé réalisé par les Conseillers en Insertion Sociale et Professionnelle s'adapte aux besoins et aux projets de chaque jeune. Les entretiens individuels couplés aux ateliers collectifs abordant diverses thématiques permettent de définir et réaliser les objectifs professionnels et personnels des jeunes.

MEI-MVS favorise l'accès à l'autonomie en fonction des compétences et aspirations des jeunes. Elle les soutient dans leurs démarches administratives et propose un accompagnement global appuyé par une offre de services complète. Cette offre variée couvre, de manière récurrente ou ponctuelle, divers axes comme l'accès à l'emploi, la formation, la définition d'un projet professionnel, l'évaluation des compétences, l'accès à la mobilité, au logement, à la santé et au bien-être ou encore la culture et le sport.

MEI-MVS opère également une médiation avec les employeurs, les Chargés de Relations Entreprises jouent un rôle d'intermédiaire entre les jeunes et les employeurs, facilitant l'accès aux offres d'emploi et aux stages, et aidant à établir des contacts professionnels. Ils accompagnent et aident à la mise en emploi, ils réalisent la promotion des politiques d'emploi et favorisent le recrutement des personnes en difficulté d'insertion auprès des employeurs.

MEI-MVS collabore avec un large réseau de partenaires locaux (entreprises, associations, institutions, organismes de formation etc.), permettant aux jeunes de bénéficier d'un soutien et de ressources diversifiés.

Son antériorité historique sur le territoire, son implication auprès de la jeunesse, le développement de l'activité PLIE et toutes les actions menées quotidiennement lui donne une reconnaissance indéniable des acteurs avec lesquels elle collabore.

c. Les besoins des jeunes de la Mission Locale

À la lumière du diagnostic général du territoire, des caractéristiques des jeunes accueillis et de l'offre de services de MEI-MVS, il est évident que la structure répond globalement aux besoins des personnes en difficulté d'insertion.

La Mission Locale œuvre en faveur des jeunes, répondant à leurs principales demandes en matière d'emploi et de projet professionnel. Elle entretient un vaste réseau de partenaires qu'elle mobilise efficacement au service des jeunes.

La Mission Locale couvre tous les champs d'intervention, offrant ainsi un accompagnement individualisé et global.

Ce diagnostic territorial a permis à MEI-MVS de valider ses actions en cours et de repérer des perspectives d'amélioration en adéquation avec les besoins des jeunes.

Les échanges avec les conseillers, notamment lors d'un séminaire organisé en juin 2024, ont également mis en lumière de nouveaux besoins.

Dans un premier temps, il est essentiel de maintenir l'offre de services existante et de conserver l'ancrage territorial reconnu par les partenaires. Les propositions faites aux jeunes répondent à leurs attentes et couvrent leurs demandes, notamment en matière d'emploi, de formation et de définition de projet professionnel. Ces actions doivent se poursuivre.

L'offre de services permet déjà d'aborder toutes les thématiques liées aux besoins des jeunes, de manière récurrente ou expérimentale.

Dans un second temps, il s'agit donc de continuer les expérimentations et de concrétiser les actions initiées ponctuellement. Certaines thématiques mériteraient d'être approfondies et développées, notamment en recherchant de nouvelles sources de financement. En effet, les actions liées à l'évaluation professionnelle, au logement, à la santé, au sport et aux loisirs devraient être encouragées.

Bien que certaines actions ne bénéficient qu'à un nombre limité de jeunes, elles ont des effets positifs et méritent d'être développées pour toucher un plus grand nombre. Il sera donc nécessaire d'élargir les partenariats et d'obtenir les ressources suffisantes pour les développer.

La Mission Locale, capable de repérer et d'adapter son offre de services en fonction du public accueilli, devra développer de nouvelles actions en particulier en direction des jeunes ressortissants étrangers. Enfin, des pistes d'amélioration ont été identifiées pour chaque thématique abordée dans ce diagnostic, elles sont illustrées ci-dessous :

ALLER VERS



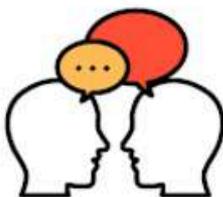
ACCUEIL



**ADAPTER ET RENDRE
ACCESSIBLE LE SITE
INTERNET DE MEI-MVS**

**RENDRE VISIBLE
L'ACTION DE MEI-MVS**

**RENFORCER LES
PARTENARIATS AVEC
LES ACTEURS DU
REPÉRAGE, DE LA
MÉDIATION ET DE LA
JEUNESSE**



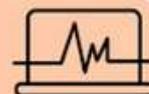
**DÉVELOPPER LE SERVICE
DE PROXIMITÉ AVEC LE
BUREAU ITINÉRANT**

Zones urbaines et rurales



PARTENARIAT

Maintenir le réseau
partenarial



Organiser une démarche
de prospection de
nouveaux partenaires



Développer le Forum en
augmentant le nombre
d'exposants et les
démonstrations de métiers



Maintenir le rôle de
coordination d'acteurs
avec le réseau Dynami'Act



Accentuer le
développement de projets
communs (dont réponses
communes en consortium)



Partager et mettre à jour
tous les ans le diagnostic
territorial réalisé par MEI-
MVS avec ses partenaires



Contractualiser les
partenariat avec les
partenaires





EMPLOI

1
ENCOURAGER LES ACCOMPAGNEMENTS RENFORCÉS POUR TOUS LES JEUNES



2
FACILITER L'ORIENTATION DES JEUNES VERS DES ACTIONS D'ÉVALUATION ET D'ACCÈS À L'EMPLOI



3
RENFORCER LES ACTIONS D'ÉVALUATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES



4
PRÉPARER LES JEUNES AUX ENTRETIENS D'EMBAUCHE DE MANIÈRE SYSTÉMATIQUE ET AUTANT QUE NÉCESSAIRE



5
AMÉLIORER LA QUALITÉ DES CANDIDATURES TRANSMISES AUX EMPLOYEURS

6
DÉVELOPPER ET ENCOURAGER LES ORIENTATIONS DES JEUNES POUR LESQUELS L'IAE EST ADAPTÉ



FORMATION et PROJET PROFESSIONNEL



Poursuivre la démarche de connaissance et reconnaissance des organismes de formation dans le cadre de Dynam'Act

Développer des partenariats ou une offre interne de formation FLE



Encourager la communication des offres de formation et d'emploi auprès des jeunes et leurs prescripteurs



Proposer des ateliers facilitant l'utilisation des outils numériques pour les démarches quotidiennes et les recherches d'emploi ou de formation



Projet professionnel

Développer et encourager :

- des ateliers d'élaboration du projet professionnel
- des ateliers d'évaluation des compétences et aptitudes professionnelles
- des bilans d'élaboration et d'évaluation professionnelle individuels
- Augmenter le nombre de jeunes bénéficiaires



PARRAINAGE - MARRAINAGE

Développer le réseau

PERMETTRE AU JEUNES DE BÉNÉFICIER DU PARRAINAGE

- de manière individuelle et renforcée
- privilégier les jeunes résidant en QPV
- privilégier les jeunes dont la priorité est l'accès à l'emploi



SENSIBILISER LES CONSEILLERS

Présenter régulièrement l'action et les bénévoles disponibles aux conseillers prescripteurs de parrainage



COMMUNIQUER

Proposer un plan d'action présentant l'action et un appel aux bénévoles et participants (presse locale, radios...)



INTÉGRER DE NOUVEAUX BÉNÉVOLES

- Prospecter les parrains et marraines
- Diversifier les secteurs d'activité
- Augmenter le nombre de parrains



DÉMARCHER

Les fonctionnaires des établissements publics (Préfecture, conseil départemental, EPCL...)
Les entreprises et leurs représentants dans le cadre de leur démarche RSE
Multiplier les conventions de partenariat en intégrant le mécénat de compétences

Relation entreprises

01

DÉVELOPPER LA DÉMARCHE DE PROSPECTION



02

RENFORCER LA PRÉSENCE DES CHARGES DE RELATION ENTREPRISES DANS LES INSTANCES ET GROUPEMENTS RÉUNISSANT LES EMPLOYEURS



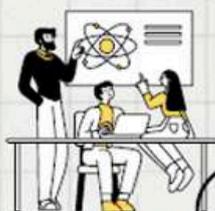
03

FORMALISER DES PARTENARIATS EN MULTIPLIANT LES CONVENTIONNEMENTS AVEC LES ENTREPRISES



04

ENCOURAGER LA COLLECTE DE LA TAXE D'APPRENTISSAGE



05

DÉVELOPPER ET RENFORCER DES CONNAISSANCES SUR LE DOMAINE DE LA CRÉATION D'ENTREPRISES

06

ENCOURAGER LES ORIENTATIONS DES JEUNES POUR LESQUELS L'IAE EST ADAPTÉE



MOBILITÉ



Encourager les jeunes à devenir mobile et autonome

Proposer des leçons gratuites de code et de conduite en développant des partenariats ou en interne



Renforcer l'information sur les partenaires d'aide à la mobilité auprès du public

Renforcer les ateliers liés à la sécurité routière sur tout type de véhicule



Proposer un service de transport à la demande



Mise en œuvre du projet Erasmus+ pour la mobilité professionnelle



Logement



- 1 • Poursuivre la démarche de développement du CLLAJ
- 2 • Formaliser les partenariats en conventionnant
- 3 • Se rapprocher des bailleurs sociaux du territoire
- 4 • Pérenniser les financements et renforcer la ressource humaine



Santé

01

Informer un plus grand nombre de personne et proposer un parcours type de santé

02

Maintenir un soutien psychologique pour les publics de MEI-MVS

03

Accompagner à la constitution des dossiers MDPH



Maintenir et développer le partenariat

Développer l'accès aux soins et aux bilans de santé



Sensibiliser les jeunes scolarisés

Augmenter le nombre de dépistages et des actions de prévention



CULTURE, LOISIRS ET ENVIRONNEMENT



Renforcer et rendre plus quotidien les ateliers de remobilisation par la culture et le sport

Permettre à plus de jeunes de bénéficier de ces temps d'apprentissage de bien être



Développer les partenariats ou animer les ateliers en interne



Renforcer les partenariats avec les clubs sportifs du territoire

Profiter pleinement des outils et équipements existants du territoire



Développer des séjours courts de remobilisation plus réguliers bénéficiant à plus de jeunes

Proposer davantage d'actions liées à la sensibilisation à l'environnement



Ce diagnostic offre ainsi une vision claire des atouts et des défis du Bassin Centre 77, permettant à MEI-MVS et ses décideurs locaux de planifier des stratégies adaptées pour un développement harmonieux et durable en faveur de l'insertion des publics les plus éloignés de l'emploi.

En conclusion, il aspire à initier une démarche collaborative avec de nombreux partenaires. Son objectif est d'être actualisé chaque année en étroite coopération avec les acteurs de terrain afin de favoriser l'émergence et le développement de nouveaux projets ou actions communes. Grâce à ce travail collectif, MEI-MVS sera ainsi inspirée dans ses orientations en faveur de l'emploi et de l'insertion professionnelle des jeunes, ainsi que du public éloigné de l'emploi de manière plus générale.

Si le secteur de l'insertion a déjà connu de multiples évolutions au cours de ces dernières décennies, il est très probable que d'autres tendent à perdurer et/ou à se renforcer. Ainsi, au regard des difficultés croissantes de nombreuses structures qui, pour certaines, n'ont pas su prendre le pli de la gestion stratégique de leur activité et pour d'autres se heurtent à la diminution régulière de la finance publique, il devient nécessaire de réfléchir autrement et de mettre en perspective de nouveaux processus de fonctionnement permettant de lier l'optimisation et la rationalisation de la finance publique en mutualisant par exemple les fonctions supports de ces activités. En d'autres termes, financer des parcours et non plus des structures.

d. Les essentiels à retenir et chiffres clés du diagnostic territorial



LE TERRITOIRE



LOCALISATION STRATÉGIQUE ATTRACTIVE
QUALITÉ DE VIE

PERSPECTIVES PROMETTEUSES
LIÉES AU DÉVELOPPEMENT



TRANSPORTS SATURÉS
AUX HEURES DE POINTE



INÉGALITÉS

ZONES RURALES \neq ZONES URBAINES

1

LARGE RÉSEAU
DE PARTENAIRES

1

MÉDIATION
AVEC LES EMPLOYEURS

1

RECONNAISSANCE INDÉNIABLE DES ACTEURS
AVEC LESQUELS ELLE COLLABORE.

Des interventions variées dans les domaines de l'emploi, la formation, la définition d'un projet professionnel, l'évaluation des compétences, l'accès à la mobilité, au logement, à la santé et au bien-être ou encore la culture et le sport pour répondre aux besoins des personnes en difficulté d'insertion.

PERMETTANT L'ACCÈS À L'AUTONOMIE, L'INSERTION PROFESSIONNELLE ET L'INTÉGRATION SOCIALE DES JEUNES QU'ELLE ACCOMPAGNE DE MANIÈRE GLOBALE

AXES D'AMÉLIORATION

Dans la recherche de nouvelles sources de financement notamment pour :

- Approfondir les actions liées à l'évaluation professionnelle, au logement, à la santé, au sport et aux loisirs,
- Renouveler les actions expérimentales qui ont fait leurs preuves
- Elargir les partenariats,
- Développer de nouvelles actions en particulier en direction des jeunes ressortissants étrangers.

RÉSUMÉ DES PISTES D'AMÉLIORATION

COMMUNICATION	Moderniser la communication à destination des publics Développer la communication à destination des institutions Mettre en place des actions de repérage et médiation Développer le service de proximité en zones urbaines et rurales
PARTENARIAT	Développer le service de proximité en zones urbaines et rurales Poursuivre le développement des partenariats et les formaliser
EMPLOI	Tendre à un accompagnement renforcé vers l'emploi pour tous les jeunes
FORMATION	Proposer une formation FLE aux publics non-francophones Proposer de l'initiation au numérique pour favoriser l'autonomie dans toutes les démarches
PROJET PROFESSIONNEL	Développer les actions en lien avec le projet professionnel
PARRAINAGE	Continuer le développement du réseau de parrainage
RELATION ENTREPRISES	Renforcer la présence de la structure dans les instances réunissant les employeurs Poursuivre le développement des démarches de prospection Développer les connaissances sur la création d'entreprise Amplifier la collecte de la taxe d'apprentissage
MOBILITÉ	Encourager les jeunes à se déplacer en autonomie Informers les jeunes sur l'offre de transport existante Proposer aux jeunes des solutions de transport Développer des partenariats favorisant la mobilité
LOGEMENT	Formaliser les partenariats Se rapprocher des bailleurs sociaux Pérenniser et multiplier les soutiens financiers
SANTÉ	Mise en place d'un parcours type Maintenir et développer le partenariat Multiplier les actions de prévention Sensibiliser les scolaires
CULTURE, LOISIRS, ET ENVIRONNEMENT	Renforcer les actions de remobilisation par la culture et le sport Permettre l'accès aux actions à un plus grand nombre de jeunes Proposer plus d'actions liées à la sensibilisation à l'environnement Renforcer les partenariats avec les acteurs du territoire pour profiter pleinement des outils et équipements existants.

Sources de Données

Les sites Internet de :

Annuaire du service-public

Communauté d'Agglomération Melun Val-de-Seine

Communauté de Communes de Brie des Rivières et Châteaux

Conseil Départemental de Seine-et-Marne

Contrat d'engagement Quartiers 2030

Diagnostic CLLAJ sud 77 (2024)

INSEE

Data emploi

Requêtes logiciel I-Milo

Résultats des questionnaires transmis aux jeunes, aux entreprises, aux partenaires et aux salariés de MEI-MVS (Questionnaire de satisfaction jeunes, Questionnaire visiteur Forum de l'Emploi et de la Formation Melun Val-de-Seine, Questionnaire exposant Forum de l'Emploi et de la Formation Melun Val-de-Seine, Questionnaire de satisfaction entreprises, Questionnaire logement, Questionnaire santé, Questionnaire aux salariés de MEI-MVS)

Compte-rendu du séminaire d'équipe MEI-MVS

Rencontres et réflexions issues de temps avec différents partenaires

Dynami'Act

Rapports activité MEI MVS 2023 et antérieurs

Schéma Directeur du logement et du cadre de vie 2021-2026 de la CAF

Santé en France

Réseau Ville Hôpital sud 77

Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques – Solidarités santé

Le petit guide des savoir-faire de l'IAE en 77



*Mission Emploi-Insertion
Melun Val de Seine*

Mission Emploi-Insertion Melun Val-de-Seine

Bâtiment Franklin
Rue Claude Bernard, BP 50095 La Rochette
77004 Melun Cedex
Tél. : 01 60 56 48 40



www.mei-mvs.com



**Facebook/Mission Emploi-Insertion
Melun Val de Seine**



x.com/mei-mvs



[Instagram/mei.mvs](https://www.instagram.com/mei.mvs)



**[Linkedin.com/company/
80485559](https://www.linkedin.com/company/80485559)**